

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 51 – 21 septembre 2026

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Transversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M. Éditeur: [https://m-editeur.info](http://m-editeur.info)

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Transversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0-417-9

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Table des matières

La longue guerre contre un peuple et notre indispensable solidarité	
BERNARD DRÉANO	5
PAROLES D'UKRAINE	
Un mois de manifestations quotidiennes à Kharkiv – ou comment passer ses vacances d'été sur le trottoir	
PHILIPPE BOUVARD	9
La lutte contre l'impérialisme russe et la lutte contre le capitalisme ne sont qu'une seule et même lutte	
ARSENIY	23
Mes amies ont quitté l'Ukraine après l'invasion : aujourd'hui, je me demande si nous vivons dans le même monde	
DIANA BERG	29
Le choix de rester : les femmes en Ukraine en temps de guerre	
NATALIA ZAIKA, VOLODYMYR VAKHITOV ET HANNA VAKHITOVA	32
Les écoles gérées par la Russie bafouent les droits des enfants	
HUMAN RIGHTS WATCH	36
Que ceux qui se qualifient d'« antimilitaristes » examinent les conséquences de leur politique	
SOLIDARITY COLLECTIVES	40
Congrès du syndicat des militaires	
CORRESPONDANCE	41
Pour la semaine de 32 heures sans réduction de salaire	
SOTSILANYI RUKH	43
LA GUERRE DES LIVRES	
Fahrenheit 451, version 2026	
	46
La Russie livre une guerre culturelle à l'Ukraine en détruisant des millions de livres	
PIERRE ALONSO	47
Pourquoi la Russie est-elle obsédée par l'idée de brûler les livres ukrainiens ? Et pourquoi le livre ukrainien terrifie-t-il l'empire ?	
MAKSYM ERISTAVI	50
Lviv : un salon du livre malgré tout	
	51
Vivre livre sous les bombes	
	52
PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE	
Chronique des événements courants	
	55

SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

La protection temporaire ne saurait être restreinte !

LUIZA
69

Notre aide au système de santé ukrainien

HÉVÉ VUILLON
73

LES RUSSES CONTRE

BERNARD RANDÉ
77

PRISES DE POSITION

Les défis de la mobilisation en Ukraine

PATRICK LE TRÉHONDAT
86

Le brun-rougisme : une métastase de la gauche européenne

MIMMO STOLFI
92

Marx était hostile à la Russie despotique et impérialiste. Ces raisons
restent valables pour celle de Poutine (et de Staline)

PIERO BERNOCCHI
93

L'Humanité n'a-t-elle rien appris ?

JEAN BATOU
104

Une réponse au journal *L'Humanité*

ZBIGNIEW KOWALEWSKI
105

BOÎTE ALERTE

Les idées politiques de la Russie poutinienne, de Marlène Laruelle

DOMINIQUE BOURY
110

Poésie ukrainienne dans la guerre

VLADIMIR CLAUDE FIŚERA
113

Les mosaïques, toujours les mosaïques

PATRICK LE TRÉHONDAT
115



Nous accueillons dans les colonnes de ce numéro de *Soutien à l'Ukraine résistante* les dessins de SiBorg, que nous remercions chaleureusement. Nous lui laissons le soin de se présenter : «Depuis 2023, j'ai quitté mon ancien métier d'astronome pour devenir illustrateur, de façon essentiellement autodidacte. Je dessine ainsi régulièrement dans le trimestriel francilien indépendant *Le Chiffon*. Je travaille à la main uniquement, principalement à la plume et à l'encre de Chine, mais aussi à l'aquarelle.»

Le Chiffon s'affiche résolument comme le «premier trimestriel papier d'information critique à Paris et en Île-de-France». Trimestriel, il nourrit à travers ses reportages, enquêtes et portraits une approche critique de l'actualité de la «région-capitale».

Pour s'abonner ou contacter la rédaction :

Le Chiffon

84, rue de Charenton, 75012 Paris

www.lechiffon.fr/le-chiffon-2/
redaction@lechiffon.fr



La longue guerre contre un peuple et notre indispensable solidarité

Bernard Dréano¹

La guerre en Ukraine a commencé en 2014, et dans sa dimension généralisée elle dure depuis près de 58 mois, plus que la Seconde Guerre mondiale. Et elle semble s'amplifier.

En effet, Vladimir Poutine pousse avec des attaques systématiques, notamment contre les installations énergétiques ukrainiennes, mais aussi un peu partout, de jour comme de nuit, pour rendre la vie de la plupart des Ukrainien·nes insupportable, épuiser une population fatiguée. Ces troupes ayant le plus grand mal à progresser sur le terrain, et aux prix de pertes effroyables, il veut à l'évidence «faire craquer l'arrière» cet automne et surtout les mois prochains, quand va venir le froid de l'hiver.

Il profite d'un vide tactique. Le manque d'armes antimissiles, côté ukrainien, susceptibles d'intercepter les missiles balistiques ou de croisière, qui font actuellement cruellement défaut, notamment parce que les fameux (mais très onéreux) Patriots, ont été affectés par les Américains à leur guerre contre l'Iran, et que l'utilisation des stocks dont disposent les Européens (Allemands et Néerlandais) est demeurée

«bridée», tandis que la production de matériels de substitution éventuels (comme les SAMPT/Mamba franco-italiens) est restée insuffisante. À cette carence de défense antimissiles s'ajoute la mise en opération massive de nouveaux drones russes à réaction Geran 4 et 5, face auxquels la défense ukrainienne n'est pas encore parvenue à mettre en œuvre les contre-feux efficaces...

Il est urgent pour Poutine d'obtenir le maximum d'effets destructeurs et sanglants, avant que les conséquences de cette amplification de la guerre se fassent sentir côté russe. Les frappes ukrainiennes «en profondeur» sont de plus en plus efficaces sur des secteurs vitaux pour la Russie, notamment énergétiques (cela malgré les tentatives de Trump de limiter ces contre-offensives ukrainiennes).

La guerre n'est plus une nuisance lointaine pour les Russes

Le coût économique et social de la guerre devient considérable, ce qui sape le «consensus par la passivité» où la majorité des Russes supportaient l'existence de la guerre comme une nuisance demeurant lointaine. De plus il est clair que les autorités russes vont devoir procéder à un renouvellement des forces sur le terrain et donc de nouvelles mobilisations de centaines de milliers de Russes... Au risque de provoquer fuites massives ou éventuellement révoltes.

Il est certain que Poutine s'imagine aussi que les contradictions et fissures que l'on constate en Ukraine sont les signes d'une possibilité d'effondrement politique de l'État. Certes, l'Ukraine est traversée de problèmes politiques et sociaux. On l'a vu en juillet avec le renvoi du ministre de

1. Bernard Dréano est co-porte-parole du Comité français du RESU. Il a publié *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine*, Paris, Syllepse, 2023.

la défense Mykhaïlo Fedorov, les manifestations de jeunes en sa faveur, son retour à un poste de responsabilité, etc. Autant de signes de contradictions évidentes sur la manière de défendre le pays, de rivalités politiques latentes ou ouvertes, sur fond de fatigue générale de la population, et de difficultés de plus en plus grandes pour le recrutement, loin des vagues de volontaires du début de la guerre. Mais aussi de l'existence de mécanismes de débat, de capacité de manifestations et de possibilités d'ajustements (ce qui n'existe nullement côté russe), tandis que la société ukrainienne dans son ensemble fait toujours preuve de résistance et de volontarisme.

Une Ukraine anti-autoritaire, socialiste, féministe, écologiste, syndicale et associative



Cependant le gouvernement ukrainien, encouragé d'ailleurs par ses soutiens occidentaux, poursuit une logique néolibérale (privatisations, régression d'acquis et de droits civils et sociaux, persistance de la corruption etc.), qui, outre qu'elle affaiblit la cohésion nécessaire de la société pour résister à l'invasion, provoque réactions et luttes (sur les terrains de la santé, du droit du travail, du logement, de l'environnement, de l'éducation, de la culture...). Autant de manifestations assez souvent victorieuses (on se souvient de la «révolte des pancartes» contre la corruption de l'été 2025).

L'existence et les actions de cette Ukraine anti-autoritaire et socialiste, féministe et écologiste, syndicale et associative, de défense des droits et des libertés, démontre à l'évidence que

la situation de l'Ukraine, même en guerre totale, même agressive, n'a rien à voir avec celle de la Russie, agresseuse et impérialiste, violente et fasciste, dans laquelle toute contestation ou critique est impossible.

Quelle solidarité ?

Dès lors, plusieurs impératifs de solidarité s'imposent.

Bien entendu, dans pareil contexte, il plus que jamais indispensable d'aider l'Ukraine à se défendre, à résister à une agression chaque jour plus meurtrière, y compris avec les moyens militaires, les capacités de renseignements, les efforts diplomatiques nécessaires, alors même que les États-Unis de Donald Trump se dérobent et cherchent à «dealer» avec Poutine par-dessus les peuples.

Mais aussi, pour celles et ceux qui en Europe et dans le monde, se réclament du progressisme et l'anti-impérialisme, il est impératif de soutenir les mouvements citoyens ukrainiens, de relayer leurs voix, relater leurs expériences, empêcher leur étouffement.

Tout aussi nécessaire et urgent aussi d'aider, politiquement et concrètement, les forces antiguerre russes, et tout particulièrement celles qui se réclament de la gauche progressiste et soutiennent la résistance des Ukrainiens et des Ukrainiennes, clandestin-es par nécessité dans leur pays, et s'organisant en exil.

Or ces activités sont peu relayées par les progressistes dans le monde, quand elles ne sont pas purement «oubliées», par exemple, par les principales forces de gauche en France et même malheureusement parfois ouvertement

combattues par certains «anti-impérialistes» complaisant envers le Tsar (ou qui lui sont soumis)...

Ainsi, par exemple, nous entendons aujourd'hui (début d'automne 2026) le Syndicat pan-ukrainien des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants (en Ukraine en guerre, contrairement à la France en paix, les soldats peuvent se syndiquer), dire haut et fort qu'il faut lutter contre la corruption dans leur pays ajoutant: «Nous n'avons pas besoin d'une énième simulation de lutte contre la corruption, de réformes fragmentaires et de beaux rapports.»

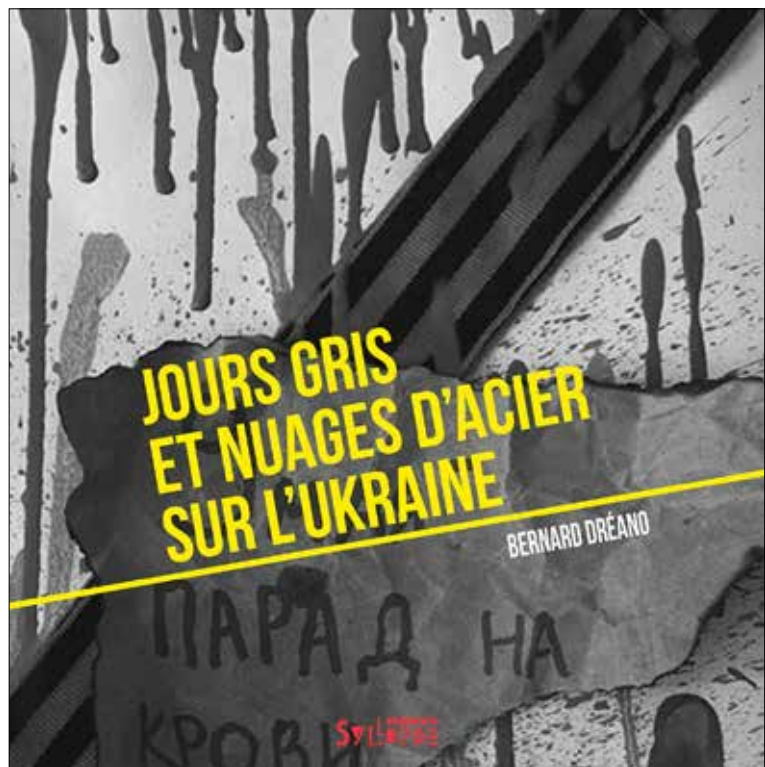
Nous devons répondre à l'appel de la KVPU (la deuxième plus importante confédération syndicale ukrainienne), demandant «la solidarité face à l'intensification des attaques russes contre les travailleurs, les lieux de travail et les infrastructures civiles ukrainiennes».

Nous défendons les prisonniers politiques en Russie et les campagnes pour leur libération (comme celles du mathématicien libertaire Azat Miftakhov ou du sociologue marxiste Boris Kagarlitsky).

Nous alertons sur la situation des 16 000 citoyens et citoyennes ukrainien·nes actuellement retenu·es arbitrairement en otage en Russie, comme le rappelle la campagne lancée par nos amis de Pour l'Ukraine, leur liberté et la nôtre, que nous essayons de relayer. Sans oublier le sort des milliers d'enfants kidnappés par les Russes dans les territoires ukrainiens occupés...

L'embrasement actuel est-il le prélude à une extension de la guerre d'agression? Ou un prélude brutal avant un cessez-le-feu (comme on

en a connu dans d'autres guerres, mais qui demeure bien improbable pourtant à ce stade...). À une paix durable? Nous savons qu'il n'y aura pas de paix demain dans la région si persiste l'occupation. Nous savons que de l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime.



PAROLES D'UKRAINE

Un mois de manifestations quotidiennes à Kharkiv – ou comment passer ses vacances d’été sur le trottoir

Philippe Bouvard¹

Le 15 juillet, Mykhailo Fedorov, le très populaire ministre de la défense nommé en janvier, annonce qu’il quitte ses fonctions gouvernementales. Tout le monde comprend alors ce qui s’était joué trois jours plus tôt, lorsque Zelensky annonçait un remaniement du gouvernement provoqué par la « démission » de la Première ministre Ioulia Svyrydenko : il s’agissait d’avoir la peau de Fedorov, le ministre qui avait engagé d’ambitieuses réformes et obtenu d’excellents résultats en quelques mois à peine – la coupure du réseau Starlink pour l’armée russe, qui utilisait jusqu’alors des antennes et des routeurs piratés, est par exemple à mettre à son crédit. À son entrée en fonction, Fedorov s’était opposé plusieurs fois sur la conduite de la guerre à Oleksandr Syrsky, fidèle de Zelensky et commandant en chef des forces armées ukrainiennes depuis 2024. Dès le lendemain matin, les Ukrainien·nes descendent dans la rue pour protester contre

le coup de force présidentiel et réclamer le retour du ministre. À 9h01, à la fin de la minute de silence que tout le pays observe en mémoire des soldats tombés, les rues se hérissent de pancartes « Федоров наш міністр оборони » (Fedorov est notre ministre de la défense) et l’incompréhensible décision gouvernementale gonfle les rues de la jeunesse du pays : une seconde révolution des cartons vient de commencer – un an tout juste après la tentative de mettre au pas le NABU et le SAP, les organismes indépendants de lutte contre la corruption.

À Kharkiv, le 16 juillet, tout se passe très vite. Beaucoup ont entendu l’appel à manifester qu’ont lancé des activistes à Kyiv et, avec le relais des réseaux sociaux et des médias – notamment les médias locaux kharkiviens comme *Gwaramedia* –, cet appel fonctionne : en milieu de matinée, je suis averti par une amie qu’une manifestation est en cours et je m’y rends immédiatement. Kyiv a ses habitudes militantes sur la place de l’Indépendance, à Kharkiv c’est devant les bâtiments de l’administration régionale touchés par les missiles russes en février 2022, sur la place de la Liberté, qu’ont traditionnellement lieu les manifestations. Il avait certes fallu attendre l’été 2025 et le mouvement en faveur du NABU pour que la ville renoue avec cette habitude après l’invasion à grande échelle mais, tout le printemps, les manifestations contre le projet de réforme du Code civil ont fini de réenraciner les luttes en ce lieu symbolique.

J’arrive trop tard, un peu avant 11 heures, à ce premier rassemblement appelé dans l’urgence. Il y a encore quelques dizaines de personnes qui crient des slogans pour Fedorov, mais elles

1. Philippe Bouvard est syndiqué SUD-Éducation et mandaté Solidaires 69 au Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien, membre du (Comité français du) RESU ». Photos © Philippe Bouvard.



finissent par se disperser ou par se rendre à leur travail. J'y retrouve des amis de Chtcheznyk², qui n'avaient pas pensé à me prévenir la veille au soir et qui remballent leurs pancartes. Ça sera la dernière fois que je serai pris au dépourvu : les manifestant·es sont convenu·es de se retrouver le soir même pour défendre « leur » ministre. Cette fois je serai prêt.

Qu'est-ce qui explique cette ferveur populaire à l'égard de Fedorov ?

Avec les développements ultérieurs de l'été, on verra que la personne de Fedorov n'est pas importante en soi : le personnage est un entrepreneur, de sensibilité ultralibérale, il a été l'un des principaux conseillers de Zelensky durant sa campagne présidentielle, vice-Premier ministre à 28 ans en 2019, en charge de la transformation numérique, avec des compétences élargies en 2023 à l'innovation, la science et la technique. Lors de la pandémie de Covid 19, c'est sous son autorité que l'Ukraine développe l'application mobile et portail web *Diia*³, aujourd'hui utilisée par des millions de personnes : on y stocke pièces d'identité, informations de santé, etc. – tout comme elle permet aux hommes de s'enregistrer et de renseigner leur situation militaire.

Fedorov a en fait pour lui d'incarner une vision de la guerre qui plaît au public, et opposée,

2. *Diia* (Дія) signifie action en ukrainien, mais l'application est aussi l'acronyme de « l'État et moi ».

3. Chtcheznyk est l'association dans laquelle je me rends l'été pour fabriquer des filets de camouflage pour les forces armées.

à tort ou à raison, à celle de Syrsky. L'un serait le ministre de la défense d'une guerre menée avec des drones et des robots dopés à l'IA, soucieux d'économiser la vie de chaque soldat, quand l'autre ne serait qu'un commandant en chef de la vieille école soviétique, qui ne se préoccuperait pas des pertes engendrées par ses décisions. Les choses sont évidemment plus complexes que ça : les défenses acharnées de Bakhmout et d'Avdiivka⁴ n'ont pas été menées sous sa direction, mais sous celle de Valeri Zaloujny - un général resté très populaire après son départ lié à l'échec de la contre-offensive de 2023, et qui est devenu depuis un concurrent politique affirmé de Zelensky.

Fedorov a aussi pour lui d'avoir abordé la question centrale pour chaque Ukrainien·ne, dans un pays qui se heurte de plus en plus à ses difficultés démographiques et aux problèmes du recrutement militaire : avant son départ, il réfléchissait tout haut à une réforme de la conscription, aux droits des soldat·es (contrats à terme, congés, démobilisation, etc.), au recours plus intensif aux volontaires étrangers... Et comme il a également donné des gages de transparence en instaurant des appels d'offres transparents pour les achats de l'armée ukrainienne, beaucoup voient en lui quelqu'un qui aborde les choses de façon pragmatique.

4. Bakhmout (2022-2023) et Avdiivka (2023-2024) sont deux villes du Donbas, dont la défense a été particulièrement meurtrière pour les forces armées ukrainiennes. Il avait toutefois fallu plus de dix mois pour que l'armée russe s'empare de Bakhmout, et dix-neuf mois pour qu'elle s'empare d'Avdiivka.

Premiers jours

Le 16 juillet à 18 h 30, quelques heures après le rassemblement du matin, plus de trois cents personnes sont rassemblées place de la Liberté, le long des trottoirs du métro Universytet et dans les allées nord du jardin Chevtchenko. La foule est dense, compacte, et chacun·e porte sa pancarte ou la rédige à la hâte sur un banc ou sur les murets qui jouxtent la station de métro : les feutres circulent de main en main et des cartons sont à disposition ici et là. Le nom de l'ex-ministre est repris massivement dans les slogans, mais il n'y est déjà presque plus question de Syrsky : les manifestant·es ont compris que le départ de Fedorov était dû aux tensions permanentes avec Syrsky, restées jusqu'alors discrètes et feutrées. Le mot d'ordre « *Сирського геть !* » (Dehors Syrsky) va devenir le tube des premiers jours. Les parlementaires aussi sont visés : la Rada, chargée d'examiner les nominations ministérielles, vient de se mettre en vacances jusqu'à mi-août... Ils ont donc droit aux slogans : « *депутати на роботу* » (Les députés au travail), « *на фронті немає канікул* » (Au front, il n'y a pas de vacances).

Les deux tiers des manifestant·es ont moins de 25 ans, ce qui signifie que les jeunes garçons présents n'ont pas encore l'âge d'être mobilisés. Cette proportion de jeunes augmentera encore les jours suivants. J'en connais plusieurs et j'en rencontrerai d'autres, et quand on discute avec eux on comprend qu'ils feront leur boulot quand il le faudra. Mais ils ne veulent pas que ce soit dans une armée à l'ancienne, qui les exposerait inutilement, et surtout dans une armée dans laquelle ils seraient jetés après s'être fait rafler

dans la rue sans ménagement par une équipe du TCK⁵. Ils estiment avoir leur mot à dire en tant que futurs soldats. Pour eux, c'est évident : Syrsky doit partir. La jeunesse ne se dérobera pas, mais le gouvernement doit l'écouter : mourir pour exister en tant qu'Ukrainien – parce que l'ennemi ne leur en laisse pas le choix – est une chose, mourir connement en est une autre.

Personne ne le sait encore, mais la décision de Zelensky vient de plonger le pays dans un tunnel de manifestations quotidiennes. À Kharkiv, les rassemblements statiques commencent à 18 h 30 et s'achèvent à 22 heures, heure à laquelle les lignes de métro cessent de fonctionner⁶. On brandit sa pancarte à destination des passants, des nombreux automobilistes et des journalistes, on chante, on reprend sans faiblir les slogans, jusqu'à ce qu'un autre soit lancé par tel ou telle – il n'y a pas de chef-fe ici. Le rassemblement est bruyant, rythmé par les klaxons d'approbation qu'on salue par des clameurs et en frappant son carton. Si c'est un véhicule militaire, médical, de pompiers ou d'équipes d'évacuation qui klaxonne, l'ovation est évidemment plus forte encore.

Dès les premiers soirs, on ressent la colère, mais aussi la joie d'être ensemble, la certitude de sa force collective – et peut-être l'envie de faire durer le plaisir au-delà du couvre-feu. Les cartons font preuve d'inventivité, ils suivent les



5. Centres territoriaux de recrutement, (en ukrainien Територіальний центр комплектування, abrégés en ТЦК ou ТТсК en écriture latinisée).

6. Les stations restent évidemment ouvertes en permanence pour servir d'abris anti-aériens.

développements de l'actualité, et leurs auteurs les renouvellent parfois quotidiennement. Certains sont magnifiquement calligraphiés : le beau est important en Ukraine.

Rien n'est monotone pendant les manifestations, et les Russes y contribuent à leur manière. Depuis plus de quatre ans, Kharkiv vit en effet au rythme des alertes aériennes permanentes et s'est habituée aux sirènes lancinantes – plus personne n'y prêtait déjà attention lorsque j'ai découvert la ville en 2024. Mais cette fois, il y a quelque chose de nouveau : les manifestant-es descendent dans le métro pour s'abriter. C'est la « police du dialogue » qui nous y enjoint, après avoir vérifié la nature, la localisation et l'intensité de la menace. Tout le monde obéit sans rechigner, parce que personne ne souhaiterait que les hôpitaux de la ville soient saturés par un afflux massif de blessé-es. Et on passe au moins un quart de notre temps à crier et chanter dans les souterrains du métro – l'acoustique y est parfaite. Lorsque la menace a disparu, les policiers réclament notre attention et prennent la parole... pour nous dire de reprendre nos chants et slogans à l'air libre. Seuls trois des trente premiers rassemblements se dérouleront intégralement en plein air.

Première victoire... donc il faut continuer !

Syrsky est limogé le 21 juillet, après six jours de manifestations dans le pays. Il est remplacé par Mykhaïlo Drapaty à la tête des armées⁷.

7. Drapaty est un vrai héros ukrainien, un véritable *même* internet, après la vidéo de 2014 où l'on voit son véhicule



Ce recul présidentiel est fêté en manifestation, mais une demi-victoire ne peut suffire et les gens continuent d'exiger le retour de Fedorov. De nouveaux slogans apparaissent: «*одін Михайло є, тепер потрібен другий*» (Il n'y a qu'un seul Mikhaïlo, il nous en faut un deuxième), «*Федоров, Драпатий, нас не подолати*» (Avec Fedorov et Drapaty, nous ne pouvons pas être vaincus).

Une chose frappe dès les premiers jours: comme pour le NABU l'an passé, malgré la guerre et en dépit de la loi martiale interdisant (théoriquement) les rassemblements, les manifestant·e·s ont la certitude d'agir pour l'intérêt commun. C'est le contraire, laisser faire et ne rien dire, qui fragiliserait le pays. Mais évidemment, il y a des suspicieux et ils se manifestent très vite: des gens ralentissent, et nous demandent combien et par qui nous sommes payés pour manifester. Il est impensable pour eux que des gens puissent s'organiser, de façon autonome, pour protester et défendre l'intérêt populaire...

On décide d'en rire: comme dans d'autres villes, des faux billets commencent à circuler à chaque rassemblement. D'abord de fausses publicités de 1000 hryvnias de la maison Rochen, l'empire de la confiserie détenu par Porochenko⁸, puis, de plus en plus, des billets

d'infanterie voler littéralement par-dessus une barricade de «séparatistes» prorusses à Marioupol – c'est lui qui commandait «le BMP volant».

8. Petro Porochenko, président sortant, a été battu par Zelensky à l'élection présidentielle de 2019. Milliardaire et oligarque, il reste un acteur politique de premier plan, à la tête du parti Solidarité européenne.

inspirés par la situation politique, émis par la *Картонний Банк України*, la... «Banque en carton d'Ukraine»! Les codes graphiques monétaires sont scrupuleusement respectés et les mentions satiriques sont savoureuses. Celles et ceux qui les ont photocopiés dans la journée les distribuent aux manifestant·es, pour que chacun·e puisse toucher son salaire quotidien⁹. On accepte aussi évidemment la corruption en nature: bonbons Rochen, parts de pizza ou de gâteaux sont généreusement distribués entre nous – et les nombreux chiens porteurs de cartons présents en manifestation en profitent également.

Il y a une part de jeu dans ces distributions où tout le monde essaie d'acheter et de corrompre l'autre, mais il y a aussi la fraternité et l'attention permanente portée à tou·te·s: c'est tout bête, mais par exemple on ne fume pas dans le rassemblement, on prend ses pauses clope à l'écart, seul ou en petits groupes, avant de revenir crier et chanter. Et, un des rares soirs où il aura fait aussi chaud qu'en France, un jeune passera sa soirée à rafraîchir le dos des autres

9. L'inventivité monétaire des manifestant·es finit par être l'objet de rivalités régionales (les billets d'Odessa sont par exemple particulièrement recherchés). À la mi-août, comme on dispose de beaucoup de temps sur les trottoirs, certain·es commenceront à fabriquer ces billets un par un, sur de vrais morceaux de carton coloriés aux stylos-feutres. Signe de la fatigue ou du dépit manifestant à Kharkiv? Un soir, la valeur faciale n'était plus que d'une hryvnia, et un autre soir... zéro hryvnia! (Je peux témoigner que j'ai été beaucoup mieux payé à Odessa en une seule manifestation qu'en un mois de manifs à Kharkiv.)





manifestant·es, en utilisant son carton comme un éventail.

Après dix jours de mobilisation, on décide de réduire notre temps de travail et on raccourcit nos horaires, pour permettre aux un·e·s et aux autres de se reposer et de pouvoir arriver du boulot sans courir. On ne piétinera plus que de 19 heures à 21 h 30. Ce genre de décisions est pris collectivement sur le canal Telegram de la manif, où l'on est inscrit par cooptation. Le canal n'est pas public, pour des raisons évidentes de sécurité et pour permettre la libre discussion entre manifestant·es. On y décide du *dress-code* pour tel soir où on utilisera des fumigènes, ou pour proposer des variantes de manifestation : une séance de yoga est par exemple organisée le 13 août, lors du 29^e rassemblement – sur tapis de sol, mais toujours avec les cartons, tenus de façon acrobatique. Une autre fois, c'est l'organisation d'une manif miniature sur les murets de la station de métro, avec des dizaines de figurines japonaises de manga, chacune avec sa revendication écrite sur ses quelques centimètres carrés de carton. C'est encore sur ce canal Telegram que l'on se tient au courant de ce que font les autres villes, qu'on décide de reprendre telle idée, de relever un défi lancé par

une autre ville, ou d'en lancer nous-mêmes. Et le canal sert aussi de bureau des objets trouvés.

La part ludique est importante, puisque la participation aux rassemblements a inévitablement décliné depuis les premiers jours. À Kharkiv, l'affluence n'a de toute façon jamais dépassé les 300 personnes du 16 juillet mais, dans le contexte d'une ville située à trente kilomètres de la frontière russe et du front, la centaine de personnes assemblées chaque soir de la première semaine d'août représentait toujours une foule considérable. Les rassemblements du week-end attirent plus de monde qu'en semaine, mais même les plus «petits» continuent de recevoir l'approbation sonore d'une majorité d'automobilistes. (Certains d'entre eux avaient d'ailleurs délibérément choisi de manifester en roulant, sans forcément s'arrêter place de la Liberté. Dans le meilleur des cas, un·e passager·e brandissait par la fenêtre ou le toit ouvrant un ou plusieurs cartons. Mais parfois, le conducteur renonçait à l'une de ses deux mains pour dire au monde ce qu'il pensait de tout ça – les meilleurs arrivaient à brandir leur carton, tenir le volant et klaxonner en même temps!) La journée, des vitrines en ville arboraient des pancartes qui avaient servi le 16 juillet ou la veille



encore. Il était donc impossible d'ignorer qu'il se passait «quelque chose» en Ukraine.

La blague de Fedorov

Le 6 août, au 22^e jour de manifestation, Fedorov s'exprime longuement dans le podcast d'un de ses anciens conseillers ministériels. Pour le coup, le rassemblement de Kharkiv a installé un ordinateur portable et des enceintes sur un des murets de la station de métro Universytet, et la plupart s'assoient à même le trottoir pour écouter son intervention, tandis qu'une autre partie des manifestant-es continue la partie de klaxon-carton sur le trottoir. Même s'il se montre distant vis-à-vis du mouvement qu'il dit regarder avec sympathie, Fedorov est encore au cœur du jeu. Il revient sur son court mandat de ministre, et on en retient qu'il faut continuer, encore et toujours, à lutter contre la corruption, à réformer l'armée, les méthodes de conscription et la conscription elle-même. Rien ne change donc pour les cartons et pour les slogans: ils sont «raccord».

Une dizaine de jours plus tard, le 18 août, Fedorov place ses supporters en porte-à-faux, en demandant l'organisation rapide d'une élection présidentielle. C'est la stupeur dans les

conversations Telegram, parce que personne ne comprend comment une telle élection pourraient avoir lieu. Ça n'est pas son aspect inconstitutionnel en temps de guerre qui choque – une Constitution ça se modifie –, mais tous les autres aspects, sécuritaires, politiques, logistiques... Comment faire voter les citoyen·nes soldat·es? les déplacé·es de l'intérieur et hors des frontières? Et surtout celles et tous ceux qui vivent en territoires temporairement occupés? N'en déplaise à ceux qui dépeignent Zelensky en autocrate illégitime parce que les élections de 2024 n'ont pu se tenir à cause de la guerre¹⁰, la population ne réclame pas d'élections. Mais pas d'élection ne signifie pas absence de démocratie: les problèmes posés depuis la mi-juillet demeurent, et la population entend bien qu'y soient apportées des réponses. Presque immédiatement, les rassemblements renvoient Fedorov à son désir de destin personnel et les cartons et les slogans l'oublient peu à peu pour se concentrer sur l'essentiel.

Lors de toutes les conversations que j'ai pu avoir, en manifestation ou avec mes ami·es sur

10. Dont certains candidats à la présidentielle 2027 de notre camp social, qui n'ont toujours pas compris ce qui se jouait en Ukraine.





place – il est très facile de discuter avec les autres lorsqu'on tient un carton en français, renouvelé plusieurs fois au fil des jours: les gens viennent à vous –, c'est toujours les mêmes exigences qui sont formulées: l'armée doit ériger en principe absolu la primauté de la vie de chacun·e des personnes qui la composent («le plastique et l'acier peuvent mourir, pas les soldat·es»); chacun·e doit savoir quelles sont les règles et ses droits quand on la rejoint (solde, droit à congés, droit à démobilisation...); la répression envers les soldat·e·s qui souhaitent s'exprimer en tant que citoyen·nes doit cesser¹¹;

11. Il n'y a en effet pas que la «police du dialogue» en manif... Un soir, après qu'il était reparti en voiture avec le matériel collectif (la banderole et le grand carton Make Army Fedorov Again), un manifestant a été suivi par une voiture puis contraint de s'arrêter. Les forces de l'ordre lui ont expliqué qu'il s'agissait de «mesures de sécurité». Ils ont demandé à inspecter le coffre pour vérifier la présence d'armes et ont voulu qu'il se rende au commissariat pour rédiger une déclaration concernant le rassemblement. Il a refusé, mais il a accepté de répondre sur place aux questions. Celles-ci portaient sur le déroulement du rassemblement. Avait-il aperçu des personnes suspectes? Avait-il des informations concernant des explosifs ou des armes? Y avait-il des militaires présents? Des représentants d'autres services (selon eux, «supérieurs à la police») étaient également présents et ont examiné le contenu de son téléphone. Après avoir



le gouvernement doit dialoguer avec la population et avec les manifestant·es; le ministère des ancien·nes combattant·es doit être pris en charge par un·e ancien·ne combattant·e (elles et eux seul·es peuvent connaître et comprendre les besoins sociaux des soldat·es démobilisé·es, notamment toutes celles et ceux qui ont été très gravement blessé·es et handicapé·es)... Et bien sûr, il y a ce refus viscéral de la corruption, qui rompt l'égalité entre tou·tes: la lutte contre la corruption est une exigence sociale absolue. (Certain·es esquissent des pistes: si on veut garantir leur indépendance, il faut aussi que les procureur·es puissent être mieux considéré·es dans la société, et donc être payé·es autant sinon mieux que les juges, dont beaucoup trop sont partie prenante du système corruptif.)

répondu à toutes les questions, on lui a demandé d'«attendre une minute». La situation s'est apaisée lorsque des passants se sont arrêtés et ont commencé à filmer la scène. Il a pu ensuite repartir librement. D'autres incidents de ce type se sont déroulés ailleurs – à Kyiv, à Lviv et à Khmelnytskyi notamment. Le canal Telegram de la manif a alors appelé à la vigilance de chacun·e après le départ ou la fin du rassemblement. Et quelqu'un a relayé le contact du Centre des droits humains Zmina, ainsi que la procédure que le centre a édictée sur la conduite à tenir en cas de répression ou de pressions exercées sur les manifestants).



La « fin » du mouvement

Après le 20 août, Dmytro Koziatynskyi, vétéran et un des initiateurs à Kyiv des manifestations pour Fedorov (et pour la défense du NABU en 2025), annonce la fin des manifestations, estimant qu'avec le départ de Syrsky et la nomination de Drapaty, les objectifs de la mobilisation ont été atteints. Kharkiv, qui décidément ne fait rien comme les autres, maintient ses rassemblements quotidiens¹². (Il est vrai qu'à ce compte-là, tout aurait dû s'arrêter le 20 juillet au soir...)



Soyons clairs: les rassemblements n'ont plus regroupé qu'une trentaine ou une quarantaine de manifestant-es. Mais ils sont toujours là (*Стояли стоїмо і будемо стояти*, Nous avons tenu bon, nous tenons bon et nous tiendrons bon)!

Mieux, au dernier jour du mois d'août, ils ont publié un Manifeste, qu'il est impossible de ne pas citer *in extenso* (même s'il contient des références de politique interne un peu obscures pour nous autres ici), tant il dit mieux que tout la force du mouvement de l'été.

12. Début septembre, la manifestation de Kharkiv a décidé de ne plus appeler chaque jour, mais à se rassembler tous les mardis soirs. La lutte continue!



Le manifeste de la jeunesse de Kharkiv

Nous sommes des jeunes Ukrainiens proactifs qui refusons de laisser le destin de l'Ukraine à la merci de ceux qui font passer leurs intérêts avant la survie de l'État. Depuis plus de 30 jours, nous manifestons en formulant des revendications claires: la démission de Syrsky, le retour de Fedorov et un dialogue avec le peuple. Une seule revendication a été satisfaite. Les autorités ont compris qu'elles devaient nous entendre. Mais leur approche a-t-elle changé? Non. Au lieu du retour de Fedorov et d'une communication ouverte, nous avons obtenu une nouvelle nomination déguisée au ministère de la défense.

Ignorer nos revendications n'était qu'un symptôme. La publication récente d'enregistrements d'opérations spéciales du NABU et du SAPO, «Forrest Gump» et «Themis», avec la participation de responsables de l'OP, a révélé la véritable origine du problème: des manœuvres occultes, des complots et des tentatives de manipulation de la loi. Un exemple frappant est la récente attaque contre le NABU: le SBU, sur lequel, selon les accusés eux-mêmes, des fonctionnaires corrompus exercent une influence directe, exige l'accès au système de



gestion documentaire de la Haute Cour anticorruption. Autrement dit, toute personne visée par une enquête du NABU et du SAPO sera avertie à l'avance de toutes les démarches et décisions de l'agence anticorruption. L'année dernière, l'Ukraine a déjà pris la défense de ses institutions anticorruption, et il est temps de réitérer cet engagement. Non seulement pour les défendre, mais aussi pour les renforcer. Plusieurs projets de loi visant à consolider ces structures ont été soumis à la Verkhovna Rada. Cependant, la commission chargée de l'application de la loi de la Verkhovna Rada a rejeté leur examen, arguant qu'ils étaient devenus obsolètes, notamment au vu de nouvelles vidéos compromettantes. Par ailleurs, ces cinq projets de loi s'inscrivent dans le cadre des exigences de l'UE au titre du «plan Ukraine». Ce plan définit des mesures spécifiques (indicateurs) trimestrielles que l'État doit prendre en contrepartie d'un soutien financier important. Ce système fonctionne selon le principe du «paiement contre réformes».

Si l'Ukraine atteint les objectifs fixés, nous recevons des tranches destinées à combler le déficit budgétaire de l'État : salaires des médecins,



des secouristes du Service national des situations d'urgence, des enseignants, pensions, réparations énergétiques et subventions. Si l'UE suspend ces paiements en raison de sabotages des lois anticorruption, l'Ukraine devra puiser dans son budget de la défense pour le transférer à la Sécurité sociale afin d'éviter l'effondrement. Cela se traduira par une réduction directe du financement militaire, des retards dans les paiements relatifs aux opérations de combat et un manque de fonds pour l'armement et les drones.

À l'heure actuelle, à cause de ces sabotages, l'Ukraine risque de perdre 2,1 milliards d'euros. Nous nous mobilisons pour défendre les intérêts de notre État.

Nos revendications :

1. Expertise indépendante pour le NABU et le SAPO. Aucune ingérence ni pression sur les enquêtes des institutions anticorruption.
2. Réforme du Bureau national d'enquête. Transformer le Bureau en un organisme indépendant, et non en un instrument de pression ou de protection pour nos proches.
3. Concours transparent pour le poste de procureur général. Sélection ouverte avec des experts internationaux.



4. Abrogation complète des «amendements Lozovoy». Suppression de la norme autorisant le classement sans suite des affaires de corruption après l'expiration des délais.

5. Responsabilité réelle de tous les acteurs impliqués. Les soupçons portés contre des fonctionnaires du parquet, des députés et des magistrats ne doivent pas être étouffés. Il est inacceptable que des fonctionnaires corrompus soient libérés sous caution grâce aux biens détournés. Nous exigeons leur détention et leur comparution devant un tribunal.

Nous ne lâcherons rien tant que toutes nos revendications ne seront pas satisfaites. Nous ne reculerons pas, car nous n'avons pas d'autre pays. Rejoignez-nous !



Que retenir de la seconde révolution des cartons ?

Ces deux mois d'été ont de nouveau affirmé que l'Ukraine libre et résistante était une démocratie vivante et puissante, en dépit de la guerre et de la loi martiale. Que celles et ceux qui s'ingénient à la dépeindre autrement aillent sur place et voient la réalité de ce pays. La population, sa jeunesse surtout, à qui on demande tant,

sont désormais des acteurs incontournables de la société ukrainienne. Ils veulent avoir leur mot à dire sur les orientations politiques et stratégiques. Ils ont pris la parole cet été, à nouveau, comme l'an dernier, avec le même type de revendications. En ce sens, la mobilisation a sans doute gagné l'essentiel : le Président et le gouvernement ne pourront pas ignorer longtemps la force du mouvement, ni l'exigence de ses revendications. Il sera difficile pour Zelensky de ne pas faire du Fedorov sans Fedorov.

On terminera sur ce slogan, apparu assez tôt en juillet : «*мрія, дія, надія*» (Mriya, diya, nadiya : rêve, action, espoir). Le jeu de mots faisait certes référence à l'application mobile lancée par Fedorov, mais il va au-delà : la population ukrainienne et sa jeunesse continuent de résister, envers et contre tout, y compris contre leur propre gouvernement – sans pour autant chercher à l'affaiblir ou à en changer toutes les têtes, alors que ça renforcerait inévitablement l'ennemi qui veut les détruire et qui s'y emploie tous les jours. On fera donc avec celles et ceux qui sont en place, à condition qu'ils respectent les besoins et les exigences de la population. Et surtout : on rêve, on agit, on espère. *Mriya, diya, nadiya !*



LES SLOGANS

Outre les slogans lancés quotidiennement et régulièrement en faveur des défenseurs de l'Ukraine (*слава ЗСУ*, Gloire aux ZSU), d'autres étaient repris tous les jours, qui disaient beaucoup de l'état d'esprit des manifestant-es: *народ тут сила ми не Росія* (C'est le peuple qui détient le pouvoir ici, nous ne sommes pas la Russie), *одна, єдина, соборна Україна* (Une Ukraine unique, unie et solidaire), *стояли стоїмо і будемо стояти* (Nous avons tenu bon, nous tenons bon et nous tiendrons bon).

Et, quand les alertes nous envoyaient dans le métro, il y avait aussi l'inévitable *йобана русня* (Putains de russes [NdE. Russes et Russie s'écrivent désormais en minuscules en ukrainien]).

Slogans sur les chefs militaires (Fedorov, Syrsky, Drapatiy)

Федоров наш міністр оборони (Fedorov est notre ministre de la défense)

Поставте Федорова де взяли (Remettez Fedorov là où vous l'avez trouvé)

Міняйте полонених а не Федорова (Échangez les prisonniers, pas Fedorov)

Сирського геть (Syrsky doit partir)



Сирський має піти (Syrsky doit partir)

Одін Михайло є, тепер потрібен другий (Il n'y a qu'un seul Mikhaïlo, il nous en faut un deuxième)

Федоров, Драпатий, нас не подолати (Avec Fedorov et Drapatiy, nous ne pouvons pas être vaincus)

Ми віримо в Драпатога (Nous croyons en Drapatiy)

Федоров, Драпатий, русоріз (Fedorov, Drapatiy, découpeurs de russes - *russofiz* est un même internet ukrainien qui signifie découper les russes).

Slogans adressés au gouvernement et au Parlement

Влада в Україні це народ (Le pouvoir en Ukraine, c'est le peuple),

Депутати на роботу (Les députés au travail)

На фронті немає канікул (Au front, il n'y a pas de vacances)

На фронті немає маніпуляцій (Au front, il n'y a pas de manipulation)

Корупція вбиває (La corruption tue)

Ганьба (Honte)

La lutte contre l'impérialisme russe et la lutte contre le capitalisme ne sont qu'une seule et même lutte

Arseniy¹

Tout d'abord, je tiens à remercier la communauté révolutionnaire internationale pour son soutien indéfectible à la résistance ukrainienne. Cette position ne va pas de soi : une grande partie de la gauche mondiale reste prisonnière d'un pacifisme abstrait et d'un « campisme » qui considère automatiquement tout adversaire des États-Unis comme un allié.

Chaque jour, en Ukraine, des centaines de personnes meurent sur les lignes de front ; chaque nuit, la Russie bombarde la population civile. Un hôpital municipal a été détruit près de chez moi. J'ai certes eu la chance que mes proches soient sains et saufs. Pourtant, chaque Ukrainien a subi ses propres pertes, nous ressentons tous les effets de cette guerre et notre avenir est incertain. Nous subissons la pression de la Russie et d'un gouvernement bourgeois corrompu et d'extrême droite. Malgré

tout cela, les antifascistes ukrainiens, le mouvement féministe, la communauté queer, les travailleur·euses, ainsi que les communautés arménienne, criméenne et rom se sont unanimement élevées contre l'agression impérialiste.

Cette guerre n'a pas commencé en 2022

Cette guerre n'a pas commencé en 2022, mais plus tôt, en 2014. Elle remonte à l'annexion de la Crimée et à la guerre dans le Donbass, lorsque Poutine et ses forces ont mis en place de prétendues « républiques populaires », en exploitant le mécontentement de la population face aux problèmes sociaux. Il a pu agir ainsi car, peu de temps auparavant, le peuple ukrainien venait de renverser le président autocratique et corrompu Ianoukovitch, dont le manoir a été transformé en musée de la corruption. Des centaines de milliers de personnes à travers le pays étaient descendues dans la rue, mécontentes des bas salaires, du niveau de vie et de la corruption, aspirant à un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs proches. C'était un mouvement qui recelait un véritable potentiel révolutionnaire. Malheureusement, une véritable révolution n'a pas eu lieu pour une multitude de raisons, notamment les échecs de la gauche, mais l'esprit de résistance est toujours vivant chez les Ukrainien·nes, et la société ukrainienne le prouve année après année. Poutine craint cela. C'est pourquoi il a attaqué en 2022 : pour qu'il n'y ait pas, à proximité de son régime, un espace où les gens choisissent leur propre avenir.

Il y a quatre ans, Poutine pensait pouvoir s'emparer de Kyiv en quelques jours, mais il

1. 12 août 2026. Arseniy est militant du syndicat étudiant indépendant Priama Diia et du réseau anti-autoritaire Solidarity Collectives, qui vient en aide aux antifascistes ukrainiens sur la ligne de front. Traduction Patrick Le Tréhondat.



s'est trompé. Il n'a pas été confronté à une armée puissante, ni à un Occident déterminé, car à l'époque, il n'existait pratiquement aucune force régulière capable de défendre la capitale. Il a mal évalué la situation lorsqu'il s'est retrouvé face au peuple : de simples travailleur-euses, qui ont accueilli les chars, fusils à la main. Beaucoup de gens se sont préparés à une guerre de guérilla, ont fabriqué des cocktails Molotov, et j'ai moi-même monté la garde à un poste de contrôle à l'âge de 17 ans, armé d'un vieux pistolet soviétique. Nous nous préparions au pire, mais nous avons remporté la bataille de Kyiv. Ce ne sont pas les armes des généraux qui nous ont sauvés, mais la solidarité et l'unité de la classe ouvrière qui se sont révélées dans ce moment de crise. D'un point de vue stratégique, la Russie a déjà perdu, mais malgré cela, elle continue d'avancer. Lentement, mais avec leurs drones, leurs attaques massives et les bombardements, les soldats russes détruisent le territoire ukrainien kilomètre par kilomètre. Ils occupent les ruines qu'ils ont eux-mêmes causées. La guerre a changé, et l'enthousiasme ainsi que la détermination de la classe ouvrière ont cédé la place à la nécessité de disposer d'équipements de haute qualité, de technologies de pointe, d'une industrie militaire performante et d'organiser des rotations équitables des militaires. Dans de nombreux pays du monde, les populations protestent contre la militarisation et réclament le désarmement, mais nous, en tant que nation résistant à l'impérialisme, demandons que des armes soient fournies aux peuples opprimés qui luttent pour leur liberté. Nous voulons la paix, mais Poutine et les élites russes ne sont

pas d'accord avec cela ; c'est pourquoi nous sommes contraints de nous battre et de faire de notre mieux. C'est ce à quoi aspirent les gens à l'arrière comme au front, mais il y a ceux pour qui les enjeux politiques et le pouvoir comptent davantage que la survie du peuple. Ce sont précisément ces personnes qui sont actuellement au pouvoir en Ukraine et en Russie, mais nous restons fermes. Non pas grâce à nos dirigeants ou aux lois qu'ils adoptent, mais avant tout grâce aux masses, à la classe ouvrière qui souffre le plus de cette guerre.

Nous, socialistes révolutionnaires et anarchistes ukrainiens

Nous, socialistes révolutionnaires et anarchistes ukrainiens, appelons la communauté internationale à soutenir la résistance ukrainienne. Nous vous répondrons par la solidarité et par des victoires dans nos luttes nationales et sociales.

Cependant, un soutien constant ne signifie pas fermer les yeux sur ce qui se passe au sein de la société ukrainienne. Bien sûr, les Ukrainien·nes mènent un combat héroïque, et elles et ils ont raison dans cette guerre. Mais le gouvernement ukrainien et ses institutions adoptent des lois qui vont à l'encontre des intérêts du peuple. Zelensky mène des politiques antisyndicales et antidémocratiques dans un contexte de loi martiale et il n'est pas surprenant que les oligarques ukrainiens s'enrichissent grâce à la guerre. Dans notre pays, il n'y a pas d'élections ni bon nombre des autres libertés bourgeoises. Chaque jour, les travailleurs ukrainiens sont confrontés à la hausse des prix, à la stagnation



des salaires, aux atteintes à leurs droits et aux restrictions de leur liberté d'expression. Le gouvernement ukrainien poursuit une politique d'économie de marché et réduit les dépenses sociales; il compte sur le soutien des États-Unis et d'autres puissances impérialistes. L'État mène une privatisation accélérée, nous, nous exigeons la nationalisation des secteurs industriels clés et de l'industrie de la défense; nous souhaitons renforcer les garanties sociales et développer l'autonomie locale. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour y parvenir. Et chaque jour, nous subissons la pression des fascistes et des libéraux.



À maintes reprises, la législation sur la mobilisation est utilisée non pas pour répartir équitablement le fardeau de la guerre, mais pour le faire peser sur les plus vulnérables, alors que les enfants des législateurs et des oligarques ont une capacité étonnante à éviter le front. Il n'est pas rare que les puissants utilisent la mobilisation comme un outil de répression. Le Code du travail est révisé pour satisfaire les employeurs et priver les salariés de leurs protections – précisément au moment où ils sont le moins à même de s'y opposer.

Dans le même temps, le gouvernement de Zelensky flirte avec l'extrême droite, ce qui explique la réhabilitation en cours des figures de l'OUN et de l'UPA – une réhabilitation qui passe sous silence les chapitres les plus sombres de cette histoire: la collaboration de certains dirigeants de ces organisations avec l'Allemagne nazie, leur participation à la tragédie de Volhynie et les manifestations d'antisémitisme dans la rhétorique et les pratiques de

ces mouvements. Les figures d'extrême droite sont érigées en héros nationaux, des rues et des parcs portent leur nom, alors que pour des millions de personnes – non seulement en dehors de l'Ukraine, mais aussi à l'intérieur du pays –, cet héritage est pour le moins ambigu, et pour beaucoup, en particulier les communautés juives et polonaises, il est carrément répugnant. Nous sommes conscients que cela risque de faire fuir un grand nombre de révolutionnaires du monde entier. Cependant, nous pensons également que ce n'est pas une raison pour tourner le dos au peuple ukrainien, qui a besoin de protection et de soutien. Les mesures prises par le gouvernement visent une très petite minorité de radicaux d'extrême droite qui occupent actuellement le devant de la scène, mais le peuple ukrainien se soucie peu de ces questions lorsqu'il n'y a ni électricité ni chauffage en hiver. La majeure partie de l'armée ukrainienne est composée de personnes issues de milieux ouvriers.

Ces problèmes ne sont pas apparus de nulle part pour le peuple ukrainien. À bien des égards, ils constituent une réaction à un véritable traumatisme: celui des politiques impérialistes de la Russie tsariste et soviétique – et aujourd'hui de la Russie de Poutine – ainsi qu'à la guerre elle-même, qui fait rage en ce moment même. Il est nécessaire de comprendre les racines d'une telle réaction. Cette politique a des conséquences: elle réduit l'espace de solidarité et aliène une partie de sa propre population précisément au moment où l'unité est la plus nécessaire, et – ce qui est le plus tragique – elle fait le jeu de cette même propagande du Kremlin

qui, depuis des décennies, se présente comme le champion de l'«antifascisme», alors même qu'il mène l'une des guerres impérialistes les plus brutales de notre époque.

Mais cela ne signifie pas que nous devons cesser de soutenir le peuple ukrainien. De la même manière que nous soutenons la Palestine dans sa lutte contre l'impérialisme agressif, malgré l'attitude indéniablement réactionnaire du Hamas – et parfois sa brutalité pure et simple – envers sa propre population, nous soutenons les Ukrainiens dans leur lutte contre l'impérialisme russe malgré l'attitude réactionnaire de certains segments du gouvernement et de la société. Il ne s'agit pas d'un double standard, mais du même standard appliqué de manière cohérente : le droit d'une nation opprimée à résister à l'agression ne doit pas dépendre de la qualité de ses dirigeants. La critique des excès nationalistes et le soutien inconditionnel au droit de résister à l'occupation sont deux positions que la gauche révolutionnaire doit défendre simultanément, plutôt que l'une au détriment de l'autre.

Le peuple ukrainien résiste à sa classe dirigeante

Le peuple ukrainien a démontré sa volonté de résister à sa classe dirigeante. L'année dernière, ce sont les grandes manifestations qui ont contraint l'État à revenir sur sa décision de dissoudre une agence de lutte contre la corruption. Les anarchistes et les socialistes y ont participé et ont constitué une force notable lors de ces manifestations; nous y avons abordé non seulement la question de la corruption, mais

aussi celle du capitalisme. Nous avons proclamé : «Le pouvoir aux millions, pas aux millionnaires!». Il y a quelques jours, la société civile ukrainienne a également remporté une victoire. C'est grâce à ces manifestations de masse que le commandant en chef Syrskyi a démissionné. Et aujourd'hui, nous manifestons contre la hausse des tarifs des transports en commun pour les travailleur·euses à Kyiv, la capitale de l'Ukraine. Des centaines de personnes descendent dans la rue pour manifester et s'accordent à dire que cette augmentation des tarifs est antisociale et hostile au peuple. Nous radicalisons le discours et exigeons non seulement que les tarifs n'augmentent pas, mais aussi que chacun ait le droit de bénéficier d'un transport gratuit. Nous pouvons le faire parce que nous nous sommes battus pour le droit d'influencer les décisions du gouvernement. Cela se produit car la répartition du pouvoir entre les classes n'est pas stable en Ukraine. L'esprit de révolution est présent dans la société ukrainienne, et le pouvoir le redoute. Nous avons appris qu'une procédure pénale a été engagée à l'encontre de notre camarade, le syndicaliste Maksym Chumakov, en lien avec ses activités. Il a besoin de notre soutien; il est important d'en parler, et nous devons tous faire pression sur le gouvernement ukrainien pour veiller à ce que rien de tel n'arrive à qui que ce soit. Néanmoins, la situation est encore pire en ce moment pour nos camarades qui se trouvent en Russie. Nous vous demandons d'y prêter attention.

Nous appelons à redoubler d'efforts pour obtenir la libération des prisonniers politiques. Je ne peux pas parler de résistance sans



évoquer ceux qui la mènent depuis leur cellule. La société ukrainienne suit de près la situation des personnes retenues captives par la Russie. Il ne s'agit pas seulement de militaires, mais aussi de milliers de militant·es qui se sont élevés contre la guerre et le régime autoritaire de Poutine. Beaucoup d'entre eux-elles sont des autochtones de Crimée, des Tatars de Crimée – ils et elles ont été les premier·es à subir de plein fouet la répression des autorités russes. À l'heure actuelle, en 2026, nous avons recensé au moins 247 prisonniers de guerre ukrainiens, dont 169 sont des Tatars de Crimée. La situation devient absurde : si l'on trouve un Coran chez vous, c'est du terrorisme ; si vous aspergez de peinture le bâtiment de l'administration d'occupation, vous écoutez d'une peine de quinze ans (c'est le cas de Bohdan Ziza). Des personnes sont emmenées au centre de détention de Simferopol, où elles sont torturées, et celles qui ont de la « chance » se voient simplement refuser toute aide médicale pendant des années, tandis que leurs proches tentent en vain de leur envoyer quelque chose. De nombreux prisonnier·es sont des femmes.

Il y a peu, une anarchiste ukrainienne qui luttait contre le régime prorusse de Loukachenko a été libérée. Une jeune fille, âgée de seulement 17 ans, avait été condamnée à 13 ans de prison, mais elle est désormais libre. Cela a été rendu possible grâce à des campagnes de solidarité en sa faveur et à la pression exercée sur le gouvernement biélorusse. L'antifasciste Vladislav Juravlev a également été libéré. À l'heure actuelle, nous suivons de près la situation des prisonniers politiques ukrainiens. Il convient

de mentionner Denis Matsola, originaire de Crimée et antifasciste, actuellement emprisonné en Russie ; nous avons récemment reçu une lettre de sa part. De nombreux militant·es des droits humains en Ukraine travaillent sur cette question, mais il est important de sensibiliser l'opinion publique mondiale à ce sujet.

Il existe également une résistance parmi les Russes

Il existe également une résistance parmi les Russes qui reconnaissent la nature criminelle et impérialiste de l'invasion russe. Certains anarchistes russes se battent pour l'Ukraine, mais de nombreuses figures de l'opposition russe sont actuellement emprisonnées pour des activités menées au sein de la Fédération de Russie. Des personnes sont incarcérées pour des autocollants et des slogans, ainsi que simplement pour leurs opinions. L'anarchiste Azat Miftakhov, condamné sur la base d'accusations forgées de toutes pièces en raison de ses opinions, en est un exemple frappant.

Pourtant, je me tiens ici non pas seulement pour demander une simple solidarité, mais pour affirmer que nous la mettons déjà en pratique. La classe ouvrière ukrainienne, malgré le gouvernement, malgré l'oligarchie et malgré les pressions exercées des deux côtés du front, prouve chaque jour précisément cela : la lutte contre l'impérialisme et la lutte contre le capitalisme ne sont qu'une seule et même lutte, et non deux luttes distinctes entre lesquelles il faudrait choisir. Nous descendons dans les rues pour protester contre la hausse des tarifs des transports en commun à Kyiv au moment même où

nos amis tiennent bon sur la ligne de front près de Pokrovsk. Nous ne faisons pas de distinction entre le national et le social : nous menons ces deux combats de front, car sinon, une victoire sans l'un signifierait une défaite de l'autre.

C'est pourquoi je ne vous demande pas de sympathie. Je vous demande d'agir : écrivez des lettres aux prisonniers politiques – tant ukrainiens que russes –, car la médiatisation est une arme qui fonctionne réellement. Faites pression sur vos gouvernements lorsqu'ils transigent sur les principes au nom du gaz ou de contrats. Créez des syndicats et renforcez la solidarité avec les travailleurs ukrainiens – avec la classe ouvrière. Car une victoire dans cette guerre, si elle n'est qu'une victoire pour le gouvernement, nous laissera dans la même situation qu'auparavant : sans nourriture sur la table, sans droits, sans voix. Mais une victoire de la classe ouvrière – sur Poutine, sur l'impérialisme russe et sur notre propre oligarchie – sera la première véritable victoire depuis des décennies qui méritera d'être célébrée sans réserve.

Je souhaite conclure en rendant hommage à un artiste ukrainien, David Tchitchkan, qui est mort au front en se battant pour son rêve d'un monde meilleur. Dans son tableau, il a représenté des figures révolutionnaires ukrainiennes accompagnées de l'inscription suivante : « Vive une Ukraine indépendante, autonome, anti-autoritaire, sans classe, progressiste, féministe et socialiste ».

Mes ami·es ont quitté l'Ukraine après l'invasion : aujourd'hui, je me demande si nous vivons dans le même monde

Diana Berg¹

La blessure la plus profonde et la plus invisible de cette guerre, c'est le fossé qui sépare celles et ceux qui sont parties de celles et ceux qui sont resté·es.

Au fil des années passées à travailler avec des collègues occidentaux, j'avais appris à accepter qu'elles et ils ne comprennent pas pleinement ce que l'on ressent au cœur de la guerre. Elles et ils me demandaient de trouver quelqu'un·e à Marioupol, alors occupée, pour un entretien, ou semblaient sincèrement perplexes que je ne puisse pas simplement me connecter à l'heure qui leur convenait. Je m'étais résignée à cette idée depuis longtemps : elles et ils n'ont pas besoin de comprendre. Mais cette fois-ci, c'est une Ukrainienne qui m'a posé la question.

C'était l'hiver, de ceux où chaque réunion en ligne devait être soigneusement planifiée en fonction des horaires des coupures d'électricité – et parfois en fonction des horaires des bombardements, comme nous avons déjà

1. Diana Berg est originaire de Marioupol. Fondatrice de Platform TU, elle poursuit ses activités artistiques en exil. Article paru dans [The Guardian](#), le 26 juillet 2026..

commencé à le dire en plaisantant entre nous, avec cet humour noir. La question concernant le report de la réunion venait d'une collègue qui était partie pour l'Europe en 2022, et elle m'a frappée presque physiquement, précisément parce que c'était elle qui la posait. Cette question innocente n'avait aucune raison de ressembler à une accusation – et pourtant, c'était le cas. Pendant longtemps, je n'ai pas compris pourquoi.

Nous savions que la guerre apporterait souffrance et rupture. Mais il existe des ruptures dont personne ne nous avait prévenu·es – des ruptures silencieuses et lentes, et qui, pour cette raison, sont les plus dévastatrices. L'une d'elles ne sépare pas l'Ukraine du reste du monde, mais traverse les Ukrainien·nes – entre celles et ceux qui sont partis et celles et ceux qui sont restés. Presque personne n'en parle. Mais elle est là, et à chaque mois qui passe, elle se creuse davantage.

Je tombais sur la publication d'une amie sur les réseaux sociaux concernant une frappe sur Kyiv et je me rendais compte que, pour elle, l'histoire commençait au moment où elle apparaissait dans son fil d'actualité. Pour moi, elle avait commencé bien plus tôt : avec la sirène au milieu de la nuit, les explosions, le couloir où nous étions resté·es blotti·es en famille, l'attente silencieuse pour savoir qui n'avait pas survécu cette fois-ci. Et parfois, je me disais : « Oh, franchement, quelle hypocrisie : partager une publication sur ma ville en feu, puis fermer l'onglet et continuer à profiter de sa belle journée. » Je savais que c'était injuste. Mais cette pensée me venait quand même.



J'ai compris autre chose l'été où j'ai réussi à m'échapper dans une autre région d'Europe pour retrouver des ami·es. Nous étions assis·es sur une terrasse dans l'une de ces belles villes où la vie semble ordonnée et sûre, en train de parler de travail et de projets. Et puis le téléphone de quelqu'un·e s'est mis à sonner – l'alerte aérienne – et en quelques secondes, tous les autres ont suivi. En Ukraine, tout le monde reçoit les sirènes sur son téléphone, mais ici, dans ce décor, cela semblait tellement incongru que nous sommes tous et toutes resté·es silencieuses/silencieux, comme si quelqu'un·e avait coupé le son. Rita a regardé son téléphone la première et a dit : « Des drones au-dessus de Kyiv. »

Une minute plus tard, une autre alerte est arrivée : un Mig avait décollé, des missiles de croisière avaient été lancés, menace balistique. Je reçois ces notifications tous les jours, mais à cet instant-là, j'ai senti mon cœur se serrer, car à Kyiv, il y a ma famille, des personnes que j'aime. La peur pour elles m'a envahie soudainement et entièrement. Puis j'ai regardé mes ami·es et j'ai vu sur leurs visages exactement la même chose – comme un miroir que je ne m'attendais pas à trouver. La même peur, le même sentiment d'impuissance de celui qui est loin et ne peut rien faire. C'était la première fois que je me permettais de penser qu'elles et ils vivaient peut-être aussi cette guerre – mais différemment. À travers des écrans, dans l'impuissance de regarder de loin et de sentir qu'elles et ils n'ont même pas le droit à leur propre peur. Il m'est venu à l'esprit que peut-être aucun des deux groupes ne se méprenait sur la guerre. Celles et ceux qui

étaient partis et celles et ceux qui étaient restés ne vivaient tout simplement plus la même version de celle-ci.

J'entends parler de leurs difficultés: la bureaucratie, la solitude, l'incertitude liée au statut de réfugié. Et en même temps, je me surprends à penser: «Mon Dieu, quelle chance vous avez. Non pas que vos problèmes ne soient pas réels, mais ils se posent dans un environnement sûr.» Et derrière cela, une pensée plus discrète et plus sombre: «Pensez-vous que je puisse faire quelque chose pour vous aider?» Je n'exprime jamais tout cela à voix haute. Mais ces pensées reviennent sans cesse, et avec elles, la honte qu'elles puissent même m'effleurer.

Une collègue – elle aussi ukrainienne, elle aussi parmi celles qui ont quitté le pays après le début de l'invasion à grande échelle – expliquait pourquoi elle n'avait pas rempli sa part d'un projet commun: la dépression. Ma première pensée était déplacée et j'en étais consciente: «Il n'y a que moi qui ai le droit de trouver des excuses ici. Tu te plains vraiment de ta dépression alors que nous sommes sous les bombardements?» Puis vint la honte.

Mais je n'étais pas préparée à ce qui a suivi. «Combien de temps les personnes pourront-elles continuer à utiliser la guerre pour nous faire culpabiliser?», a demandé ma collègue.

Cette remarque m'est restée en tête, non pas parce qu'elle m'avait offensée, mais parce qu'elle m'avait effrayée. J'avais depuis longtemps commencé à avoir honte de mentionner trop souvent la réalité dans laquelle je vivais, craignant que cela ne passe pour une tentative

de culpabilisation, comme si je cherchais à rivaliser pour être celle qui souffrait le plus. L'entendre de sa bouche, de la part d'une autre Ukrainienne, elle aussi au cœur de tout cela bien qu'elle se trouve dans un pays sûr – cela m'a fait l'effet d'un coup porté par l'une des nôtres.

Quand ma mère revient à Kyiv, je me dis: «Tu es là, tu es dans le même monde que moi.» Puis: «Je suis heureuse qu'une personne que j'aime ait quitté un endroit sûr pour venir dans une ville régulièrement bombardée. Je suis



© SiBorg.

égocentrique.» Et aussitôt: «Mon Dieu, quelle égoïste je suis.» Puis elle repart, tout comme tous et toutes les autres qui ont réussi à se rendre en Ukraine. Elles et ils rentrent à Cracovie, Berlin, Vilnius. Je regarde les photos de leurs week-ends improvisés, de leurs concerts de dernière minute, et je ne me contente pas de les envier. Je suis en colère. Chaque voyage que j'entreprends ressemble à une opération militaire: pas de vols au départ de l'Ukraine, des heures de route jusqu'à la frontière, des autorisations, toute la logistique. Pourquoi est-ce si facile pour elles et eux? Pourquoi pas pour moi? Je sais pourquoi. Et c'est ce qui rend les choses encore pires.



Avant, nous vivions dans des villes différentes, mais dans le même monde. Aujourd'hui, ma mère est en Bulgarie, Dacha en Pologne, Ira en Allemagne, Katya en Autriche. La carte de la proximité a changé si discrètement que je ne m'en suis aperçue qu'une fois le changement accompli. Ce n'est pas la vie d'avant la guerre qui me manque – c'est le sentiment que les personnes que j'aime vivent dans la même réalité que moi. C'est peut-être pour cela que mes pensées sont si remplies de «je» et de «elles/ils» – et si pauvres en «nous». Non pas parce que nous avons cessé de nous aimer, ni parce que quelqu'un-e a choisi le mauvais côté d'une frontière, mais parce que la guerre a le don de placer les personnes dans différentes versions d'une même histoire.

Et c'est peut-être pour cela que j'attends toujours la prochaine rencontre sur une terrasse. Pas à Berlin, ni à Varsovie, ni à Vienne. Ici.

Le choix de rester: les femmes en Ukraine en temps de guerre

Natalia Zaika, Volodymyr Vakhitov et
Hanna Vakhitova¹

Pourquoi certaines personnes choisissent-elles de rester sur place pendant une guerre alors qu'elles pourraient partir? Une nouvelle étude consacrée aux femmes ukrainiennes montre que le fait de rester n'est souvent pas un dernier recours, mais un choix délibéré – un choix qui a des implications pour les politiques publiques et la reconstruction.

Les déplacements de population à grande échelle constituent l'une des conséquences les plus visibles de toute guerre. Ils suscitent donc un intérêt considérable de la part des décideur-es politiques, des organisations internationales et des chercheur-euses. Pourtant, dans de nombreux conflits, celles et ceux qui fuient ne représentent qu'une petite partie de

1. Natalia Zaika est directrice adjointe de l'Institut d'études comportementales de l'Université américaine de Kyiv. Elle a été chercheuse au sein de l'Ukraine Research Network@ZOiS. Volodymyr Vakhitov est économiste et directeur de l'Institut d'études comportementales de l'Université américaine de Kyiv. Il est chercheur au sein du Réseau de recherche sur l'Ukraine@ZOiS. Hanna Vakhitova est économiste spécialisée dans les politiques publiques et professeure à la Kyiv School of Economics. Article publié par le [Centre for East European and International Studies](#) de Berlin, 24 juin 2026). Traduit par Didier Epzstajn.

la population touchée. Au contraire, un nombre bien plus important de personnes reste dans des zones exposées à la violence, à l'insécurité et aux perturbations. Malgré leur nombre, celles et ceux qui restent font l'objet de bien moins d'études, une lacune souvent qualifiée de «biais de mobilité».

Pourquoi des personnes restent-elles en temps de guerre ? Leur décision est-elle motivée par des ressources limitées ? Ont-elles sous-estimé les risques ? Ou s'agit-il d'un choix délibéré ? Et dans quelles circonstances finiraient-elles par décider de partir ? Les chercheurs/chercheuses disposent encore de réponses trop peu nombreuses et, surtout, non représentatives à ces questions. Or, ces réponses sont essentielles pour comprendre quand une nouvelle vague importante de déplacements pourrait se produire. De même, sans ces connaissances, les efforts visant à répondre aux besoins de celles et ceux qui restent ne sont ni systématiques ni efficaces.

Plus de quatre ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, des millions d'Ukrainien·nes restent dans le pays malgré la poursuite des attaques, les infrastructures endommagées et l'incertitude économique. Alors que les hommes en âge de faire leur service militaire ne peuvent franchir la frontière que sous certaines conditions, les femmes disposent d'une plus grande liberté pour décider de le faire ou non. En janvier 2025, l'Institut d'études comportementales de l'Université américaine de Kyiv, en collaboration avec le Centre pour la stratégie économique, a interrogé 2018 femmes âgées de 18 à 60 ans vivant

en Ukraine afin d'en savoir plus sur leurs motivations et leurs intentions. Comprendre pourquoi de nombreuses femmes restent est essentiel pour l'élaboration des politiques humanitaires, la protection sociale et la reconstruction future.

Choix ou contrainte de rester ?

Les résultats de l'enquête remettent en cause l'hypothèse selon laquelle les personnes vivant dans les zones de guerre restent parce qu'elles ne peuvent pas partir. Parmi les femmes interrogées, 79 % ont déclaré qu'il était important pour elles de rester en Ukraine. Interrogées sur leurs projets d'avenir, 72 % ont indiqué qu'elles n'envisageaient pas de s'installer à l'étranger à long terme.

Les personnes interrogées plus âgées, mariées et disposant de revenus plus élevés, ainsi que celles n'ayant jamais connu de déplacement auparavant, ont exprimé la plus forte intention de rester. Les personnes interrogées plus jeunes et disposant de revenus plus modestes, ainsi que celles ayant déjà séjourné à l'étranger, étaient plus enclines à envisager de repartir, principalement à la recherche d'un meilleur niveau de vie et d'une plus grande sécurité.

Plusieurs facteurs prédictifs supposés ont eu moins d'importance qu'on ne le pense généralement. Les femmes ayant des enfants n'étaient pas plus enclines à envisager de s'installer à l'étranger que celles qui n'en avaient pas. Il en allait de même pour les femmes sans emploi, les femmes déplacées à l'intérieur du pays et celles dont les habitations avaient été détruites

ou étaient occupées. Ces expériences sont graves, mais elles ne se traduisent pas automatiquement par des projets de migration internationale.

Motivations pour rester

La raison la plus fréquemment invoquée pour rester en Ukraine était la famille : 91 % des personnes interrogées ont déclaré être restées parce qu'elles souhaitaient être auprès de leurs proches. Une proportion presque aussi importante, soit 88 %, a indiqué être restée parce que l'Ukraine était leur pays. Le logement jouait également un rôle important : 72 % ont mentionné le fait d'avoir un endroit où vivre comme raison de ne pas partir. Une proportion moindre de personnes interrogées est restée parce qu'elles avaient un bon emploi ou pouvaient bénéficier d'un meilleur niveau de vie en Ukraine qu'à l'étranger.



Ces réponses montrent que le fait de rester n'est ni purement économique ni purement émotionnel. La décision de rester repose sur le fait d'avoir une vie qui conserve une certaine structure : liens familiaux, sentiment d'appartenance, logement, routines, travail et un avenir en Ukraine. C'est pourquoi les deux tiers des personnes interrogées se sont dites d'accord avec l'affirmation « Je ne veux tout simplement pas partir. » Pour beaucoup, rester n'est pas l'absence de projet. C'est le projet lui-même.

Rester ne signifie pas non plus que les femmes sous-estiment les dangers encourus. Seules 39 % des personnes interrogées estimaient que rester en Ukraine était relativement

sûr. La plupart des personnes interrogées savaient que les risques étaient sérieux. Leur choix ne peut être réduit à une désinformation ou à un déni.

Conditions de départ

L'étude a été menée alors qu'un conflit armé faisait rage. Par conséquent, même si les personnes interrogées souhaitent aujourd'hui rester dans le pays, l'évolution de leur situation – en matière de sécurité, de conditions de vie, d'emploi, etc. – pourrait les contraindre à fuir à l'avenir. Interrogées directement, 15 % des personnes interrogées ont déclaré avoir activement envisagé de partir. Des études antérieures sur la migration de main-d'œuvre suggèrent que le nombre de migrant·es potentiel·es peut être divisé par 10 environ pour obtenir une estimation du nombre réel de migrant·es. Cela implique qu'il ne faut pas s'attendre à une vague importante de déplacements en provenance d'Ukraine, même dans le pire des scénarios militaires.

Pour vérifier cette conclusion, nous avons mis en place un protocole expérimental et demandé quels types de détérioration de la situation inciteraient les femmes à quitter leur foyer. Nous avons testé six facteurs : la détérioration de la sécurité, la perte de logement, la perte de revenus, les coupures prolongées d'électricité et de chauffage, une crise politique ou une réduction de l'aide internationale, et le départ d'ami·es.

La détérioration de la situation sécuritaire a été, de loin, le principal facteur déclencheur.

Cependant, seule une escalade majeure, telle que la menace d'une occupation, rendrait les femmes nettement plus enclines à partir à l'étranger. Des coupures sévères d'électricité et de chauffage, une crise politique et une forte baisse de l'aide internationale augmenteraient également la probabilité que les personnes interrogées partent à l'étranger, mais ces facteurs avaient un impact presque deux fois moins important que les menaces directes pour la sécurité.



Photo DR.

La perte de son logement et la perte totale de revenus ont également joué un rôle, mais elles ont le plus souvent poussé les femmes à se déplacer ailleurs en Ukraine plutôt qu'à l'étranger. Cela correspond à ce qui s'est passé durant l'hiver 2026, lorsque celles qui sont restées ont subi des perturbations prolongées dans l'approvisionnement en chauffage, en électricité et en eau, causées par les bombardements d'infrastructures civiles, sans pour autant qu'un exode massif ait été observé.

Les liens sociaux jouent également un rôle, mais dans une moindre mesure. Les personnes interrogées seraient plus enclines à quitter l'Ukraine si la plupart de leurs ami-es quittaient leur ville natale ou le pays, bien que ce facteur ait été le moins important parmi les six que nous avons testés.

Dans l'ensemble, l'avenir des déplacements de population depuis l'Ukraine dépendra moins d'une évolution progressive des mentalités que d'événements majeurs. Ce n'est qu'en cas de détérioration brutale de la situation sécuritaire que les femmes seront susceptibles d'envisager de partir. Tant que la vie en Ukraine se poursuivra, beaucoup choisiront de rester.

Pour le gouvernement ukrainien et les organisations internationales, l'enseignement essentiel à retenir est que l'aide ne doit pas se limiter à l'évacuation, au déplacement ou au retour. Elle doit également viser à soutenir les personnes qui choisissent de rester. Si le fait de rester est un choix actif pour de nombreuses femmes, les politiques doivent contribuer à rendre ce choix viable.

Les écoles gérées par la Russie bafouent les droits des enfants

Human Rights Watch¹

La Russie mène une campagne systématique visant à effacer l'identité ukrainienne dans les territoires occupés.

Les autorités d'occupation russes forcent les enfants ukrainiens à fréquenter des écoles qui effacent l'identité ukrainienne et diffusent de la propagande anti-ukrainienne, les poussent à participer à des programmes de jeunesse militarisés, et obligent illégalement des garçons à s'inscrire au service militaire.



Les restrictions et la surveillance imposées par la Russie sur Internet, y compris dans les écoles, rendent l'accès à l'enseignement ukrainien en ligne difficile et dangereux.

Les autres gouvernements devraient faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à la propagande et à la militarisation par le biais des écoles, et qu'elle autorise les enfants ukrainiens à suivre le programme scolaire ukrainien; ces pays devraient aussi aider l'Ukraine à réintégrer les enfants ayant suivi le système scolaire géré par la Russie.

Dans les territoires [ukrainiens](#) occupés, les autorités [russes](#) forcent les enfants ukrainiens à intégrer un système scolaire qui viole leur droit

à l'éducation et semble conçu pour détruire leur identité nationale ukrainienne, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch.

Ce système éducatif calque le programme scolaire national russe et exclut l'enseignement en ukrainien. Les autorités d'occupation surveillent et sanctionnent les enfants qui suivent des cours en ligne dans des écoles ukrainiennes, obligent les élèves à obtenir des passeports russes pour obtenir leur diplôme, endoctrinent les enfants à l'aide de propagande anti-ukrainienne et de cours à caractère militariste, et poussent les garçons à s'enregistrer auprès de l'armée russe, en vue de leur conscription. On estime à 1,6 million le nombre d'enfants, dont 600 000 en âge scolaire, qui se trouvent toujours sur les territoires ukrainiens occupés par la Russie.

«La Russie utilise les écoles pour inculquer aux enfants ukrainiens la loyauté envers le Kremlin, glorifier l'invasion russe et les préparer à partir en guerre contre leur propre peuple», a déclaré [Bill Van Esveld](#), directeur adjoint de la division Droits des enfants à Human Rights Watch

Les autres gouvernements devraient évoquer ces abus parmi les priorités lors de leurs discussions avec la Russie; et l'Ukraine et ses partenaires devraient renforcer le soutien apporté aux enfants revenus des territoires occupés, en matière d'éducation et de santé mentale.

Les autorités russes et leurs mandataires dans les zones occupées d'Ukraine imposent systématiquement les lois, les structures administratives et les institutions russes, remplaçant

1. [Human Rights Watch](#), Kyiv, 6 juillet 2026. Un article plus détaillé est consultable en anglais sur le même site.

ainsi les lois ukrainiennes en violation du droit international humanitaire régissant l'occupation. Elles obligent les Ukrainiens, y compris les enfants, à obtenir des passeports russes pour interagir avec les autorités d'occupation et, en fin de compte, pour rester chez eux. Cela viole le droit des enfants à préserver leur identité et leur nationalité, garanti par le droit international des droits humains.

En octobre et novembre 2025, Human Rights Watch a mené des entretiens avec cinq enfants, âgés de 11 à 17 ans, qui avaient quitté les zones occupées; trois jeunes adultes ayant fréquenté l'école sous l'occupation russe; 26 enseignants dont les élèves se trouvent en territoire occupé; la médiatrice ukrainienne chargée de l'éducation; trois psychologues; et huit membres du personnel d'organisations de la société civile ukrainiennes apportant leur aide à l'évacuation et à la réintégration, notamment Almenda, GenUkrainian, Save Ukraine, Voices of Children et le Réseau ukrainien pour les droits de l'enfant. Human Rights Watch a également rencontré des représentants de l'initiative ukrainienne «Bring Kids Back» («Ramenez les enfants»).

Des enfants, des parents et des psychologues ont raconté que des hommes armés se rendaient dans les foyers ou y faisaient irruption pour saisir des ordinateurs et des téléphones afin de rechercher du matériel scolaire ukrainien en ligne, et menaçaient d'envoyer les enfants dans des institutions résidentielles, s'ils n'étaient pas inscrits dans des écoles gérées par les Russes. Dans un cas survenu en 2023 dans une école gérée par les Russes, un garçon de 12 ans chez qui des ressources scolaires ukrainiennes

en ligne avaient été trouvées sur son téléphone a été envoyé dans le bureau du directeur, a déclaré son professeur d'ukrainien. Lorsque des soldats russes armés se sont présentés dans ce bureau, le garçon a fait une «crise de nerfs» nécessitant des soins médicaux, et les autorités ont ensuite régulièrement perquisitionné le domicile de sa famille.

Le contrôle d'Internet exercé par les autorités russes a également rendu l'enseignement en ligne ukrainien plus difficile et plus dangereux. Depuis 2025, les autorités ont bloqué les applications de messagerie telles que WhatsApp, restreint l'accès à YouTube et Telegram, et imposé l'utilisation d'applications développées en Russie qui pourraient intégrer des moyens de [surveillance](#) selon les craintes de parents ukrainiens. Selon [les données](#) du gouvernement ukrainien, environ 12 000 élèves des zones occupées ont abandonné les cours en ligne d'écoles ukrainiennes entre les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026.

Les enseignants sont de plus en plus tenus de diffuser les discours officiels russes et s'exposent à des risques professionnels s'ils s'en écartent, selon [les agences](#) des Nations unies chargées des droits humains. Les écoles gérées par la Russie obligent les enfants à chanter l'hymne national russe, à réciter des poèmes patriotiques russes, à écrire des lettres et à faire des dessins pour les soldats russes, ainsi qu'à assister à des cours intitulés «Conversations sur les choses importantes» qui promeuvent les discours de l'État russe.

Les enfants ont rapporté que leurs enseignants affirmaient que l'État et l'identité

ukrainiens n'existaient pas, que l'Ukraine était «dirigée par des nazis» et justifiaient l'invasion russe. Les cours encouragent la loyauté envers l'État russe, la confiance dans ses dirigeants et le respect pour ceux qui combattent dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Les manuels d'histoire contiennent [des discours ouvertement anti-ukrainiens](#).

Le personnel scolaire russe a fait pression sur les élèves ou leur a imposé de rejoindre des organisations de jeunesse soutenues par l'État, qui combinent formation idéologique et éléments de militarisation, ainsi que de participer à des camps militarisés. Les enfants ont été formés au maniement d'armes automatiques, de drones, de mines terrestres et de grenades à main. Dans certains cas, les écoles des zones occupées servent de porte d'entrée vers le système militaire russe, facilitant l'enregistrement militaire et, à terme, la conscription.



Human Rights Watch a précédemment dénoncé la mainmise coercitive de la Russie sur les systèmes éducatifs lors de son occupation de certaines zones de [Kharkiv](#), que les forces ukrainiennes ont reprises vers le début de l'année scolaire 2022-2023.

Le droit international des droits humains garantit aux enfants un droit à l'éducation qui respecte leur langue, leur culture et leurs valeurs nationales, et l'article 8 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose que les États doivent respecter le droit de l'enfant à son identité, y compris sa nationalité, et s'abstenir de toute ingérence illégale à cet égard. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdit [la propagande en faveur de la guerre](#).

Le droit international humanitaire [interdit](#) à une puissance occupante de contraindre les résidents du territoire occupé à servir dans ses forces armées ou d'utiliser la pression ou la propagande pour obtenir leur enrôlement. Les violations de ces interdictions constituent des infractions graves au droit de la guerre et peuvent constituer des crimes de guerre. Le droit international humanitaire interdit également à une puissance occupante de modifier les lois en vigueur sur le territoire occupé, ce que les autorités russes ont fait en ce qui concerne la loi ukrainienne sur l'éducation. Toute force d'occupation est [tenue](#) de «faciliter le bon fonctionnement» des établissements scolaires en coopération avec «les autorités nationales et locales».

Les enfants qui parviennent à revenir sur le territoire contrôlé par l'Ukraine présentent souvent des signes d'anxiété et de traumatisme, ont indiqué des psychologues. L'un d'entre eux a cité l'exemple d'un garçon qui a commencé à avoir des crises d'épilepsie alors qu'il vivait sous l'occupation, qu'il trouvait «accablante». Le garçon et sa famille ont fui la zone occupée où ils se trouvaient, suite aux menaces des autorités d'occupation après qu'il eut chanté l'hymne ukrainien à l'école.

Le gouvernement ukrainien fournit aux enfants évacués des zones occupées par la Russie une aide à la réinstallation, des soins médicaux, des documents officiels, des évaluations et des plans de traitement. Cependant, la prise en charge ultérieure dépend des autorités locales, qui sont confrontées à des difficultés financières.

Des associations de la société civile et des enseignants ont exhorté le ministère ukrainien

de l'éducation à renforcer le soutien à la réintégration de ces enfants, notamment par le biais de cours de rattrapage, d'un enseignement de la langue ukrainienne, d'un accompagnement psychologique pour les élèves et **les enseignants**, ainsi que par la formation des enseignants afin de contrer la propagande russe et de prévenir le harcèlement dont sont victimes les enfants qui parlent russe ou reprennent les discours appris dans les écoles gérées par la Russie. Les médiateurs ukrainiens ont appelé à la mise en place de procédures permettant de reconnaître les études secondaires achevées sous l'occupation, ainsi qu'à **la mise en place d'actions de sensibilisation** auprès des élèves vivant sous l'occupation concernant leur inscription dans les universités ukrainiennes.

Les gouvernements et les organisations qui soutiennent l'Ukraine devraient accroître leur aide financière afin de renforcer le système éducatif, et de soutenir les enfants et les enseignants ayant pu revenir des zones occupées.

«Les exactions commises par la Russie à l'encontre des enfants ukrainiens ont été largement condamnées, mais les enfants vivant sous occupation, tout comme ceux qui ont réussi à partir, ont toujours besoin d'un soutien urgent», a conclu Bill Van Esveld :

Les parents, les enseignants et les associations de la société civile aident ces enfants à s'épanouir malgré les traumatismes et les privations. Les gouvernements qui soutiennent l'Ukraine devraient intensifier leur aide pour garantir leur réussite.



Que ceux qui se qualifient d'« antimilitaristes » examinent les conséquences de leur politique

Solidarity Collectives¹

La nuit dernière, Kyiv a de nouveau été la cible d'une attaque russe de grande envergure. Le bilan s'élève déjà à plus de 14 morts, tous des civils.

Depuis des semaines, les Ukrainiens alertent sur la pénurie critique de munitions pour les systèmes de défense aérienne. L'aide militaire en provenance d'Europe et des États-Unis n'arrive désormais qu'en quantités limitées.

En conséquence, aucun des missiles balistiques tirés sur Kyiv lors de l'attaque de la nuit dernière n'a été intercepté : 0 des 6 missiles 3M22 Zircon/Onyx ont été interceptés ; 23 missiles Iskander-M/S-400 ont été interceptés.

Nous estimons que la responsabilité de ces décès incombe non seulement à Trump et aux responsables politiques pro-russes en Europe, mais également à ceux qui, depuis des années, s'opposent à ce que l'Ukraine dispose des moyens de se défendre, tout en se cachant derrière une fausse notion d'antimilitarisme. Cette position a contribué à cultiver l'indifférence – et parfois une hostilité ouverte – au sein de certains courants de la gauche occidentale à l'égard de l'aide militaire à l'Ukraine.

Ces choix relèvent d'une responsabilité politique, publique et morale et il faudra en rendre compte.



¹. 6 juillet 2026.





Congrès du syndicat des militaires

Correspondance²

Les 6 et 7 juillet, l'Union panukrainienne des participants aux combats, du personnel militaire et des anciens combattants, membre de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) a tenu son congrès à Zbaraj, dans la région de Ternopil.

Les délégués ont discuté des questions relatives à la politique envers les anciens combattants : protection sociale, réadaptation médicale et psychologique, réinsertion dans la vie civile, protection de leurs droits, emploi et interaction des organismes publics avec les instances étatiques.

De son côté, Mykhailo Volynets, le président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) a appelé les membres du syndicat des militaires à se mobiliser et à s'unir pour empêcher toute modification néfaste de la législation du travail.

Nous publions ici sa déclaration où il confirme l'engagement de sa confédération dans la défense des droits des militaires qui représente aussi à ses yeux un enjeu pour les capacités de défense de l'Ukraine :

La guerre prendra fin, les soldats rentreront et vous demanderont des comptes sur ces mauvaises réformes.

Une législation du travail civilisée, la protection sociale, la réadaptation médicale et psychologique, l'insertion professionnelle, l'adaptation professionnelle, ainsi que la garantie des droits du travail des vétérans et des vétéranes ne doivent pas être de simples simulacres, mais de véritables garanties de l'État.

J'apprécie l'opportunité qui m'a été donnée de participer au congrès de l'organisation syndicale pan-ukrainienne des combattants, des militaires et des anciens combattants – une organisation affiliée à la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

2. 8 juillet 2026.

Cet événement a réuni des représentants syndicaux et acteurs de la société civile – issus de 21 régions d’Ukraine. Cela confirme une fois de plus que le mouvement syndical se développe, se renforce et défend avec toujours plus d’assurance les droits de ceux qui ont défendu et défendent notre État.

La Confédération des syndicats libres d’Ukraine défend avec constance l’idée que les travailleurs, les militaires, les anciens combattants et les membres de leurs familles doivent bénéficier d’une protection sociale. Il ne s’agit pas seulement d’une question de justice, mais aussi de sécurité nationale.

Un État qui honore ses défenseurs et ses défenseuses se doit de leur garantir un niveau de vie décent.



Quelques droits revendiqués

- Le militaire a le droit d’exiger l’examen de sa demande de mutation
- Les militaires qui ont des motifs valables pour être mutés vers une autre unité ou un autre détachement se heurtent parfois non seulement à un refus de mutation, mais aussi à une situation où le commandant refuse tout simplement de recevoir ou d’enregistrer la demande.
- Le commandant ne peut en effet bloquer la possibilité, prévue par la procédure, pour un militaire de déposer une demande de mutation uniquement en raison de son propre désaccord avec cette mutation.
- Le syndicat attire l’attention sur un problème de principe.

■ La discipline militaire et la subordination au commandement ne signifient pas qu’un militaire doit obtenir une « autorisation » verbale pour le simple fait de déposer une demande. En d’autres termes, la bureaucratie ne peut servir de prétexte pour empêcher l’examen de cette demande.

Position du syndicat: un militaire n’a pas à prouver son droit de soumettre une demande.

■ Les droits des militaires ne doivent pas être applicables uniquement lorsque le commandant les approuve.

Le syndicat estime qu’il est fondamental que la procédure de mutation soit transparente, documentée et prévisible:

Nous ne remettons pas en cause le principe de la hiérarchie unique ni la discipline militaire. Mais une hiérarchie ne signifie pas l’absence de contrôle. Si un militaire dépose une demande de mutation, celle-ci doit être acceptée, enregistrée et examinée selon la procédure établie. Si le commandement n’est pas d’accord, il doit fournir une décision motivée, et non se contenter de répondre au militaire par une simple phrase verbale telle que “je ne l’autorise pas”.»

Pour la semaine de 32 heures sans réduction de salaire

Sotsilanyi Rukh

Se battre pour la réduction du temps de travail renforce les capacités de défense du peuple ukrainien.

Anna Volodymyrivna a déposé le 3 juillet sur le site du gouvernement une pétition pour une réduction du temps de travail à 32 heures sans réduction de salaire. L'autrice de la pétition propose d'apporter au Code du travail de l'Ukraine des modifications prévoyant :

- la détermination d'une durée maximale du temps de travail, à savoir pas plus de quatre jours ouvrés ou 32 heures par semaine ;
- le maintien obligatoire de l'intégralité du salaire ;
- la garantie pour les salariés du droit à un repos complet.

La pétition propose de lancer un projet pilote national visant à identifier les secteurs, les établissements publics et les entreprises privées qui seront les premiers à adopter ce nouveau mode de travail. Après évaluation des résultats, il est proposé d'étendre cette expérience à l'ensemble du pays. L'autrice souligne qu'en raison de la guerre, les Ukrainiens vivent depuis longtemps dans des conditions de tension psychologique constante, provoquée par les alertes aériennes, les bombardements, le manque de sommeil et le stress chronique. Selon elle, un

jour de congé supplémentaire permettra de consacrer du temps aux soins, à un repos complet et à la réduction du niveau de stress.

Texte de la pétition (extraits)

Pour le développement et la mise en œuvre d'un programme d'État pour la transition vers une semaine de travail de quatre jours (32 heures) sans réduction de salaire.

Chers ministres d'Ukraine !

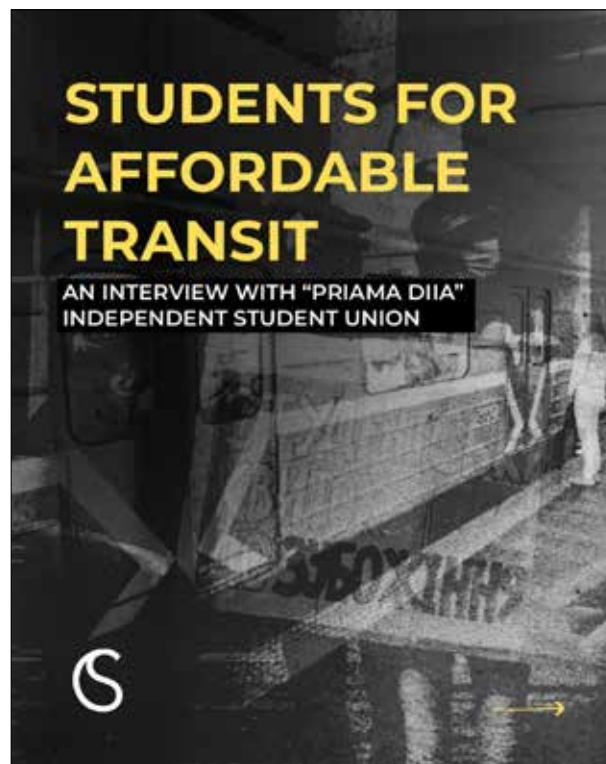
Afin d'accroître la productivité du travail, d'améliorer la santé mentale et physique des citoyens et d'adapter le marché du travail ukrainien aux normes européennes modernes, nous vous demandons d'initier des amendements au Code du travail ukrainien afin d'instaurer une semaine de travail de 4 jours (32 heures de travail par semaine) sans réduction de salaire.

1) Lancer des amendements au Code du travail ukrainien, obligatoires pour toutes les formes de propriété, afin d'établir une norme claire de temps de travail – pas plus de 4 jours de travail (32 heures) par semaine avec la préservation obligatoire du salaire complet et du droit à un repos approprié.

2) Mettre en place un projet pilote d'État obligatoire avec une définition claire de la liste des industries, des institutions budgétaires et des entreprises privées pour lesquelles la transition vers une semaine de travail de 4 jours sera obligatoire dans la première étape de la réforme, avec une extension obligatoire ultérieure de cette expérience à l'ensemble du pays.

Justification de la réforme : épuisement psy-

chologique critique des Ukrainiens en temps de guerre: la psyché des citoyens ukrainiens est soumise depuis longtemps à une pression colossale et sans précédent en raison des raids aériens constants, des bombardements, du manque de sommeil et du stress chronique. Travailler à ce rythme cinq ou six jours par semaine conduit la nation à une impasse, vers une profonde dépression et un effondrement psychologique. Un jour de congé obligatoire supplémentaire est vital, non pas pour le divertissement, mais pour la récupération fondamentale du système nerveux, les soins, un sommeil réparateur.



Cliquer sur l'image

LA GUERRE DES LIVRES

Fahrenheit 451, version 2026

Le 16 août dernier, une frappe russe a détruit le célèbre marché aux livres de Petrivka à Kyiv, anéantissant l'un des lieux culturels les plus emblématiques de la capitale. « Le marché aux livres de Potchaïna n'existe plus. Une époque entière s'est achevée », a déclaré Yuliia Orlova, directrice de la maison d'édition Vivat. Ouvert en 1997, Petrivka était devenu l'un des plus grands marchés aux livres d'Ukraine, avec des centaines de stands vendant des ouvrages publiés par plus de 120 éditeurs.



L'Association ukrainienne des éditeurs a demandé au président Zelensky de convoquer une réunion du Conseil national de sécurité et de défense sur l'état et la restauration de l'industrie du livre et des infrastructures essentielles de l'édition après les bombardements russes.

Selon certaines estimations, rien que durant l'été, la Russie a détruit 13 millions de livres, soit près d'un tiers du tirage annuel total de livres et de brochures, qui s'élevait à 33,21 millions d'exemplaires en 2025. Les pertes directes sont déjà estimées à au moins 1,19 milliard de HUA.

L'association estime que cette année, le tirage total de livres pourrait diminuer de 15 %, et les ventes d'exemplaires de 25 %.

Artem Bidenko a souligné que si les éditeurs ukrainiens disparaissent, les entreprises étrangères prendront leur place, mais alors seul l'aspect commercial restera déterminant : « Pour nous, ce ne sont pas seulement les livres en ukrainien qui importent, mais aussi les auteurs

ukrainiens, les livres porteurs de valeurs justes et le soutien à l'identité nationale. »

L'Association ukrainienne de l'édition regroupe actuellement 97 membres : des maisons d'édition, des imprimeries et des librairies qui, selon l'association, représentent environ 80 % du marché du livre ukrainien.

COMMUNIQUÉ DES ÉDITIONS SYLLEPSE

Chers confrères et chères consœurs,

Nous venons d'apprendre que de nouvelles frappes russes ont touché vos maisons d'édition et ont incendié le marché aux livres de Petrovka à Kyiv.

Ces attentats s'inscrivent dans la politique délibérée de la Russie impérialiste de destruction de la culture ukrainienne.

Notre maison d'édition exprime sa ferme condamnation de ce génocide culturel.

Depuis le début de la guerre à grande échelle, les éditions Syllepse se sont rangées au côté du peuple ukrainien. Nous avons, dès avril 2022, soutenu en partenariat une maison d'édition ukrainienne et avons publié depuis quatre ans de nombreux ouvrages dénonçant l'agression impérialiste de la Fédération de Russie contre la nation ukrainienne.

Nous vous exprimons notre totale solidarité dans les douloureuses épreuves que vous traversez.

Paris (France), 17 août 2026

La Russie livre une guerre culturelle à l'Ukraine en détruisant des millions de livres

Pierre Alonso¹

Une nouvelle phase de la guerre, dite « des entrepôts », a mené à la destruction de près de dix millions d'ouvrages en six semaines.

Knyholav était une maison d'édition prospère. Créée en 2016 par Svitlana Paveletska, une mère de famille agacée de trouver peu de littérature jeunesse en ukrainien pour son fils, l'entreprise a bénéficié de sa position de pionnière. Après le début de l'invasion russe en Ukraine, en février 2022, l'intérêt du public pour les livres en ukrainien a bondi.

L'intrépide petite maison d'édition, qui ne publiait qu'en ukrainien, a vu son chiffre d'affaires presque doubler tous les ans. Son catalogue s'est diversifié et étoffé, le nombre de nouveaux titres publiés chaque année passant d'une bonne vingtaine à 90 en 2025. « Cette année, nous avons prévu 110 nouveaux titres », fait savoir le PDG, Maksym Prazdnikov, dans son bureau gris d'un centre d'affaires à Kyiv.

Un déluge de missiles balistiques russes a pulvérisé cette ambition. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, un immense centre de stockage situé

à Bilohorodka, à l'ouest de la capitale, a été entièrement détruit par une frappe. Knyholav louait une fraction des 120 000 mètres carrés pour y loger son inventaire. Environ 200 000 exemplaires ont été réduits en cendres.

La même nuit, un site de l'imprimeur Konvi, l'un des trois plus gros du pays, est lui aussi touché. Les dégâts sont considérables : 350 000 livres sont endommagés et 250 000 manuels scolaires fraîchement sortis des rotatives disparaissent.

Stocks anéantis

Ce jour sombre pour l'édition n'est pas le premier depuis 2022. En 2024, une attaque avait dévasté l'imprimerie Factor-Druk, basée à Khar-kiv, tuant sept employés et en blessant vingt et un autres. Des dizaines de milliers de livres avaient brûlé. En juin 2025, l'entrepôt et les bureaux de l'éditeur Ukrainsky Prioryt avaient été détruits dans un bombardement.

Depuis le début de cet été cependant, l'intensité de ces attaques est décuplée ; et le bilan, vertigineux : près de dix millions de livres ukrainiens ont été anéantis par la Russie en six semaines. Ces destructions massives sont l'une des manifestations d'une nouvelle phase de la guerre, parfois surnommée « la guerre des entrepôts », un duel de frappes à longue portée entre l'Ukraine et la Russie. Une violente escalade très loin du front, qui ne bouge presque pas.

Moscou n'a jamais spécialement épargné les cibles civiles en frappant les sites de stockage ou les transporteurs. Mais Kyiv dispose désormais des moyens de faire de même, sur le

1. Pierre Alonso publie un blog sur Mediapart. Cet article a également été publié par [Solidarity Ukraine Belgium](#). Photo DR

territoire russe, grâce à sa production nationale de drones.

Tout en continuant d'affaiblir l'industrie pétrolière, dont les capacités de raffinage ont été réduites de plus d'un tiers, les forces ukrainiennes multiplient depuis mi-juillet les opérations contre Wildberries, l'équivalent russe d'Amazon. Dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 août, des engins explosifs ukrainiens ont encore endommagé un entrepôt de l'entreprise dans la région de Voronej. Au total, plus d'une vingtaine de sites du géant de l'e-commerce ont été touchés.

Kyiv espère ainsi porter des coups à l'économie russe. Le gouvernement ukrainien accuse par ailleurs Wildberries d'aider le régime à contourner les sanctions internationales. De son côté, Moscou s'est lancé dans une campagne de frappes tous azimuts sur l'arrière, en tirant un nombre inédit de missiles balistiques, plus difficiles à intercepter. Cette campagne est d'autant plus efficace que l'Ukraine est confrontée à une pénurie de munitions pour les Patriot, les seuls systèmes de défense antiaérienne efficaces.

Le secteur de l'édition en Ukraine en subit très directement les effets. Dans la nuit du 2 juillet, BookChef a perdu 800 000 livres dans la destruction d'un gigantesque entrepôt appartenant à l'entreprise Denka Logistics, à l'ouest de la capitale. « C'était presque l'intégralité de nos réserves », indique Yevhen Chyrynos, responsable éditorial.

Près de 100 000 exemplaires ont disparu dans une autre attaque. « Environ 900 000 livres au total. Notre inventaire complet. Nous n'avons plus de livres dans nos centres de stockage », se

désole Yevhen Chyrynos, qui se dit « dévasté » : « Tout ce travail fait au fil des années a été réduit en cendres en quelques heures seulement. »

« Nettoyage culturel »

Fondée en 2017, BookChef publie de la fiction et de la non-fiction ukrainiennes comme étrangères. Elle a notamment fait paraître des traductions de la romancière française Valérie Perrin, de l'écrivain Jean-Christophe Grangé ou de Jean-Paul Sartre. Les pertes directes liées aux attaques s'élèvent à 125 millions de hryvnias (environ 2,5 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires annuel de 370 millions de hryvnias (7,15 millions d'euros) en 2025.

Le 1^{er} août fut une journée plus noire encore. Un centre logistique du groupe RNK-Ranok, à Kharkiv, a été ravagé par un incendie déclenché par l'explosion de plusieurs drones de type Shahed. Environ huit millions de livres, parmi lesquels des manuels scolaires, ont été carbonisés. La direction de ce poids lourd de l'industrie a dénoncé « une attaque délibérée contre un entrepôt de livres ». « Hitler en serait jaloux », a enragé son directeur, Viktor Kruhlov, dans un message publié sur les réseaux sociaux.

Knyholav a perdu quelques milliers d'ouvrages stockés là-bas. En tout, la maison d'édition, dont le nom est une contraction de « livres » et « love », estime que 220 000 livres sont partis en fumée – il lui en reste 170 000. Son dirigeant, Maksym Prazdnikov, loue la solidarité manifestée par ses partenaires d'affaires. Des imprimeurs ont proposé de le faire passer en priorité pour que l'entreprise puisse reconstituer un stock, mais cette dernière devra malgré tout



revoir ses ambitions à la baisse. Seuls 85 nouveaux titres devraient sortir cette année.

« L'impact sera très fort, mais nous n'avons d'autre choix que de continuer à travailler », confie Maksym Prazdnikov.

Le problème, c'est de trouver un endroit où stocker nos livres en toute sécurité, complète Yevhen Chyrynos, de BookChef. L'Ouest de l'Ukraine est plus sûr mais manque d'entrepôts adaptés.

Au-delà de leur coût économique, des voix s'élèvent pour pointer la signification politique de cette campagne de frappes russes. « Une maison d'édition est une institution qui contribue directement au développement de la culture et de l'identité, rappelle Dmytro Kuleba, ministre des affaires étrangères pendant les premières années de l'invasion et auteur chez Knyholav. La Russie ne reconnaît pas l'identité ukrainienne, attaque des monuments, détruit des livres. [...] Tout cela doit être considéré comme relevant d'une stratégie, d'un nettoyage culturel. »

Fin juillet, le chef de l'administration présidentielle, Kyrylo Boudanov, a dénoncé « un génocide culturel » perpétrant des persécutions pluriséculaires :

C'est précisément en juillet 1863 que l'Empire russe publia la « circulaire Valuev », interdisant la publication de la plupart des ouvrages en langue ukrainienne. Treize ans plus tard, l'oukase d'Ems faillit anéantir l'édition ukrainienne. L'objectif est toujours resté le même : priver les Ukrainiens de leur langue, de leur culture, de leur éducation et de leur mémoire historique.

Auteur de l'ouvrage à succès *Russian Colonialism 101* (IST Publishing, non traduit), Maksym Eristavi ajoute à cette généalogie les années 1990, lorsque le marché ukrainien était inondé de livres russes, tandis que les taxes très élevées sur l'édition en Ukraine rendaient les prix de ces ouvrages prohibitifs. « Pour moi, qui ai grandi dans une Ukraine indépendante, trouver un livre en ukrainien dans une librairie ou une bibliothèque était une mission. Mais le plus grand défi était de pouvoir se le permettre », a-t-il écrit dans un texte paru au début du mois d'août.

Cette « vieille stratégie de l'Empire russe et de l'Union soviétique » n'est pas seulement dirigée contre l'Ukraine, complète Yevhen Chyrynos : « Moscou a essayé de tuer les identités de ses voisins dans les pays Baltes, en Asie centrale, dans le Caucase [...]. Ce n'est pas uniquement un problème pour l'Ukraine. »



Pourquoi la Russie est-elle obsédée par l'idée de brûler les livres ukrainiens ? Et pourquoi le livre ukrainien terrifie-t-il l'empire ?

Maksym Eristavi¹

Des interdictions du 19^e siècle à l'incinération de 1,5 million de livres ukrainiens rien que le mois dernier, la guerre menée par la Russie reconnaît mieux que la plupart des gens à l'étranger le pouvoir d'un livre ukrainien.



Saviez-vous que rien qu'en juillet 2026, les Russes ont détruit plus de 1,5 million de livres ukrainiens ? C'est ce qu'indiquent les dernières données de l'Institut ukrainien du livre. Rien que lors de l'attaque du 19 juillet, ils ont brûlé 250 000 exemplaires et détruit une nouvelle imprimerie en Ukraine.

« Ces livres ont été créés en pleine guerre. Nous avons travaillé malgré les alertes aériennes, les coupures d'électricité et les innombrables nuits blanches causées par les attaques russes. Nous n'avons jamais cessé de travailler, car nous étions convaincus que les livres ukrainiens sont aujourd'hui plus importants que jamais », explique Svitlana Paveletska,

1. Article publié le 1^{er} août 2026 sur [Russian Colonialism](#), qui se présente comme « la première et seule lettre d'information visant à sensibiliser le public au colonialisme russe ».

cofondatrice de Knyholav, l'une des maisons d'édition attaquées, dans une interview accordée au *Kyiv Independent*.

Les bibliothèques, les imprimeries et les entrepôts des éditeurs sont la cible des frappes russes depuis 2022. Nous ne connaissons pas le nombre exact de livres ukrainiens réduits en cendres depuis 2022, mais diverses estimations vont de 200 millions en 2024 à plus de 350 millions aujourd'hui.

« Pouvez-vous imaginer ce que représentent 350 millions de livres ? Moi, je n'y arrive pas. »

Mais j'ai cherché des comparaisons. Il s'avère que cela équivaut à quatre ans de production ukrainienne de livres d'avant-guerre. Si l'on compare ce chiffre au nombre de livres imprimés par l'Ukraine l'année dernière, en pleine guerre, les Russes ont réduit en cendres, rien qu'en juillet, 5 % de ce volume.

En voici une autre. La plus grande bibliothèque du monde, la British Library, possède un catalogue d'environ 200 millions de livres. En quatre ans, les Russes ont détruit l'équivalent de près de deux des plus grandes bibliothèques de la planète.

Depuis la colonisation russe de l'Ukraine au 17^e siècle, l'impression de livres en ukrainien a fait l'objet d'interdictions ou de restrictions incessantes. Ce mois-ci, le 30 juillet, il y a 163 ans, la Russie a promulgué l'une d'entre elles, la circulaire Valuev, qui interdisait la plupart des publications en langue dite « petite russe »

(ukrainienne). D'autres ont suivi au cours des 19^e et 20^e siècles.

Mais même après la fin de l'occupation russe, le Kremlin a inondé l'Ukraine de livres russes de manière agressive, rendant l'impression des livres en ukrainien trop coûteuse. Par exemple, à la fin des années 1990, des agents russes au sein du Parlement ukrainien ont fait adopter la taxe la plus élevée au monde sur l'édition de livres – alors même que la Russie supprimait complètement toute taxe sur les livres russes. Qu'est-ce que cela signifiait concrètement ? Pour moi, enfant ayant grandi dans une Ukraine indépendante, c'était une véritable quête que de trouver un livre en ukrainien dans une librairie ou une bibliothèque. Mais le plus grand défi était de pouvoir se le permettre.

La guerre menée par la Russie contre les livres ukrainiens n'a jamais cessé, même après la proclamation de l'indépendance.

Ce n'est qu'après 2014 que l'Ukraine a cessé de réagir aux intimidations russes du type : «C'est de la russophobie!» contre toute loi soutenant les livres en ukrainien. Imaginez la France attaquant le soutien de l'État algérien à l'impression de livres dans la langue officielle de l'État en le qualifiant de «nationaliste». Ou le Royaume-Uni faisant chanter économiquement l'Irlande pour avoir financé l'impression de livres en gaélique. Et pourtant, la Russie fait la même chose à ses voisins depuis trente ans ? Silence radio !

Lviv : un salon du livre malgré tout

Un salon du livre a débuté à Lviv et se déroulera du 10 au 13 septembre. Cette année, le thème du festival est «La responsabilité littéraire». Pendant quatre jours, près de 300 événements sont organisés dans différents lieux. Plus de 90 maisons d'édition venues de toute l'Ukraine participent à l'événement. Parmi elles, certaines ont subi des pertes suite aux bombardements russes. Certaines ont réduit la taille de leur stand ou apporté moins d'ouvrages en raison de difficultés financières, tandis que d'autres n'ont pas pu y participer.

L'écrivain Andriy Kokotyukha participe régulièrement au Forum du livre de Lviv. «Cette année, il a été très difficile de venir, mais le train est arrivé miraculeusement à l'heure, et en général les trains sont retardés à cause des attaques de drones russes, c'est très difficile sur le plan logistique, car les livres n'arrivent pas, et pas seulement pour moi», explique Andriy Kokotyukha. «Mes maisons d'édition ont brûlé, ainsi que mes livres», explique l'auteur.

Vivre livre sous les bombes

Correspondant

À Jytomyr, le 19 septembre, le 4^e salon du livre «Résistance. Le droit à la dignité» a débuté. Pendant trois jours, environ 80 événements vont se dérouler dans la rue piétonne de la ville : présentations de livres, rencontres avec des auteurs, débats, performances artistiques et salon du livre. Près de 150 participant·es venu·es de différentes villes d'Ukraine seront présents



«Aujourd'hui, lire des livres et promouvoir la littérature ukrainienne contribue à notre lutte pour l'identité et le développement de notre littérature, de nos auteurs et de nos valeurs. Après la destruction de plus de 14 millions de livres suite aux attaques russes, c'est aussi un soutien à l'économie ukrainienne, car l'édition est un secteur économique important et dynamique», a déclaré l'éditrice Nina Ryabenko.

Présent au salon, l'écrivain Vasyl Piddubny, sous les drapeaux depuis février 2022, a déclaré :

Je suis actuellement en zone de combat, et il est très difficile de partir. Ce n'est qu'hier matin que j'ai appris que je pourrai tout de même visiter ma ville bien-aimée, ma ville natale, et mon salon préféré. En février 2022, j'ai quitté la littérature pour partir au front. Mais j'ai conçu mon livre alors que j'étais dans les tranchées près de Donetsk, distrait par des rêves de

trésors de pirates, et j'ai écrit *La préhistoire de l'Île au Trésor*.

Nadiya, habitante de Jytomyr, a participé à deux forums précédents et a déjà acheté un livre cette année :

Cette année, je pense qu'il est important que chacun vienne, participe et achète un livre, car cet été, les missiles russes ont détruit de nombreux entrepôts de maisons d'édition ukrainiennes. Il est essentiel de venir acheter un livre ukrainien pour soutenir les maisons d'édition ukrainiennes et assurer la pérennité de l'édition.



Photos DR.



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

Correspondants

3 JUILLET

Retraités : 30 procès gagnés par jour

En Ukraine, chaque mois, environ trois mille retraités demandent en justice le recalcul de leurs pensions. En effet, la Caisse de retraite, agissant sur la base de décrets gouvernementaux, «déprécie» artificiellement les pensions dès la première année suivant leur versement. Devant les tribunaux, les retraités obtiennent gain de cause en grand nombre dans les affaires de recalcul de leurs pensions. En effet, deux retraités ayant la même durée de travail et les mêmes revenus, mais des années de retraite différentes, peuvent recevoir des montants très différents.

Victoire des habitants de Pivdennoukrainsk

À Pivdennoukrainsk, dans la région de Mykolaïv, un arrêté prévoyant la fermeture du service d'obstétrique-gynécologie et la réorganisation du service de pédiatrie a été annulé. Le 12 juin, des habitants s'étaient rassemblés près de l'hôpital avec des pancartes contre la fermeture de ces services. Inna, une habitante du quartier, se réjouit de l'annulation de l'arrêté. «Pourquoi était-il nécessaire de créer ce chaos et de plonger les gens dans le désespoir ? Cette question

restera sans réponse logique. Cela a-t-il été bénéfique à qui que ce soit ? L'essentiel est que notre service ait été défendu. Un immense merci à tous ceux qui n'ont pas gardé le silence, et à nos chers médecins qui restent à leur poste ! ».

La sécurité au travail : sous le contrôle des syndicats !

La formation des représentants syndicaux sur les questions de santé et de sécurité au travail, organisée par la fédération régionale des syndicats FPU au sein du Centre régional de formation, s'est achevée. 43 syndicalistes issus des secteurs du logement et des services collectifs, de l'industrie charbonnière et de la santé ont suivi cette formation. «À l'issue de l'évaluation des connaissances, tous les participants ont démontré qu'ils possédaient les connaissances requises et ont reçu les certificats correspondants, qui attestent de leur habilitation à exercer un contrôle citoyen sur les conditions de travail et la sécurité au travail au sein de leurs entreprises», indique l'association régionale des syndicats de Dnipropetrovsk-FPU.

4 JUILLET

Pour la semaine de 32 heures sans réduction de salaire

Anna Volodymyrivna a déposé le 3 juillet sur le site du gouvernement une pétition pour une réduction du temps de travail à 32 heures sans réduction de salaire. L'autrice de la pétition propose d'apporter au Code du travail de l'Ukraine des modifications prévoyant : la fixation d'une durée maximale du temps de travail, à savoir

pas plus de quatre jours ouvrés ou 32 heures par semaine; le maintien obligatoire de l'intégralité du salaire; la garantie pour les salariés du droit à un repos complet.

L'autrice souligne qu'en raison de la guerre, les Ukrainiens vivent depuis longtemps dans des conditions de tension psychologique constante, provoquée par les alertes aériennes, les bombardements, le manque de sommeil et le stress chronique. Selon elle, un jour de congé supplémentaire permettra de se consacrer du temps aux soins, à un repos complet et à la réduction du niveau de stress.

8 JUILLET

Congrès du syndicat des militaires



Les 6 et 7 juillet, l'Union panukrainienne des participants aux combats, du personnel militaire et des anciens combattants, membre de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), a tenu son congrès de à Zbaraj, dans la région de Ternopil. Le président de la KVPU, Mykhailo Volynets, y a participé. Le congrès a débuté par l'interprétation de l'hymne national ukrainien et un hommage aux héros et héroïnes tombés lors de la guerre russo-ukrainienne. Le président du syndicat, Yevhen Stepanov, a présenté un rapport sur les objectifs du syndicat, sa structure et son plan de développement jusqu'à fin 2026, et a également formulé des propositions concernant les principaux domaines d'activité. Dans son discours au congrès, le président du KVPU, Mykhailo Volynets, a souligné qu'il est crucial d'empêcher l'adoption du Code du travail esclavagiste, dont le projet a été

élaboré par le gouvernement, qui est tente actuellement de le faire adopter en force par le Parlement. C'est pourquoi Mykhailo Volynets a appelé les membres du syndicat des militaires à se mobiliser et à s'unir pour empêcher toute modification néfaste de la législation du travail.

La lutte paie

Les employés de la station d'épuration de Karpatneftekhim, qui s'étaient mis en grève le 9 juin 2026 pour protester contre le retard de leurs salaires, ont perçu l'intégralité de leur salaire d'avril. Le 7 juillet, ils ont également reçu celui de mai. La dette totale de l'entreprise envers ses employés s'élève à 200 millions de hryvnias. En effet les salaires de juin n'ont pas été versés. Viktor Truch, ouvrier, a indiqué qu'après la manifestation du 9 juin 2026 et la grève, les travailleurs ont reçu l'intégralité des salaires qui leur étaient dus pour avril et mai 2026. «Les gens ont été tellement trompés qu'ils considèrent toute promesse comme un bluff. S'ils ne paient pas à nouveau, personne ne se mettra au travail. Nous resterons plantés là jusqu'à ce que l'argent soit versé. Même si cela prend un jour, deux, voire trois, personne n'ira travailler. Les gens ne croient plus aux paroles, seulement aux notifications confirmant le versement de leur salaire», ajoute-t-il.

9 JUILLET

Mykolaïv : maternité sans salaire

La maternité n° 3, transférée par la municipalité de Mykolaïv à la région, n'a toujours pas versé les salaires du mois de mai et juin. Le service

de santé de la ville indique que cette question relève du Service national de santé et de la région. Par ailleurs une infirmière du service des urgences de l'hôpital Kropyvnytskyi a confié que quatre infirmières sur neuf travaillaient encore dans son service. Elle est actuellement à la recherche d'un autre emploi. Selon elle, ces démissions sont dues à des arriérés de salaire et à une surcharge de travail pour les infirmières restantes. Selon Maria Basyuk, membre du syndicat Soyez comme nous sommes, «si l'attitude envers la rémunération du personnel médical ne change pas, il n'y aura bientôt plus personne pour travailler!» Dans la région de Soumy, ville de Chostka (ville en première ligne), «aujourd'hui 9 juillet 2026 toujours pas de salaire pour juin. Retards constants dans le versement des salaires, charge de travail qui augmente chaque jour», accuse Hellen Kovalova une autre infirmière.

11 JUILLET

Poltava: mosaïque sauvée

À Poltava, des militants de l'association «Dvizh Lab» ont sauvé un panneau moderniste en céramique du 20^e siècle. Cette œuvre d'art monumentale ornait auparavant les murs de la piscine de l'hôpital clinique municipal pour enfants, rue Oleksandra Bidny. Lors de la rénovation et de la modernisation des locaux de l'hôpital, la composition a été démontée et emportée dans la cour arrière avec les débris de construction. Des militants l'ont remarqué à temps et ont contacté la direction de l'hôpital. Ce n'est pas la première fois que cette association s'engage

dans la préservation du patrimoine artistique monumental de la ville. Auparavant, ils avaient organisé des conférences spécialisées sur le patrimoine des mosaïques de la région de Poltava et une exposition de Christoph Brumme, «Mosaïque à un arrêt de bus», dans l'espace artistique local «Culture». La bataille pour la sauvegarde du patrimoine ukrainien se poursuit sous les bombes

[Sur les mosaïques ukrainiennes: cliquer ici](#)

12 JUILLET

Kharkiv: tente syndicale militaire

À Kharkiv, les représentants du syndicat régional de Kharkiv de l'Union panukrainienne des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants continuent de fournir une assistance juridique et consultative gratuite aux défenseurs de l'Ukraine et à leurs familles. Le syndicat a installé dans un parc de la ville une tente de consultation syndicale, où les avocats du syndicat prodiguent quotidiennement des conseils aux anciens combattants, aux militaires et à leurs familles sur les questions juridiques et sociales les plus urgentes. Les deux premières semaines de travail ont confirmé la forte demande pour ce type d'assistance. Près de 40 demandes en seulement deux semaines dont 70 % sont des anciens combattants, 20 % sont des militaires, 10 % des familles de militaires.

13 JUILLET

Victoire syndicale de Priama Diia

Alors que les universités sont en vacances, les militants du syndicat étudiant Priama Diia sont toujours sur le pont pour défendre les intérêts des étudiants. Le syndicat se bat pour la réparation des ascenseurs depuis septembre 2025. « Dans les résidences universitaires n° 2 et n° 3 à Lviv, les ascenseurs sont hors service depuis plus de 30 ans, ce qui oblige chaque jour des centaines d'étudiants à gravir 12 étages à pied. Une telle « séance de sport » peut avoir des répercussions négatives sur la santé. Après une longue attente, les ascenseurs dans les résidences universitaires ne sont plus seulement une promesse ! Nous avons reçu une réponse officielle de l'université : un contrat a été conclu pour la réalisation d'une expertise technique de réparation des cages d'ascenseur et l'université prend des mesures pour que cette expertise soit réalisée dans les meilleurs délais. Le vice-recteur Stasychny a notamment indiqué oralement que l'expertise serait bel et bien réalisée avant le 1^{er} septembre – le processus a officiellement commencé » indique le syndicat.

15 JUILLET

Violences à Tcherkassy

À Tcherkassy, les habitants se sont rassemblés pour la quatrième fois sur Lisova Prosica pour protester contre un projet immobilier. Ils bloquent les travaux d'un promoteur en défense d'un espace vert. Ils ont empêché le déchargement de la clôture de chantier mais lorsque les

ouvriers ont commencé à décharger, une bagarre a éclaté entre eux et les ouvriers. Hryhoriy Podymyskyi, un habitant du quartier, a été blessé lors de l'affrontement. Il a déclaré que lui et d'autres riverains avaient demandé aux ouvriers du chantier de ne pas décharger leur matériel. « Ils m'ont jeté un morceau de fer sur la tête. » Une autre habitante, Lydia Berejna, a eu une crise cardiaque et a été emmenée en ambulance. Halyna Zaleschenko, une habitante du quartier, est également opposée à ce projet. « Nous nous battons pour chaque feuille verte, chaque brin d'herbe et chaque arbre. Tout cela est illégal de leur part, c'est un parc ».

19 JUILLET

Kyiv : Mairie, écoutez les gens !

Le 19 juillet, le jour de l'anniversaire de Vitaliy Klitschko, maire de Kyiv, une nouvelle protestation a eu lieu sous les murs de l'administration de la ville de Kyiv contre l'augmentation injustifiée des prix des voyages à 30 hryvnias. Le maire a été invité à respecter les obligations sociales qu'il a prises, notamment de maintenir les tarifs à un niveau acceptable pendant la guerre. Les étudiants, les experts et même les vétérans ont exprimé leur indignation face à la décision unilatérale de M. Klitschko de faire augmenter le prix des voyages, et ont également souligné les conséquences nuisibles de cette décision pour la cohésion sociale. La manifestation bruyante s'est terminée par un petit concert.



23 JUILLET

Poltava : contre la hausse des tarifs de l'eau

À Poltava, une centaine de personnes se sont rassemblées près du bâtiment de l'administration militaire régionale de Poltava le 23 juillet. Les habitants sont descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation des tarifs de l'eau potable et du traitement des eaux usées. Les participants à cette action affirment qu'ils militent pour des tarifs équitables et considèrent que l'augmentation du coût des services pendant la loi martiale est illégale. Ils prévoient d'adresser un appel en ce sens aux autorités régionales. Les participants à l'action ont l'intention de se rassembler jeudi prochain (30 juillet). Les manifestants réclament également un recalcul des tarifs. Si leurs demandes ne sont pas prises en compte, ils envisagent de saisir la justice.

28 JUILLET

Ils défendent le commandant de brigade

Décidément, la population civile se mêle de plus en plus des affaires militaires. Le 28 juillet, des proches et amis de militaires de la 123^e brigade ont manifesté à Mykolaïv. Les participants protestent contre la destitution du commandant de brigade, le colonel Oleg Makukha. D'après les participants à l'action, ils protestent car ils estiment que grâce à lui, le soutien apporté à la brigade a augmenté et le nombre de victimes militaires a diminué. Parmi les manifestants se trouvait Valeriy Prud, militaire lui-même. Selon

lui, il sert depuis 2022 au sein de la 123^e brigade des Forces de défense ukrainiennes, où il dirige le poste de commandement du 188^e bataillon. Il est convaincu que grâce à Makukha, la brigade a atteint un nouveau niveau de performance au combat.

1^{ER} AOÛT

Kharkiv : livres scolaires brûlés

À la suite d'une attaque russe contre l'entrepôt de la maison d'édition Ranok à Kharkiv, des millions d'exemplaires de livres ont été brûlés, y compris des manuels scolaires qui devaient être livrés aux établissements d'enseignement avant le début de la nouvelle année scolaire. D'après Viktor Kruglov, directeur général de la maison d'édition Ranok, deux drones ont frappé l'entrepôt lors de l'attaque. Kruglov se trouvait à proximité et a déclaré que le second drone a frappé quelques minutes après le premier, alors que les ouvriers tentaient déjà d'éteindre l'incendie. Il sera difficile de reconstituer rapidement un tel nombre de manuels scolaires, la menace de nouvelles attaques russes persistant. De ce fait, il pourrait y avoir une pénurie de manuels pour les élèves de CM1 et de 4^e en début d'année scolaire. La maison d'édition prévoit de mettre à disposition des versions électroniques des manuels scolaires.

3 AOÛT

Mini-grève

À l'hôpital de Cheptytskyi (région de Lviv), une « mini-grève » a eu lieu en raison d'un retard

dans les salaires! Alors que la direction fuit sa responsabilité, le personnel médical a été à nouveau forcé de manifester. Il s'est rassemblé quelques minutes dans le hall de l'hôpital, les bras croisés. Selon les employés eux-mêmes, la ligne directe du Service national de santé leur répond que l'argent a été transféré aux comptes de l'institution! «Clarifiez la situation avec votre gestionnaire.»

6 AOÛT

Kyiv : deux écolos arrêtés

Lors d'une manifestation contre l'abattage de chênes centenaires pour la construction d'une conduite de chauffage à Teremki, deux jeunes militants mineurs ont été emmenés au poste de police. Selon les participants à la manifestation, l'un des garçons a été interpellé sous les yeux de sa mère, qui courait après une voiture de la police, mais elle n'a pas été autorisée à voir son fils. Les militants dénoncent une violation des droits des mineurs lors de cette interpellation. C'est ce qu'a rapporté Kateryna Tchepura, une militante du mouvement Vidsitch (Résistance). D'après elle, le conflit concernant l'abattage dure depuis plusieurs jours. La veille, les riverains se sont mobilisés en masse pour protéger l'espace vert et ont bloqué les travaux. Durant la journée, les ouvriers n'ont réussi à abattre que deux chênes, car les gens se sont interposés devant les engins, se sont assis près des arbres et ont empêché la poursuite de l'abattage. Le lendemain matin, raconte Tchepura, la zone était entourée d'une clôture de chantier, et des dizaines de personnes vêtues de noir avec des



chevrons de police sont arrivées sur les lieux. «J'ai été tout simplement rouée de coups par deux hommes et emmenée hors du territoire. J'ai des ecchymoses et des égratignures aux mains. Nous avons appelé la police, mais ils ne sont pas venus», a-t-elle déclaré.

10 AOÛT

Kyiv : l'abattage des arbres suspendu

À Kyiv, la construction d'un réseau de chauffage d'appoint pour les quartiers résidentiels de Teremky-1 et Teremky-2 a été temporairement interrompue. Des échanges sont maintenus avec les riverains, qui protestent contre l'abattage d'arbres dans le parc situé à proximité du chantier. Le 10 août, lors d'un point de presse, cette information a été annoncée par le premier chef adjoint par intérim de l'administration municipale de Kyiv, Petro Panteleyev. Mais les militants insistent : cette accalmie temporaire n'est pas une victoire pour protéger la zone verte.

16 AOÛT

Patrimoine culturel détruit

À la fin du mois de juillet 2026, en raison de la guerre russo-ukrainienne, 1 990 monuments du patrimoine culturel et 2 625 infrastructures culturelles ont été endommagés ou détruits en Ukraine. Au cours du seul mois dernier, 90 sites sont venus s'ajouter à cette liste. Le ministère de la culture souligne une tendance à multiplier les frappes sur des bâtiments déjà endommagés. Au cours du dernier mois, c'est dans les régions de Soumy, de Dnipropetrovsk, de Zaporijjia et

de Tchernihiv que les dégâts les plus importants ont été enregistrés. Par ailleurs, les combats et les bombardements ont également endommagé : 906 bibliothèques (dont 228 détruites); 196 établissements d'enseignement artistique (dont 25 détruits); 141 musées et galeries (dont 20 détruits); 56 théâtres, cinémas et salles de concert (dont 4 détruits); 13 parcs et zoos (dont 2 détruits); 9 réserves naturelles, 3 cirques et un studio de cinéma à Kyiv. Le ministère ukrainien de la culture précise que ces données ne sont pas définitives.

15 AOÛT

Odessa: salon de coiffure social rrom

Un salon de coiffure social a ouvert ses portes à Odessa. Les femmes issues de milieux défavorisés pourront y bénéficier de services de coiffure gratuits, et les femmes rroms pourront s'y former. Cette initiative a été lancée par un groupe de femmes rroms dans le cadre du projet «Le choix des femmes». L'idée de créer un tel espace est venue de Margarita, coiffeuse expérimentée. Selon elle, lorsqu'elle cherchait un emploi dans sa spécialité, elle s'est heurtée à de nombreux refus en raison de son identité rrom. Elle a donc souhaité créer un lieu où les femmes rroms pourraient non seulement bénéficier de services, mais aussi se former gratuitement au métier et, plus tard, en tirer un revenu. Le paiement est libre, le salon propose non seulement des services de coiffure, mais il constitue également un important lieu de socialisation et d'épanouissement personnel pour les femmes de la communauté rrom. Toujours

dans la région d'Odessa, en avril dernier une laverie sociale a été ouverte à Nerubayskoye, dans le cadre d'une initiative municipale. Les femmes rroms pourront l'utiliser gratuitement. L'espace était équipé de trois machines à laver, de trois sèche-linge et de produits d'hygiène. Les femmes rroms ont immédiatement apprécié ce nouveau service. Il est prévu qu'à l'avenir, cet espace soit utilisé pour fournir d'autres services aux résidents locaux, notamment des consultations sur des questions juridiques et de protection sociale.

17 AOÛT

Kyiv: tous les livres ont brûlé

Suite aux bombardements russes sur Kyiv le 16 août, les bureaux des maisons d'édition Nach Format et Laboratory, situés près de la station de métro Potchaïna, ont été endommagés. Par ailleurs les frappes ont provoqué un incendie au marché aux livres Petrovka. C'est ce qu'a rapporté Yulia Orlova de la maison d'édition Vivat. «Le marché du livre de Petrovka est terminé. Toute une époque s'achève», a-t-elle écrit sur Facebook. Le marché du livre Petrovka a été fondé le 1^{er} mars 1997. Il est devenu l'un des plus grands marchés du livre d'Ukraine et un lieu incontournable pour les amoureux des livres à Kyiv. Le marché comptait des centaines de points de vente et proposait des ouvrages de plus de 120 éditeurs. Dans un message aux éditeurs victimes des attaques russes les éditions Syllepse dénoncent «ces attentats [qui] s'inscrivent dans la politique délibérée de la Russie impérialiste de destruction de la culture ukrainienne. Notre

maison d'édition à Paris (France) exprime sa ferme condamnation de ce génocide culturel. Nous vous exprimons notre totale solidarité dans les douloureuses épreuves que vous traversez.»

Manuels scolaires

À la veille de la rentrée scolaire, l'Ukraine est confrontée à un problème d'approvisionnement en manuels scolaires. Des frappes russes contre des imprimeries et des entrepôts logistiques ont détruit plus d'un million de manuels scolaires destinés aux établissements d'enseignement. Les pertes les plus importantes ont concerné les manuels scolaires de 4^e et de 9^e année. En particulier, à la suite de la frappe contre l'imprimerie Konvi de Kyiv, plus de 260 000 manuels déjà imprimés pour les élèves de 9^e année et environ 150 000 manuels pour la 4^e année, qui étaient en cours de production, ont été détruits. Une «bourse» d'échange s'organise dans certaines villes. Par exemple à Poltava les écoles échangent des manuels scolaires. «Des classes sont entièrement approvisionnées en littérature grâce à l'échange de manuels scolaires entre les établissements. Il existe une tradition : toutes les écoles de Poltava se coordonnent et s'entraident, en distribuant et en échangeant des manuels supplémentaires», explique le directeur d'un lycée.

20 AOÛT

Lobby de chasseurs

Un groupe de 43 députés, dont Oleh Bondarenko, président de la commission de la

politique environnementale, a déposé à la Verkhovna Rada un projet de loi «sur la gestion cynégétique, la chasse et l'exploitation durable». Ce texte porte notamment sur l'utilisation de drones et de caméras thermiques pendant la chasse, la chasse aux espèces protégées comme le lynx, l'introduction de la notion d'«espèces indésirables pour la chasse», l'abattage des chiens domestiques et l'autorisation de chasser pendant la période de repos cynégétique. Le Fonds mondial pour la nature en Ukraine (WWF-Ukraine) exige le retrait du projet de loi, car il accroît les risques pour la faune sauvage et n'est pas conforme à la législation européenne en la matière. Une pétition demandant son retrait a également été publiée sur le site web de la Verkhovna Rada.

23 AOÛT

Étudiant·es à la rue

Des étudiant·es de l'Université nationale de Tchernivtsi ont été expulsé·es sans motif de leurs résidences universitaires. Ce n'est qu'au cours de la deuxième quinzaine d'août que des dizaines d'étudiant·es de la faculté de lettres ont appris qu'ils et elles avaient été privé·es de leur place en résidence universitaire pour la durée de leurs études. De plus, les conditions de vie dans la résidence universitaire ne sont pas adéquates : insalubrité et présence de cafards, absence d'eau chaude et de chauffage. Lors de l'évacuation pour les vacances d'été, les étudiant·es ont été contraint·es d'effectuer des «travaux de rafraîchissement» dans la résidence et menacé·es d'expulsion en cas de refus. Et



aujourd'hui, on s'apprête à expulser ces mêmes étudiant·es.

Syndicat étudiant Priama Diiaa

26 AOÛT

Infirmières à la campagne

Parmi les infirmières ukrainiennes, il y a les infirmières à la campagne qui se déplacent de village en village auprès des patient·es. Outre les risques de se faire tuer par un drone FPV russe sur les routes, leurs déplacements sont épuisants. Le centre de santé de Korosten (oblast de Jytomir) a décidé de les équiper de vélos électriques. «Les infirmières en milieu rural parcourent chaque jour des dizaines de kilomètres pour se rendre auprès des patients dans les coins les plus reculés de la commune. Désormais, ces déplacements seront nettement plus faciles et les soins seront prodigués plus rapidement ! Respect de l'environnement et économies : un moyen de transport sans aucune émission et aux coûts d'entretien minime», explique ce centre de santé qui, quoique dans un pays en guerre, cultive une fibre écologique. Le syndicat des infirmières Soyez comme nous sommes a salué cette initiative.

29 AOÛT

Pompiers ukrainiens en Gironde

Mykola Muchynsky, âgé de 19 ans et originaire de Kolomyia, dans la région d'Ivano-Frankivsk, a combattu pendant deux semaines, du 31 juillet au 15 août, aux côtés d'autres pompiers ukrainiens, des feux de forêt et de tourbière dans

le département de la Gironde, en France. Il raconte avoir acquis une nouvelle expérience lors de ce voyage et avoir reçu de nombreux remerciements de la part des habitant·es locaux. «Les habitant·es venaient vers nous, nous demandaient comment nous allions, nous apportaient de l'eau, toutes sortes de friandises, de quoi manger. Ils nous remerciaient chaleureusement. Lorsque nous quittions les lieux d'incendie, de très nombreuses personnes nous remerciaient également et klaxonnaient», se souvient Mykola Mouchynskyi. Les pompiers ukrainiens ont expliqué à leurs homologues français et aux journalistes comment ils travaillent en temps de guerre. Cela a permis à certains d'entre eux de mieux comprendre ce à quoi les Ukrainien·nes sont confronté·es au quotidien.

1^{ER} SEPTEMBRE

Rentrée scolaire au son des alarmes

À Kyiv les cours dans les écoles ont débuté dans des abris et à distance, l'alerte aérienne étant maintenue toute la matinée. Dans la ville d'Odessa, l'ouverture officielle de l'année scolaire pour les écoliers a eu lieu dans des conditions difficiles. Les cours ont débuté dans des abris. Dans la communauté de Terechkivska, une cérémonie solennelle a été organisée à l'occasion de la rentrée scolaire des élèves de CP et de 11^e. Pour eux, la première sonnerie de début des cours a retenti dans un abri, en raison des mesures de sécurité. À Kharkiv, trois écoles ont fait leur rentrée scolaire dans un nouvel abri. Cet espace éducatif souterrain, situé dans le quartier de Slobidskyi, est conçu pour accueillir

720 enfants. Pour ces élèves, c'était la première rentrée scolaire depuis plusieurs années où ils ont pu rencontrer leurs camarades et leurs professeurs en personne, précédemment les cours étaient donnés en ligne.

2 SEPTEMBRE

Manif étudiante

Les étudiant·es de l'Université nationale de Tchernihiv sont descendu·es dans la rue pour manifester. Les résident·es des résidences universitaires se sont rassemblé·es pour protester contre la surpopulation des chambres et l'hébergement d'un plus grand nombre de personnes dans des chambres à deux ou trois lits. Elles et ils invoquent des conditions de vie inconfortables, ainsi que des problèmes de sécurité. Notamment, l'absence d'abris adéquats, qui ne peuvent pas accueillir un grand nombre de personnes



4 000 mineurs sur le front soutenus par leur syndicat

L'Association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPGU) du Donbass occidental et les sections locales de la NPGU, actives dans les mines et les unités de production auxiliaires de la SA DTEK Pavlogradvugillya, apportent un soutien constant à leurs collègues, dont près de quatre mille défendent actuellement le pays contre l'invasion russe, ainsi qu'aux unités militaires au sein desquelles ils servent. Ils n'oublient pas non plus d'aider les proches des salariés de l'entreprise qui se trouvent actuellement au front, et répondent rapidement et

activement à leurs demandes et à leurs besoins. Grâce aux efforts conjoints des équipes de travail et des sections locales du NPGU, des fonds ont été collectés, du matériel indispensable a été acheté et acheminé vers le front. De même, les équipes de mineurs du Donbass occidental fournissent régulièrement aux militaires sur le front du bois destiné à la construction et au renforcement des abris et autres ouvrages de protection.

Confédération syndicale KVPU

8 SEPTEMBRE

Droit à mutation

Le Syndicat panukrainien des combattants, des militaires et des anciens combattants, membre de la centrale syndicale KVPU défend «le droit des militaires d'exiger l'examen de leur demande à mutation». «La discipline militaire et la subordination au commandement ne signifient pas qu'un militaire doive obtenir une "autorisation" verbale pour le simple fait de déposer une demande. En d'autres termes, la bureaucratie ne peut servir de prétexte pour empêcher l'examen de cette demande. Les droits des militaires ne doivent pas être applicables uniquement lorsque le commandant les approuve», explique le syndicat. Le syndicat estime qu'il est fondamental que la procédure de mutation soit transparente, documentée et prévisible. «Nous ne remettons pas en cause le principe de la hiérarchie, ni la discipline militaire. Mais une hiérarchie ne signifie pas l'absence de contrôle. Si un militaire dépose une demande de mutation,

celle-ci doit être acceptée, enregistrée et examinée selon la procédure établie» conclut-il.

9 SEPTEMBRE

Maire révoquée

Pour la première fois en Ukraine, une maire a été révoquée par les habitants. Depuis le 8 septembre, Iryna Pletnyova, qui présidait le conseil municipal d'Ouman depuis 2020, n'est plus considérée comme maire de la ville. Cette décision a été prise après une consultation publique auprès des habitants et la vérification des votes par la commission électorale territoriale, conformément à la loi. La procédure a débuté le 26 juillet par une assemblée populaire, à l'issue de laquelle du 29 juillet au 17 août, un collectif a recueilli 6 710 signatures auprès des habitants d'Ouman et les a transmises à la commission électorale territoriale pour examen. Il s'agit d'une première dans l'histoire de l'Ukraine indépendante. Après la destitution de la maire, ses fonctions devraient être assurées par le secrétaire du conseil municipal.

12 SEPTEMBRE

L'Ukraine a besoin d'un procureur général professionnel et non d'une personne nommée pour des raisons politiques

Les récents scandales de corruption et les défaillances systémiques dans le domaine de l'application de la loi nous amènent à une conclusion simple : le poste de procureur général n'est pas un terrain d'expérimentation politique.

La Constitution stipule que le procureur général est nommé et révoqué par le Président, avec l'accord de la Verkhovna Rada. Par conséquent, tant le Président que le Parlement sont responsables de la qualité de ce choix de nomination. L'expérience de ces dernières années a montré le danger de nommer à ce poste des personnes ne disposant pas d'une expérience suffisante en matière de poursuite et de gestion : il s'agissait aussi bien de membres des forces de l'ordre, d'avocats, de juristes, voire de personnes sans formation juridique, et toutes ont fait l'objet de vives critiques. [...]

Le futur procureur général doit se soumettre à une vérification complète sur les plans professionnel, des antécédents et de la sécurité – tant publique que confidentielle – afin que la société se voie dotée d'un chef du parquet à qui l'on puisse confier l'État.

Nous n'avons pas besoin d'une énième simula-cre de lutte contre la corruption, de réformes fragmentaires et de beaux rapports.

Le critère principal de l'action du procureur général est l'état de l'État de droit dans le pays. [...] Car l'Ukraine, pour laquelle nos défenseurs se battent et donnent leur vie, ne mérite pas un parquet complaisant.

[Syndicat panukrainien des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants](#)

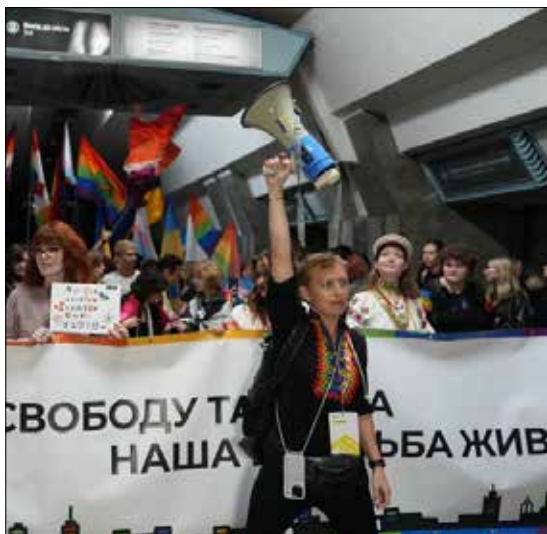
Kharkiv Pride

En raison du contexte sécuritaire, elle s'est déroulée pour partie dans une station de métro. Les manifestant-es brandissaient des pancartes où l'on pouvait lire : «Je défends la liberté», «Je

veux l'égalité des droits», «Notre combat pour la liberté et les droits continue», «L'amour ne peut être une maladie». Ensuite, les manifestant-es sont parti-es du quai de la station Derjprom, ont emprunté un passage souterrain pour rejoindre la station Universitet, puis se sont dirigé-es vers la place Svobody et le bâtiment de l'administration régionale de Kharkiv.



Photo DR.



Environ 200 personnes ont marché 500 mètres au centre de Kharkiv pour des droits égaux et une véritable protection pour les personnes LGBTQ+. Parmi les participants, il y avait des personnes LGBTQ+, des alliés-es, des activistes, des militaires et des vétérans: «Nous avons dévoilé une bannière de 28 mètres avec nos amendements au nouveau Code civil. Nous avons rappelé les attaques contre les personnes

LGBTQ+, les événements de fierté, et les actes de haine que l'État ignore», ajoute l'association.

Sur la place de la Liberté, environ 35 militants d'extrême droite se sont rassemblés et ont brûlé un drapeau arc-en-ciel.

13 SEPTEMBRE 2026

Lviv : pour un espace étudiant autogéré

En nous promenant sur le site universitaire, nous avons examiné attentivement le bâtiment de l'ancienne cantine et avons remarqué qu'il était en assez bon état. Le bâtiment n'a pas été saccagé, et les fenêtres sont même restées intactes. Seul bémol: des tables dispersées dans la pièce.

C'est alors qu'une idée nous est venue: pourquoi ne pas rénover ce bâtiment? Nous avons rapidement compris que les tracasseries administratives et les tentatives pour obliger l'administration à agir s'éterniseraient, tout comme lors des campagnes précédentes. Alors pourquoi ne pas prendre les choses en main?

Avec les étudiants et les associations bénévoles, on pourrait rénover ces locaux et y créer un espace créatif coopératif géré par la base. À l'intérieur, on pourrait installer une buvette, tandis que le reste de l'espace pourrait être consacré à une zone étudiante libre: un atelier, une salle de projection, un espace d'étude et des locaux pour les étudiants qui n'ont pas obtenu de place en résidence universitaire (où ils pourraient passer la nuit pendant un certain temps). Ce travail collectif contribuerait notamment à établir une communication solide entre les étudiants des différentes facultés.



Certes, l'idée est assez ambitieuse et, à première vue, peut sembler utopique. Mais elle est tout à fait réaliste : l'Ukraine dispose déjà d'une expérience réussie en matière de création de squats et d'espaces communs auto-organisés.

Pour l'instant, ce n'est qu'une idée ; c'est pourquoi nous aimerions connaître votre avis : que pensez-vous de cette «utopie»? Avons-nous besoin d'un tel espace ?

[Priama Diia](#)

DONETSK OCCUPÉ

Grève des mineurs

Les mineurs se préparent à une grève massive en raison d'arriérés de salaires. Alexander Vaskovsky, coprésident du Syndicat indépendant des mineurs, a déclaré que le syndicat prévoit d'organiser le dépôt simultané de préavis de grève dans plusieurs mines à partir du 18 septembre, date qui coïncide avec les élections à la Douma d'État en Russie. Selon les mineurs eux-mêmes, les arriérés de paiement s'élèvent à quatre à sept mois.

Ces retards de paiement surviennent dans un contexte de crise généralisée de l'industrie charbonnière russe, déclenchée par les sanctions imposées après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Fin 2025, l'industrie charbonnière a enregistré une perte nette record de 408 milliards de roubles, contre 112,6 milliards l'année précédente.

SOLIDARITÉ
INTERNATIONALISTE

La protection temporaire ne saurait être restreinte !

Luiza¹

Dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine, l'Union européenne activait le 4 mars 2022 le mécanisme de Protection temporaire mis en place en 2001, en cas d'afflux massif de personnes déplacées, pour la première fois pour les personnes en provenance d'Ukraine. Cette protection prévoyait un droit au séjour, à l'emploi, aux études et à la santé. Les populations concernées étaient les Ukrainien·nes qui vivaient en Ukraine au moment de l'attaque et les non-Ukrainien·nes détenteur·trices d'un titre de long séjour en Ukraine. Des gouvernements, très rares, ont octroyé à titre dérogatoire la protection temporaire à des résidents en Ukraine détenteurs de titres de court séjour (Espagne, Pays-Bas), dérogation sur laquelle ils peuvent revenir à tout moment. Les modalités d'application restaient à la merci des moyens mis en place au niveau national dans chaque pays, en d'autres termes des enveloppes budgétaires. Les dispositifs nationaux en matière d'hébergement et d'aides sociales se sont drastiquement réduits dans presque tous les pays d'accueil.

Cette protection a été prorogée chaque année par le Conseil de l'Union européenne et assortie en septembre 2025 d'incitations à la transition vers d'autres statuts. Il s'agit

essentiellement de régularisations par le travail ou la vie familiale. Les bénéficiaires de la Protection temporaire étaient plus de 4,4 millions en juin 2026, inégalement répartis dans les pays de l'UE et sont ukrainien·nes à 98 %.

Un mécanisme prorogé mais restreint

Le 30 juillet 2026, le Conseil de l'Union européenne a pris la décision de proroger jusqu'au 4 mars 2028 la protection temporaire, et pour la première fois, de restreindre le bénéfice de la protection temporaire pour un sous-ensemble spécifique de nouveaux arrivants. La protection temporaire «ne devrait être accordée qu'aux personnes qui peuvent fournir aux autorités nationales des États membres la preuve qu'elles sont, le cas échéant, en règle avec leurs obligations militaires».

Dans ce contexte, le franchissement légal de la frontière depuis le territoire ukrainien ou un cachet de sortie apposé sur le passeport constitueraient une preuve de cette autorisation. Dans les cas où la légalité du départ ne peut pas être confirmée, afin de bénéficier de la protection temporaire, la personne concernée devrait être tenue de présenter aux autorités des États membres un document officiel facilement vérifiable, sur support papier ou sous forme électronique, par exemple dans l'application Reserv+, de nature à confirmer qu'elle est exemptée de ses obligations militaires ou en règle avec celles-ci. La charge de la preuve incombe à la personne qui demande la protection temporaire.

1. Luiza est membre du Comité français du RESU. 5 août 2026



Communiqué du Comité français du RESU

PAS DE RESTRICTIONS À LA PROTECTION TEMPORAIRE !

Le Conseil de l'Europe a pris la décision de prolonger jusqu'au 4 mars 2028 la protection temporaire, mise en place en mars 2022, destinée à donner droit au séjour, à l'emploi, aux études, à un hébergement, à des soins aux populations déplacées d'Ukraine, depuis l'invasion russe.

Le Comité français du RESU accueille avec soulagement cette décision de prolongation, mais en même temps, il exprime sa stupeur et son inquiétude de voir une catégorie de personnes exclues, à compter du 5 août 2026, du bénéfice de cette protection, à savoir les personnes arrivant d'Ukraine après cette date et qui ne seraient pas à jour de leurs obligations militaires en Ukraine. Nous sommes également inquiètes et inquiets de voir une première restriction mordre ce statut déjà fragile.

Le Comité français du RESU note que cette restriction relève d'une discrimination de nationalité et de genre, puisqu'elle vise les seuls hommes ukrainiens. Cette restriction pénalise la liberté de conscience puisqu'elle interdit à des hommes de faire défaut dans les rangs ukrainiens. Cette restriction est aussi en contradiction flagrante avec le droit des personnes à vivre en famille puisqu'elle va empêcher des hommes de rejoindre leurs conjointes et /ou leurs enfants résidant en Europe.

Enfin, cette restriction crée un grave précédent car on ne voit pas ce qui empêcherait demain le Conseil de restreindre encore le droit à la protection temporaire et d'en priver d'autres catégories de population.

Cette restriction, dans le droit fil de la surenchère anti-immigration au niveau européen, est une atteinte de plus à la liberté d'installation et de circulation.

Le Comité français du RESU, qui lutte pour la victoire de l'Ukraine, qui soutient la résistance armée et non armée et les forces combattantes d'Ukraine, civiles ou militaires, masculines ou féminines, volontaires ou non, exige le retrait de cette restriction.

Paris, le 7 août 2026

Cette exclusion, décidée dans la foulée de contacts avec les autorités ukrainiennes, a pris effet le 5 août 2026 et n'est pas rétroactive. En d'autres termes, elle ne concerne pas les personnes ayant déjà obtenu la protection temporaire.

Cette décision ne relève pas d'une volonté exprimée à la base et n'est aucunement une revendication, que ce soit au niveau des mobilisations en Ukraine ou dans les pays membres de l'UE.

Une problématique juridique

Elle pose, a priori, une série d'interrogations, tant au niveau juridique que sur celui de la défense des droits humains. Il appartiendra vraisemblablement aux juristes de décider si le Conseil avait le droit de revenir sur ce texte. En d'autres termes, la directive sur la protection temporaire accorde-t-elle au Conseil le pouvoir de limiter son champ d'action quatre ans après son activation ? Le texte de la directive de 2001 reste muet sur la question de savoir si le champ d'application de la protection temporaire peut être modifié (soit pour la restreindre, soit pour l'élargir) après l'activation de la protection temporaire. Et s'il en avait le droit, cela constituerait un précédent inquiétant. On voit mal ce qui empêcherait à l'avenir le Conseil de priver de la protection temporaire d'autres catégories de populations, à l'instar de ce qui se pratique hors Union européenne, comme en Suisse, où le statut S ne concerne que les personnes venant de certaines régions d'Ukraine.

Discrimination de genre et de nationalité

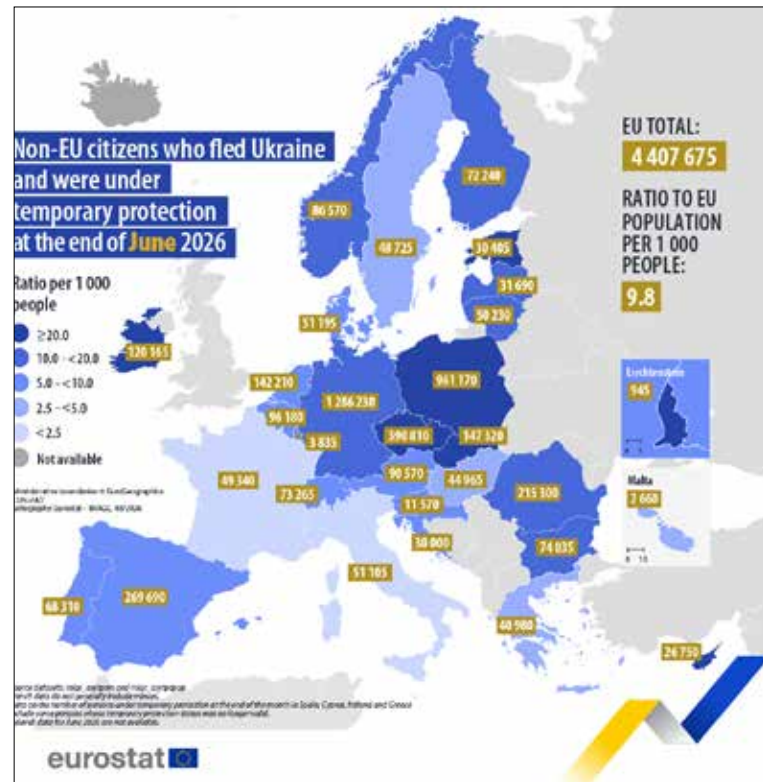
Au niveau des droits humains, et même si cette décision précise qu'elle «respecte les droits fondamentaux et respecte les principes reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne», elle relève d'une discrimination de nationalité et de genre, puisqu'elle vise les seuls hommes ukrainiens. Or, l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux interdit strictement toute forme de discrimination fondée sur le sexe ou la nationalité, cet article est renforcé par l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui interdit la discrimination fondée sur le sexe. Accessoirement, cette différence de traitement créera un fossé entre les hommes arrivés avant ou après le 5 août 2026.

Pénalisation de la liberté de conscience

Elle pénalise la liberté de conscience puisqu'elle interdit à ces derniers de faire défaut dans les rangs ukrainiens. La charte européenne prévoit au sujet de l'objection de conscience (mais ne concerne pas la désertion): «Le droit à l'objection de conscience est reconnu selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.»

Atteinte à la vie de famille

Enfin, cette restriction est aussi en contradiction flagrante avec le droit des personnes à vivre en famille puisqu'elle va empêcher des hommes de rejoindre leurs conjointes et / ou leurs enfants résidant en Europe. Or, les membres de la famille des personnes bénéficiant d'une protection temporaire sont des



ayants droit à une protection temporaire, selon la décision de 2022. Et on sait que la majorité des bénéficiaires de la PT sont actuellement des femmes ukrainiennes seules et des enfants. Si un primo-arrivant, un homme entre 18 et 60 ans quitte l'Ukraine pour rejoindre des membres de sa famille qui ont obtenu protection temporaire dans l'UE depuis 2022, son exclusion serait automatique et porterait atteinte au droit à la vie familiale et aux obligations prévues par la directive de 2022. À l'inverse, l'admettre tout en excluant les hommes célibataires dans des circonstances identiques introduirait de graves problèmes de traitement différentiel et de discrimination comme nous l'avons dit plus haut.



En conclusion, décidée par en haut, cette restriction s'inscrit dans le droit fil de la surenchère anti-immigration au niveau européen et est une atteinte de plus à la liberté d'installation et de circulation.

S'il est encore trop tôt pour imaginer les effets délétères qu'elle entraînera, on peut d'ores et déjà redouter qu'elle jette l'opprobre sur les hommes ukrainiens déjà présents et bénéficiaires de la protection en Europe et dont la présence loin du front fera l'objet de commentaires peu avenants, à titre d'exemple. Si on ne connaît pas non plus ses modalités et conditions d'application, on peut supposer sans difficulté qu'elle fournira de nouveaux mobiles de corruption pour obtenir des dérogations aux obligations militaires ou encore à la sortie du territoire.

Et quand bien même ces primo-arrivants exclus de la protection temporaire demanderaient l'asile, ils se heurteraient à l'absence de ce droit

dans un certain nombre de pays qui ont suspendu l'étude des demandes d'asile ukrainiennes. Et dans les pays où cette possibilité existe encore, il convient de se rappeler, d'une part que le simple fait de se soustraire aux obligations militaires n'est pas suffisant en soi pour obtenir le statut de réfugié – encore faut-il justifier ses craintes de persécutions graves –, et d'autre part, que certains pays n'attribuent de protection subsidiaire qu'aux personnes originaires des oblasts de l'Est et du Sud de l'Ukraine. Rappelons que le taux d'attribution de protection internationale était de 45 % en mai 2026 (chiffres au niveau de l'Europe). Les autres risquent la reconduite à la frontière.

Si nous soutenons la résistance ukrainienne, au niveau militaire également, et que nous comprenons les besoins de conscription, celle-ci doit se faire sur la base de l'adhésion et du libre consentement, de l'engagement, masculin et féminin, décidé par les intéressé·es et non contraint par leurs gouvernants, et encore moins par les gouvernements européens ! (voir le communiqué du RESU).

Ce n'est qu'ainsi que l'Ukraine pourra poursuivre la résistance qui lui a permis de mettre en échec l'invasion russe depuis février 2022.

Notre aide au système de santé ukrainien

Hevé Vuillon¹

En février dernier, les bombardements russes visaient principalement le réseau d'énergie (centrales électriques, lignes à haute tension, transformateurs...) et les services publics (réseau ferré, hôpitaux...). Une catastrophe en plein hiver exceptionnellement froid cette année avec des températures descendant à -40°C. L'objectif était clair: démoraliser les Ukrainiens résistant depuis plus de quatre ans de guerre.

Le syndicat d'infirmières et de personnel médical Soyez comme nous sommes a lancé un appel pour des générateurs destinés à fournir de l'électricité dans les services des hôpitaux lors des coupures.

Le RESU-France a décidé de répondre à cet appel en recueillant la signature d'une trentaine de parrains (médecins, infirmières, sage-femmes,...). Des tracts ont été diffusés dans les initiatives de solidarité avec l'Ukraine et aux portes de nombreux hôpitaux parisiens.

Au total, 8000 euros ont été collectés et envoyés à Soyez comme nous sommes. La campagne a reçu le soutien d'organisations de la fédération SUD Santé-sociaux (Solidaires) et de ses syndicats de Haute-Garonne et du Calvados, du syndicat CGT de la BNF, du comité belge du

RESU, du NPA-l'Anticapitaliste. Et de plus de 70 donatrices et donateurs.

Dès le mois de mars, plusieurs envois ont permis l'achat d'un premier générateur. Puis, avec la fin des plus grands froids et la mobilisation pour la remise en état du réseau électrique, la priorité s'est portée sur la maintenance et l'alimentation des groupes électrogènes. Nous avons échangé à ce sujet avec Oksana Slobodiana, présidente de Soyez comme nous sommes et Ioulia Lipitch, membre du conseil du syndicat, lors d'une rencontre en visio à laquelle étaient invités les parrains et les donateurs. Les fonds envoyés pouvaient être utilisés pour la fourniture de carburant, par convention avec la direction de l'hôpital de Kolomyia.

Mais nos moyens limités ne permettaient pas d'apporter une aide significative au fonctionnement du groupe électrogène de Kolomyia. C'est pourquoi nous avons estimé, avec notre partenaire syndical, que l'aide destinée au système de santé pourrait être utilisée pour du matériel et des produits nécessaires aux soins.

Voici le compte rendu que nous a envoyé Soyez comme nous sommes avec tous les documents comptables.

Rapport sur l'utilisation de l'aide humanitaire

- Organisation : Soyez comme nous sommes (MedRukh)
- Donateur: Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU-France)
- Période : année 2026

1. Hervé Vuillon est membre du Comité français du RESU et du NPA-A.

- Montant total du financement: 400 000 UAH (8 000 euros)

En 2026, Soyez comme nous sommes a reçu sur son compte officiel une aide humanitaire du comité Français d'un montant de 400 000 UAH (8 000 euros). Tous les fonds ont été transférés exclusivement par virement bancaire et répartis conformément aux besoins urgents du secteur médical et aux demandes des membres de «Soyez comme nous sommes».

Les bénéficiaires et la répartition des fonds sont présentés ci-dessous :

1. Indépendance énergétique de l'hôpital central de district de Kolomyia: 200 000 UAH (4 000 euros)



L'hôpital central de district de Kolomyia est un établissement médical clé de la région, qui fournit des soins médicaux hospitaliers

« Dans les moments difficiles, il est particulièrement précieux de savoir que nous ne sommes pas seules. Lorsque l'aide provient de personnes qui soutiennent sincèrement l'Ukraine, elle apporte non seulement le soutien nécessaire, mais aussi l'espoir en la bonté et l'humanité.

Je remercie sincèrement Soyez comme nous sommes, les médecins français et tous les amis français de l'Ukraine pour leur sollicitude, leur soutien et leur solidarité envers les médecins ukrainiens.

Que le bien que vous faites, vous soit rendu au centuple.

Je souhaite à tous paix, santé, prospérité et la bénédiction de Dieu.

Avec respect et sincère gratitude ! »

Larisa Prindilas, infirmière à Khmelnytskyi



spécialisés et hautement spécialisés. C'est ici que sont hospitalisés les patients dans des états critiques (notamment après des AVC et des infarctus), et que sont assurées les procédures vitales d'hémodialyse.

Dans des conditions de pannes d'électricité périodiques, le fonctionnement stable de l'établissement a été menacé. Pour résoudre ce problème, les fonds ont été orientés vers :

- 150 000 UAH (3 000 euros): achat de carburant pour assurer le fonctionnement ininterrompu du puissant générateur de l'hôpital. Cela a permis de garantir le travail permanent des blocs opératoires, des salles de soins intensifs et de réanimation.
- 50 000 UAH (1 000 euros): Acquisition d'un générateur de secours supplémentaire de moindre puissance pour assurer l'autonomie de certains services critiques de l'hôpital.

2. Aide médicale ciblée et réadaptation: 200 000 UAH (4 000 euros)

Une partie du financement a été orientée vers l'achat de médicaments et le paiement de traitements pour les membres de Soyez comme nous sommes qui se trouvaient dans une situation difficile. Grâce au soutien des collègues français, nous avons pu répondre aux besoins de onze personnes ayant déposé des demandes :

Programmes de réadaptation (2 personnes):

- Un traitement de récupération pour un patient après un AVC (accident vasculaire cérébral).
- La réadaptation d'un enfant présentant un retard de développement psychomoteur.

« Nous vous en sommes sincèrement reconnaissantes

Cette boîte ne contient pas seulement des médicaments.

Elle renferme de l'attention, de l'humanité, du soutien, ainsi que la certitude que l'on pense à nous et que nous ne sommes pas seules.

Je remercie du fond du cœur les soignants français et tous les amis français de l'Ukraine pour leur soutien et Soyez comme nous sommes.

Que le bien que vous faites, vous soit rendu.

Bonne santé, paix et protection divine à chacun et chacune d'entre vous. »

Galina Suslo (infirmière depuis 33 ans à l'hôpital d'Oukraïna, région de Kyiv)



Approvisionnement ciblé en médicaments (7 personnes):

- 3 personnes: suivi médicamenteux post-opératoire ;
- 1 personne: fourniture de médicaments vitaux pour le diabète ;
- 1 personne: soutien et thérapie après un traitement oncologique ;
- 1 personne: médicaments pour une patiente sous hémodialyse permanente ;
- 1 personne: aide personnalisée en médicaments selon des indications médicales individuelles.

Deux colis d'aide - des médicaments - ont été achetés pour les médecins travaillant dans des établissements civils dans les zones de combats (villes de Zaporijjia et de Kharkiv).

Toutes les opérations financières ont été réalisées de manière transparente, exclusivement

par virement bancaire. Pour confirmer l'utilisation ciblée des fonds, tous les documents officiels nécessaires sont disponibles :

Les membres de Soyez comme nous sommes, le personnel de l'hôpital et les patients expriment leur immense gratitude au Comité français pour ce soutien inestimable et opportun. Votre contribution, ce ne sont pas simplement des chiffres dans un rapport, ce sont des vies sauvées, la sécurité des hôpitaux assurée et un espoir pour les personnes qui se battent pour leur santé en cette période difficile. Merci pour votre solidarité !

Avec respect,

Lviv, 10 juillet 2026

Oksana Slobodyana, présidente du conseil de Soyez comme nous sommes.

« Je remercie sincèrement les amis français de l'Ukraine pour avoir apporté une aide médicale aussi opportune.

Un grand merci pour leurs efforts et pour avoir apporté cette aide à ceux qui en ont besoin.

Je souhaite à tous la paix et la santé.

Avec respect et sincère gratitude. »

Olga Kolmikova, infirmière en zone de combat



LES RUSSES CONTRE

Azat Miftakhov est parmi nous

Bernard Randé¹

Le Tatarstan est une République de la Fédération de Russie, dont la capitale, Kazan, est située à peu près à la même latitude que Moscou. C'est là qu'est né, voici trente-trois ans, Azat Miftakhov.

Aujourd'hui, Azat Miftakhov est emprisonné à Kharp, sur le cercle polaire, en Sibérie.

Les Tatars de Crimée ont été déportés sous Staline. Peuple d'exil.

La Sibérie, et notamment la Sibérie septentrionale, a été de longue date une terre de relégation.

Azat, en tatar, signifie «libre». Et il est bien vrai qu'entre exil et relégation, Azat Miftakhov a déployé son prénom comme un drapeau.

Une jeunesse russe

Le jeune Azat Miftakhov, né le 22 mars 1993 à Nijnekamsk, a montré des dons rares pour les mathématiques, qui lui ont valu d'être primé dans une de ces compétitions où les adolescents ne luttent pas tant entre eux qu'avec eux-mêmes, pour accroître leurs capacités intellectuelles. Le journal *El País* du 22 mars 2026 a consacré un long article au débat qu'a entraîné

l'annonce par des sociétés d'intelligence artificielle de résultats que ces dernières auraient obtenues en traitant les questions posées aux candidats des Olympiades internationales de mathématiques de 2025. À cette occasion, la journaliste interroge des candidats; ils expriment tous leur amour de la beauté des mathématiques, leurs vérités absolues et leur liberté créative. Un de ces candidats, Miguel, dit que «lorsqu'il s'attaque à un problème de mathématiques durant huit heures pour finalement le résoudre, il ressent une joie indicible». Et il ajoute : «*Y en el momento en que no pueda sentir eso, será el día que me muera*².»

Azat poursuit ses études à Moscou, à l'Université d'État Lomonossov, où il entre en 2009 et dont il est diplômé en 2015. Poutine, à ce moment, a accru son emprise sur la Russie. La guerre russo-géorgienne de 2008 a déjà eu lieu, sous la présidence formelle de Medvedev, et c'est à présent au tour de la Crimée d'être annexée par la Russie. La société civile russe est cependant encore bien vivante.

Dans la grande tradition russe, Azat se rapproche des mouvements anarchistes. Souvent peu structurés, ceux-ci sont l'expression d'une révolte contre l'autoritarisme de l'État et ont une composante sociale très nette. C'est ainsi qu'Azat participe à la création d'un syndicat étudiant (il n'a pas terminé ses études). Mais le mouvement s'oppose aussi à la guerre menée par Poutine : plus tard, le militant anarchiste Ruslan Sidiki fera dérailler un train à destination du front, sans

1. Bernard Randé est membre du Comité français du RESU, du Réseau Bastille et de Solidarité FreeAzat.

2. «Et le jour où je ne pourrai plus ressentir cela, ce sera le jour où je mourrai.»



qu'il y ait de victime. Arrêté par hasard, il avouera sous la torture et sera condamné à 29 ans de prison. Il est actuellement soutenu par l'organisation anarchiste Les Feux de la liberté. On doit aussi souligner l'aspect internationaliste de l'action anarchiste, qui s'est étendue au Bélarus.



Cette opposition à l'annexion de la Crimée doit être soulignée, car elle est loin d'avoir le soutien de la classe politique et de la population russes, contrairement à ce qui va advenir en 2022 (au moins pour la population car, à ce moment, la classe politique indépendante du parti au pouvoir sera déjà étouffée par la répression).

Lorsqu'Azat Miftakhov rencontre Elena Gorbanev en 2017, les manifestations contre le pouvoir soudent leur activité politique commune. En 2019, la tentative d'invasion totale de l'Ukraine n'a pas encore eu lieu, mais les peuples de la Fédération de Russie sentent déjà vivement le poids des chaînes qu'on leur fait porter³.

3. La page Azat Miftakhov de *Wikipédia* contient la plupart des informations, ou des liens vers elles, contenues dans cet article. Notamment les liens vers le site de la [Société mathématique de France](#) et celui de [Solidarité FreeAzat](#).

La prison contre l'esprit

C'est en février de cette année qu'Azat est arrêté. Il est accusé d'avoir fabriqué un engin explosif. Au poste de police, il est battu (coups de pied, de poing, menace de viol avec un tournevis), comme le déclarera la Cour européenne des droits de l'homme en 2023. Il refuse de céder. Faute de preuves, l'accusation est abandonnée, mais immédiatement remplacée par une autre : l'année précédente, il aurait lancé un fumigène dans un local du parti présidentiel, Russie unie. On trouve un premier témoin anonyme qui a le mauvais goût de mourir avant le procès, puis un second qui, un an après les faits supposés, déclare qu'il a reconnu Azat parmi les auteurs (qui portaient tous des masques) grâce à ses sourcils expressifs. Azat est condamné en janvier 2021 à six ans dans une colonie pénitentiaire du régime général, pour hooliganisme.

Durant cette période, Azat est très soutenu en Russie. Des rassemblements ont lieu devant le tribunal et des mathématiciens russes se montrent solidaires. Une lettre ouverte circule dans le milieu universitaire.

L'institution judiciaire russe a une particularité : elle est très attachée à un certain formalisme dans les condamnations. Elle acceptera sans difficulté un faux témoignage avéré, mais elle falsifiera difficilement un procès-verbal. Certains observateurs ne seront pas d'accord avec ce point de vue, mais je m'appuie ici sur cette seule affaire. Les magistrats en Russie ne sont pas nécessairement plus corrompus que dans d'autres pays, mais il y a deux différences de taille. D'une part, les moyens de pression de l'État russe sont considérables (autrement dit, l'indépendance des magistrats est moins assurée que dans certains autres États). D'autre part, et c'est peut-être le point le plus important, les lois russes se sont modifiées progressivement pour à la fois élargir les chefs d'accusation et alourdir les peines. Azat en est un bon exemple. En France, on ne condamnera pas quelqu'un à six ans de prison pour avoir jeté un objet dans une vitrine (je mets de côté le fait qu'Azat n'ait pas commis cet acte). D'autre part, En 2024, Azat sera condamné à nouveau, cette fois pour apologie du terrorisme. Or cette apologie consiste en un commentaire positif dans sa cellule sur un militant anarchiste, durant une émission télévisée (là encore, je mets de côté le fait qu'il affirme n'avoir pas fait ce commentaire).

Azat est libéré en septembre 2023, après un peu plus de quatre ans d'incarcération. Une remise de peine automatique s'est donc appliquée (le formalisme !). Mais il ne reste libre que quelques secondes. Il est arrêté à la porte de la prison, pour apologie du terrorisme, comme cela a été indiqué. Pour être plus précis, l'anarchiste objet d'un éloge supposé d'Azat

Miftakhov est le jeune militant Mikhaïl Jlobitsky, mort à l'âge de 17 ans dans un attentat-suicide contre un bâtiment du FSB en 2018. Les témoins sont deux codétenus dont l'un a été libéré pour combattre en Ukraine (il a été tué sur le front) et l'autre a bénéficié d'un élargissement anticipé, ce qui montre au moins que l'État russe peut être reconnaissant.

Azat est condamné en août 2024 à quatre ans de prison. Il faut noter que le nouveau chef d'accusation est plus nettement politique que le



© Solidarité FreeAzat.

premier, puisqu'il tente de mettre l'ensemble du mouvement anarchiste dans la vaste catégorie des soutiens au terrorisme.

Un aspect essentiel de l'attitude d'Azat est son intransigeance. Il a toujours refusé d'avouer, et plus encore de dénoncer. Cette position d'innocence et ce refus de la délation sont détestés par les magistrats de tous les pays. Alexander Bikbov, politologue russe qui vit en France et qui est spécialiste des mouvements contestataires russes, estime que c'est particulièrement vrai en Russie.

D'ailleurs, dans le premier procès (jet d'un objet dans la vitrine de Russie unie), les deux coaccusés d'Azat, qui ont admis leur participation à l'action, ne sont pas condamnés à de la prison ferme. En d'autres termes, les magistrats en cause sont disposés à condamner les coupables s'il le faut absolument, mais préfèrent nettement condamner les innocents (voir le marquis de Sade). En particulier parce que personne ne doit être innocent.

Il est prévu par la seconde condamnation que la peine soit purgée par Azat d'abord dans une prison «ordinaire», puis dans une prison plus spéciale.

Nous avons évoqué la mobilisation en Russie même en faveur d'Azat durant son premier procès. Plus de 50 membres ou correspondants de l'Académie des sciences de Russie ont produit une lettre ouverte où ils expriment leur indignation. Se mobiliser face à son propre État réclame davantage de courage que de le faire face à un État étranger, bien que, dans la guerre, le danger soit plus grand. L'accentuation continue de

la répression a inévitablement étioilé cette mobilisation nationale.

Solidarité internationale

Ce sont les citoyens étrangers qui ont pris le relais. En premier lieu, il faut mettre l'accent sur la mobilisation de la communauté mathématique mondiale. Nous ne pouvons prendre que quelques exemples.

Dès le 4 janvier 2021, une dizaine de mathématiciens importants de divers pays signe un appel à la solidarité vis-à-vis d'Azat, s'appuyant notamment sur le caractère contourné de l'accusation. Cet appel est cosigné par Fabien Durand, président de la SMF (Société mathématique de France). Déjà, une pétition de soutien a réuni 3 000 mathématiciens de plus de quinze pays. Ce Comité Azat Miftakhov s'adresse aux différentes instances mathématiques internationales, qui lui répondent très favorablement.

Ce comité a une signification particulière, non seulement par la présence de mathématiciens connus, comme Ahmed Abbès ou Ivar Ekeland, pour ne parler que de la France, mais aussi par celle de Michel Broué, dont le nom est depuis longtemps attaché au combat pour les libertés. Un film récent de Matthieu Schwartz, intitulé *Ces mathématiciens qui firent plier le Kremlin*, évoque son rôle central dans la libération du mathématicien ukrainien Leonid Pliouchtch, il y a cinquante ans.

Les circonstances sont cependant différentes. En 1975, le Parti communiste français, toujours agent d'influence important pour le Kremlin, était en mutation, Ces circonstances particulières, par leur caractère contradictoire



même, ont conduit le Kremlin, pour protéger le Parti communiste français, à libérer Pliouchtch de l'hôpital psychiatrique où il était interné. Aujourd'hui, au contraire, Poutine renforce constamment la verticalité de son pouvoir, notamment en raison de la guerre qu'il mène en Ukraine. Son isolement sur la scène internationale laisse moins de place aux pressions extérieures.

La mobilisation, mais aussi la solidarité, de la communauté des mathématiciens n'ont pas faibli. Il serait trop long de détailler les initiatives prises dans de nombreux pays ou à une échelle supranationale. L'Union mathématique internationale soutient sa venue en France, où l'attend un poste de la fondation Hadamard qui lui permettrait de soutenir sa thèse (il terminait son doctorat quand il a été arrêté). Curieusement, cette mobilisation de grande ampleur ne permet même pas d'améliorer ses conditions de détention (isolement, sévices confiés à d'autres codétenus). Sa bisexualité est utilisée comme un moyen de le placer en bas de la hiérarchie implicite et d'autant plus rigide des prisonniers.

La mobilisation ne se limite pas au cercle des mathématiciens. La Fédération anarchiste fait tout naturellement campagne en sa faveur. Une organisation, Solidarité Free Azat, est créée en 2023 en vue de soutenir les prisonniers politiques russes. Son nom indique assez qu'Azat est comme l'étendard de ce combat, et de fait, le mathématicien tiendra une place importante, quoique non exclusive, dans son activité.

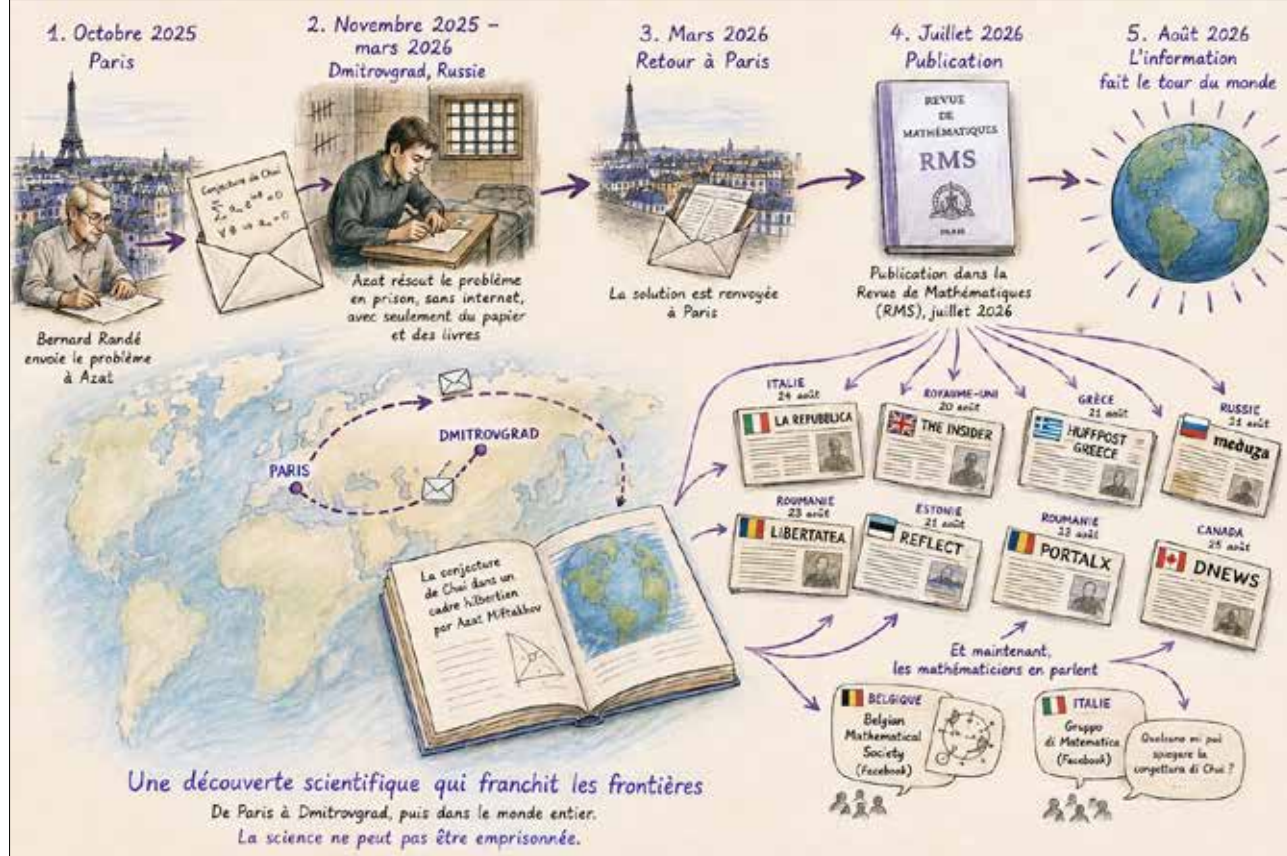
Des initiatives artistiques, des manifestations en direction de l'ambassade de Russie, des lettres à différents acteurs font partie de son

travail. Elle mène aussi des discussions avec des militants russes, pas seulement anarchistes (par exemple navalnystes) souvent expatriés, qui tentent eux-mêmes de se regrouper. À titre d'exemple, une projection du film *Tranchées*, de Loup Bureau, le 19 avril 2026, a été coorganisée par Solidarité Free Azat et Ukraine CombArt. Le sujet est celui, assez rarement traité, de la première guerre en Ukraine, en 1919, dans le Donbass. Le soutien aux opposants russes, mais aussi aux déserteurs (était présente l'association russe l'Adieu aux armes) s'articulait ce jour-là dans un cadre internationaliste, puisque William Short, membre de l'association des déserteurs du Vietnam, a pu apporter sa contribution. Un vieil homme qui a connu Azat jeune, au Tatarstan, a accru la dimension humaine de cette projection, où l'on a pu aussi (re)voir le film *Vingt jours à Marioupol*.

Cet exemple parmi vingt autres est là pour indiquer à la fois la variété des trajectoires individuelles ou collectives de ceux qui soutiennent Azat, et le rôle central que joue la guerre contre l'Ukraine, où un peuple s'est levé pour sa liberté, dans la dimension universelle du combat pour libérer Azat. Comme le dit Sophie Bouchet-Petersen, présidente de CombArt: «Victoire pour l'Ukraine et liberté pour la Russie.»

L'esprit contre la prison

La dernière année a été riche d'événements, souvent terribles. En octobre 2025, Marie-Lætitia Garric Gribinski, présidente de Solidarité FreeAzat, organisait une séance de lettres pour Azat. L'une d'entre elles contenait un problème mathématique non résolu, dérivé d'une



conjecture appelée conjecture de Chui. L'administration de la prison autorisa cette lettre, qui permit à Azat de travailler pendant trois mois environ, avec succès. Derechef, l'administration pénitentiaire lui permit de communiquer sa solution au mathématicien français qui lui avait soumis la question. Cela a donné lieu récemment à une publication dans la *RMS* (n° 136-4).

Cet événement apparemment anodin a eu deux conséquences. La première, tout humaine, est qu'Azat s'est rendu compte que ses facultés intellectuelles étaient intactes après sept années de prison. En outre, les mois passés à réfléchir au problème posé ont été pour lui comme une bouffée d'oxygène. Plutôt que de revenir à des cas connus de mathématiciens

emprisonnés (Galois, Russell), je voudrais évoquer une situation peut-être moins connue. Elle concerne Arthur Koestler, le grand journaliste et écrivain (qui avait une formation d'ingénieur, sans être nullement mathématicien). Il est prisonnier de Franco, condamné à mort. Le passage étant long, je n'en cite que des extraits sans mentionner les coupures et en reformulant pour la brièveté.

J'étais devant la fenêtre de la cellule 40 et, avec une tige de fer arrachée au ressort du matelas, je gravais des formules mathématiques sur le mur. Après avoir réussi à établir les équations de la parabole et de l'ellipse, je m'attaquai à la démonstration d'Euclide montrant que la

suite des nombres premiers est illimitée. On pourrait croire qu'en s'élevant dans la suite des nombres, les nombres premiers deviendraient rares, chassés par les produits de plus en plus nombreux des petits nombres, et que l'on parviendrait à un nombre premier qui serait le plus grand, ultime vierge numérique. La démonstration d'Euclide montre qu'il n'en est rien. Cette démonstration m'avait toujours empli d'une satisfaction profonde, plus esthétique qu'intellectuelle. En gravant les symboles sur le mur, j'éprouvais le même enchantement. Je dus rester immobile quelques instants, en transe, habité par une réalisation sans parole : «C'est parfait – parfait»; jusqu'au moment où je m'avisai d'une légère gêne mentale tapie au fond de mon esprit, gâtant la perfection de l'instant. Puis je me rappelai la nature de cette gêne : j'étais en prison et pouvais être fusillé⁴.

Cette gêne disparut d'ailleurs rapidement : «Et alors ? Ce n'est que ça ?»

La deuxième conséquence est que cet épisode a vivement intéressé la presse et les médias. Ils sont très nombreux dans le monde à avoir repris cette information étonnante : un mathématicien russe emprisonné pour ses opinions politiques arrive à faire publier un résultat original. Par exemple, la situation générale d'Azat a fait l'objet d'articles dans *L'Express* (France), *La Repubblica* (Italie), *The Insider* (Russie et Lettonie), et combien d'autres ! Un journal

comme *20 minutes* (France) a publié un communiqué de l'AFP à ce sujet.

Cela n'a pas empêché une aggravation, que l'on espère ponctuelle, de la situation d'Azat. On se rappelle qu'il avait été condamné à purger la fin de sa peine dans une prison à régime spécial. Il m'avait écrit alors qu'il était dans un train dont il ne connaissait pas la destination. Il rejoignit finalement Kharp, Cette bourgade située sur le cercle polaire a abrité un goulag (camp de travaux forcés), auquel ont été substituées deux colonies pénitenciaires : Loup polaire, où Navalny a été assassiné le 16 février 2024, et Hibou polaire. C'est dans cette dernière qu'Azat est détenu.

Dès son arrivée, il fut l'objet de tortures. Par chance, la population de Kharp ne se résume pas aux détenus et aux gardiens ; il y a aussi des avocats. L'un d'entre eux a pu prendre la déposition d'Azat.

L'avocate d'Azat vit à Moscou. Le temps de transport et son coût sont presque prohibitifs. Il faut souligner, dans la défense d'Azat, le rôle de sa femme, Elena Gorban, qui elle aussi vit à Moscou. Outre son statut civil, elle a endossé celui de «défenseur» d'Azat, position propre au système juridictionnel russe et qui lui donne des droits supplémentaires. Le financement de ces voyages de plusieurs jours et des frais d'avocat fait partie de la solidarité active avec Azat.

Je me rappelle d'ailleurs qu'Arthur Koestler fut finalement échangé avec une prisonnière franquiste grâce à l'activité courageuse et incessante de son (ex-)femme.

L'annonce des mauvais traitements subis par Azat déclencha de la part de Solidarité FreeAzat

4. Arthur Koestler, *Hiéroglyphes*, édition établie par Phil Casoar, Paris, Bouquins, 1994, p. 649-650.

une réponse immédiate. Une réunion d'urgence fut suivie par un appel d'une soixantaine d'organisations à le protéger. Parmi elles, pour ne citer que la France, de petits groupes tels le Réseau Bastille et Aplutsoc, mais aussi le comité français du RISU (Réseau international de solidarité avec l'Ukraine), et de plus grands organisations comme la Ligue des droits de l'homme, et d'importantes organisations syndicales ou politiques: Solidaires, la CGT, FO, certaines sections de la FSU et de SUD et le PS.

La variété des signataires, que l'on retrouve sur plusieurs continents, reflète les différentes nuances de la solidarité avec Azat: sociale, internationaliste, anti-impérialiste, antimilitariste, voire pacifiste, mais en assure la convergence. Si on la conjugue avec le combat des mathématiciens, on obtient la dimension universelle du combat pour les libertés publiques, pour la liberté académique et pour le droit à la liberté d'expression, de création et de pensée.

Tout cela ne vaut-il pas que l'on combatte pour Azat Miftakhov?



ЭЗТ Бланк ответа № 17324548
Заяв № 27064, 13.11.19 22:07:30 (00:00) (МСК)

Имя: Азат Мифтахов
Фамилия: Мифтахов
Адрес: Мифтахов Азат Фарисович, 1993 г.р.

Состояние: Состояние: Личное
Внутренний: Внутренний
Ссылка: Ссылка

Имя: Азат Мифтахов
Фамилия: Мифтахов
Адрес: Мифтахов Азат Фарисович, 1993 г.р.



На сканер QR-кода

1/6

Решите задачу и свой ответ и набравшие точкой, чтобы информация не потерялась.
Обратные стороны не используются.

Будем считать $D = \{z \in \mathbb{C} : |z| < 1\}$, $\lambda = \frac{1}{z} dz$ — нормализованная мера Лебесга на D .

Теорема
Пусть $\alpha \in \mathbb{N}$, $c_1, c_2, \dots, c_n \in D$. Полагая $P(z) = \prod_{j=1}^n (1 - c_j z)$, $C = (c_1)^n \prod_{j=1}^n c_j$, $Q(z) = P(z) - C z^n$, $P(z) = C z^n$. Тогда константа равенства

$$\int_D \frac{|P(z)|^2}{|P(z)|^2} d\lambda = -n \ln(1 - |C|^2) + \int_D \frac{|Q(z)|^2}{|Q(z)|^2} d\lambda$$

Доказательство Теорема
При $\alpha, n \in \mathbb{N}$ можно доказать, что

$$\int_D \frac{z^\alpha}{1 - \alpha z} dz = -\ln(1 - \alpha z), \quad (1)$$

где функция $\ln z$ — такая ветвь логарифма на спираль $\{w \in \mathbb{C} : |w| = 1, \arg w = 0\}$, $\arg w = 0$.

Рассмотрим соответствующую функцию P :

$$P(z) = z^n \prod_{j=1}^n (1 - c_j z) = \prod_{j=1}^n (z - c_j) \quad (2)$$

Эта функция обладает тем свойством, что

$$P(1) = D, P(2) = 2D, P(3) = 3D \quad (3)$$

Отсюда из (1), (2), (3), считая, что $|c_j| < 1$, то каждый член произведения $(1 - c_j z)$ на пути интеграла спираль $|P(z)| < 1$. А так как $|P(z)| < 1$ на спираль $|P(z)| = 1$ и $|P(z)| = 1$ и $|P(z)| = 1$, соответственно.

Далее нам понадобится интегральная формула.

Лемма
При $\alpha, n \in \mathbb{N}$ константа равенства

$$\int_D \frac{\alpha P(z)}{1 - \alpha P(z)} \frac{\overline{P(z)}}{1 - \overline{P(z)}} d\lambda = n \int_D \frac{\alpha}{1 - \alpha w} \frac{\overline{w}}{1 - \overline{w}} d\lambda.$$

PRISES DE POSITION

Les défis de la mobilisation en Ukraine

Patrick Le Tréhondat¹

Après plus de quatre années de guerre, l'Ukraine peine à mobiliser. Si les premiers temps de l'invasion russe en février 2022 avait vu une auto-levée en masse de la population pour participer à la défense du pays et repousser l'envahisseur, aujourd'hui nombre d'Ukrainiens mobilisables renâclent à répondre à l'appel sous le drapeau bleu et jaune. Pour une part, cette insoumission latente est due à la perception de la menace russe qui n'est plus la même qu'il y a quatre ans. Les chars russes ne menacent pas Kyiv et les forces moscovites ont été repoussées sur une grande partie du territoire. Même si les bombardements de plus en plus intenses et meurtriers frappent toute l'Ukraine. Cependant la mobilisation de nouvelles forces est nécessaire pour maintenir le front. De nombreuses unités militaires sont épuisées et doivent être relevées. Sans compter les morts et les blessés qu'il faut remplacer. La question de la mobilisation fait l'objet d'un vaste débat public et provoque de nombreuses contestations. Cependant, il faut souligner d'emblée le choix du gouvernement de préserver la jeunesse puisqu'encore aujourd'hui seuls les hommes âgés de plus de 25 ans sont mobilisables. Une



volonté d'épargner les classes d'âge les plus jeunes et de préserver l'avenir du pays est un choix que peu de gouvernements occidentaux ont fait lorsqu'ils se sont retrouvés en situation de guerre, notamment pendant la guerre de 1914-1918.

Les mutations de l'armée ukrainienne

Au lendemain de l'indépendance, l'armée ukrainienne comptait 400 000 soldats et fin 2013, seulement 120 000 et la conscription avait été abolie². Par ailleurs, l'Ukraine procédait à un désarmement nucléaire unilatéral. Le 16 juillet 1990, le Parlement approuva le principe de dénucléarisation et l'Ukraine s'engagea à livrer ses armes nucléaires (176 missiles balistiques intercontinentaux et environ 2 500 armes nucléaires tactiques) à la Russie en vue de leur démantèlement. Le 1^{er} juin 1996, il ne restait plus, en vertu du Mémorandum de Budapest qui garantissait l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Ukraine, aucune ogive nucléaire en Ukraine. Au printemps 2014, avec l'offensive russe dans le Donbass et l'occupation de la Crimée les forces armées ont été réorganisées et renforcées, entraînant la conscription de près de 200 000 soldats et la création de nouvelles brigades et de nouveaux bataillons.

C'est durant cette période que nombre de femmes, dont celles qui avaient activement participé aux Maïdan s'engagèrent dans l'armée. Cet afflux bouscula l'ordre militaire intérieur et conduira à la création de l'association féministe

1. Patrick Le Tréhondat est membre des brigades éditoriales de solidarité. Photos DR.

2. « Comment l'armée ukrainienne a évolué après le rétablissement de l'indépendance », [Свідоми](#), 2024.

des combattantes et vétéranes Veteranka³. Aujourd'hui plus de 75 000 femmes servent dans les forces armées ukrainiennes, dont environ 5 500 occupent des postes de combat, soit une augmentation de 40 % par rapport à la période précédant l'invasion de 2022. Dans les académies militaires, le nombre de femmes atteint 22,5 %.

L'agression du 24 février 2022 a vu les effectifs de l'armée monter à pratiquement 900 000 militaires, soit pratiquement des effectifs multipliés par deux grâce à l'auto-levée en masse de la population contre l'envahisseur russe. La majorité de ces nouveaux et nouvelles combattantes étant des travailleur·euses, dont beaucoup sont membres de syndicats avec lesquels ils ou elles conservent des liens mêmes sous l'uniforme⁴. Des syndicats qui en retour leur apportent un soutien matériel et moral permanent. Dans la période d'après-indépendance, l'industrie de défense s'est développée dès les années 2010 ce qui permit après l'invasion de s'appuyer sur ce capital technologique pour développer et produire des armes. Par exemple l'entreprise publique Ukroboronprom (drones et obus) a augmenté sa production d'armements de 92 % l'année de l'invasion à grande échelle⁵. La guerre a accéléré cette mutation industrielle et, aujourd'hui, l'Ukraine est reconnue pour son excellence en matières de drones et

surtout de lutte antidrones, mais plus largement sur la robotisation du champ de bataille.

L'armée ukrainienne se distingue des autres armées européennes par sa composition sociale majoritairement faite de salarié·es engagé·es volontaires. Cet afflux civil a bousculé et même modifié pour partie son fonctionnement et son organisation fortement basés sur une culture de commandement coercitif et centralisé issue de la période soviétique. À cet égard, signalons l'existence d'un syndicat de militaires LGBTQ+ qui défend les droits de cette communauté en uniforme. Mais aussi celle du Syndicat panukrainien des participants aux opérations de combat, du personnel militaire et des anciens combattants, membre de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), la deuxième confédération syndicale ouvrière en Ukraine⁶.

Les modalités de la mobilisation

Actuellement, les hommes âgés de 18 à 60 ans doivent procéder à un enregistrement militaire, mais seuls ceux âgés de 25 à 60 ans sont mobilisables, à l'exception de ceux qui bénéficient d'un sursis ou d'une exemption. Ces exemptions sont notamment attribuées aux employés des infrastructures critiques, de

3. Voir Patrick Le Tréhondat, « Ukrainiennes en armes », *Entre les lignes entre les mots*, 2022.

4. Voir par exemple « Denys, cheminot syndiqué sur le front ».

5. Entretien avec le PDG de cette entreprise, *epravda*, 2023.

6. Lors du congrès de ce syndicat de soldat·es, le 8 juillet 2026, le président du KVPU, [Mykhailo Volynets](#), a souligné qu'il est crucial d'empêcher l'adoption du Code du travail esclavagiste, dont le projet a été élaboré par le gouvernement, qui est actuellement tenté de faire adopter en force par le Parlement. C'est pourquoi Mykhailo Volynets a appelé les membres du syndicat des militaires à se mobiliser et à s'unir pour empêcher toute modification néfaste de la législation du travail.

l'industrie de la défense et des entreprises stratégiques ou les personnes déclarées inaptes au service militaire par une commission médicale militaire. Le nombre de personnes exemptes de mobilisation à la fin du mois de mai 2026 s'élevait officiellement à plus de 1,3 million. De plus, un sursis d'incorporation peut être notamment accordé à ceux qui poursuivent des études ou aux personnels enseignants titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Les exemptions accordées suscitent de nombreuses polémiques car elles ne semblent pas toujours légitimes et profiter aux plus nantis ou non justifiées. Par exemple en 2024, le collectif des coursiers de Glovo dénonçait les exemptions accordées aux employés de cette entreprise de livraison :



Il semble que quelqu'un au ministère de l'économie ait pété les plombs et a décidé d'exempter les employés de Glovo de la mobilisation pour une raison quelconque. En d'autres termes, une entreprise privée qui ne contribue absolument pas à la défense nationale du pays mérite d'être exemptée de mobilisation par ses stupides dirigeants. Et ce, alors que de nombreuses entreprises d'armement ne parviennent pas à obtenir une exemption équitable de la mobilisation pour leurs ouvriers!

Début 2026, plus de 30 000 personnes étaient mobilisées chaque mois dans les forces armées dont environ un tiers, soit 10 000, sont affectées à des unités combattantes.

En Ukraine, l'objection de conscience est régie par la [loi relative au service civil](#) (1992). Cette loi prévoit que les personnes dont les



convictions religieuses interdisent le port d'armes peuvent refuser le service militaire remplacé par un service civil. Mais en raison de la guerre la Cour suprême a déclaré que, pendant la loi martiale, les citoyens, quelles que soient leurs convictions religieuses, sont tenus d'effectuer leur service militaire.

Résistances à la mobilisation

En 2025, il a été enregistré 235 646 poursuites pénales pour abandon non autorisé d'une unité militaire (UAU) et 53 954 cas de désertion entre janvier 2022 et septembre 2025⁷. Des chiffres qui peuvent être différents selon les sources mais restent dans le même ordre de grandeur. Cependant ces chiffres restent importants pour une armée de 800 000 à 900 000 combattants. La désertion et l'abandon de poste ne sont pas synonymes. Bien que les deux incriminations désignent l'abandon volontaire de son poste, ils présentent une nature juridique, des conditions et des conséquences

7. [dw.com](https://www.dw.com).

différentes. La principale différence réside dans la notion très subjective d'intention : dans le cas d'un abandon, le soldat prévoirait de revenir, tandis que dans le cas d'une désertion, il souhaite se soustraire définitivement à ses obligations militaires. Une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans est prévue pour l'abandon de poste, cependant il existe des mécanismes de retour au service et d'exemption de responsabilité pénale ; pour la désertion, la peine est de cinq à douze ans d'emprisonnement. Face à ces difficultés, l'État a proposé par plusieurs fois des possibilités de réintégration sans poursuite pénale dans l'armée des militaires ayant « abandonné » leur poste. Par exemple, en septembre de cette année, il a été annoncé que les militaires ayant quitté volontairement leur unité avant le 12 juin 2026 ont jusqu'au 20 septembre pour réintégrer l'armée selon des modalités simplifiées. Ce [programme](#) leur permet de choisir librement une nouvelle unité et un nouveau poste sans avoir à retourner sur leur ancien lieu d'affectation. Selon le ministère de la défense des dizaines de milliers de soldats auraient utilisé ces procédures pour réintégrer l'armée. La demande de retour peut se faire via l'application numérique Army+, directement à l'unité militaire choisie ou par l'intermédiaire du centre de recrutement de l'unité sélectionnée. À noter que dans le cas d'un engagement volontaire, il est également possible de choisir sa spécialité et son lieu d'affectation. Beaucoup de volontaires rejoignent ainsi une unité où servent déjà leurs ami·es avec lesquelles ils ou elles ont des affinités politiques, notamment les militant·es de gauche.

L'une des questions les plus difficiles et fortement contestées que pose la mobilisation en Ukraine est l'activité des patrouilles des centres de recrutement territoriaux (TCC) qui sont à la recherche des personnes qui n'ont pas répondu à un ordre de mobilisation. Leurs méthodes d'interpellation souvent très violentes provoquent des incidents très graves dans les rues ukrainiennes. Des affrontements éclatent entre ces militaires et les appréhendés mais aussi avec la population qui prend leur défense. Attaques au couteau, voitures des TCC entourées ou renversées ou violentes bagarres ont un effet délétère dans l'opinion publique et sur la mobilisation. Une des explications qui a pu être donnée du comportement de ces « sergents recruteurs » est que souvent il s'agit d'anciens combattants au front qui ressentent une grande frustration à l'égard de ceux qui tentent d'échapper à la mobilisation. Le gouvernement a promis à des nombreuses reprises une réforme de ces centres de recrutement, notamment leur équipement de caméras-piétons, sans effet concret à ce jour.

L'autre scandale dont la presse se fait l'écho est le traitement des hommes amenés, souvent de force, dans les centres de recrutement, où souvent des mauvais traitements leur sont infligés. Cependant de nombreux avocat·es se sont spécialisé·es dans la défense des droits des mobilisés. Une des difficultés rencontrées par les avocat·es est l'accès aux mobilisés dans les centres de recrutement qui contestent le bien-fondé de leur mobilisation. Cependant, il faut souligner que nombre d'entre eux/elles arrivent à s'entretenir avec les enrôlés et faire

valoir leurs droits. En mai 2026, le commissaire aux droits humains de la Verkhovna Rada, Dmytro Lubinets, a annoncé une augmentation alarmante des plaintes pour violations des droits des Ukrainien·nes pendant la mobilisation. Le nombre de plaintes a été multiplié par 333 par rapport à 2022, et selon lui dans certains cas, des meurtres ont été recensés dans les locaux des centres de recrutements (TCC). Selon le [commissaire](#), plus de 6000 plaintes concernant les agissements des représentants des bureaux de recrutement militaire ont été reçues. Il a souligné que la pratique honteuse consistant à porter des cagoules, à recourir à la force illégalement et à frapper des civils persiste en Ukraine lors de vérifications dans les rues. En janvier 2026, le ministre de la défense d'alors, [Mykhailo Fedorov](#), a déclaré qu'il y avait 2 millions de personnes en Ukraine qui se soustrayaient à la conscription et étaient recherchées.



Une autre mobilisation est possible

Cette situation crée le sentiment parmi la population et particulièrement parmi la jeunesse que le fardeau de la mobilisation n'est pas socialement juste. Depuis 2023, de nombreux rassemblements se sont tenus dans toutes les villes d'Ukraine pour réclamer une mobilisation juste socialement et permettre la relève. Le plus souvent ces manifestations rassemblent des familles ou des proches de soldat·es au front épuisé·es qui combattent parfois depuis février 2022. Lors d'un rassemblement à Kyiv, Iryna Topinko, épouse de militaire en expliquait le sens :

Nous n'appelons pas à la reddition, car trop de sacrifices ont déjà été consentis... Nous demandons simplement la relève de ceux qui, dès le début, n'ont jamais hésité à se battre et qui continuent d'assurer des missions de combat. Ils sont épuisés, ils demandent à être remplacés. Ils espèrent être démobilisés.

Une revendication soutenue par l'organisation socialiste-révolutionnaire Sotsialnyi Rukh qui constatait dès 2024 qu'«après deux ans d'invasion à grande échelle, les volontaires qui sont allés défendre l'Ukraine dans les premiers jours de la guerre sont toujours en service et ne savent pas quand ils pourront rentrer. Un service prolongé au front sans conditions de service clairement définies exerce une pression psychologique sur les militaires et leurs familles, sapant le moral et l'état de préparation au combat de l'armée. L'absence de lois claires sur les conditions de service démotive également la population civile et réduit l'efficacité de la

mobilisation, augmentant le risque de corruption et de désertion» et déclarait soutenir «les justes revendications pour des conditions de service claires. Nous défendons une juste répartition du fardeau de la guerre sur la société ukrainienne et des garanties sociales pour les militaires et leurs familles». De son côté, le syndicat des militaires LGBTQ+ déclarait en 2025 :

Nous voulons que l'enrôlement dans l'armée soit perçu comme une décision mûrement réfléchie et digne, et non comme une contrainte ou une humiliation... La défense du pays est l'une des plus hautes formes de responsabilité civique. Mais elle doit être fondée sur le respect de la personne et le respect des procédures légales. L'armée doit être le moteur de changements positifs dans la société : elle doit être professionnelle, fédératrice et efficace. Elle doit être un lieu où chacun, indépendamment de ses caractéristiques physiques, de son éducation ou de son origine, peut trouver sa place dans une cause commune, en fonction de ses capacités.

Les difficultés que rencontre dans la mobilisation l'Ukraine sont pour partie de la responsabilité du gouvernement, mais pas uniquement. Quatre années de guerre et de souffrances ont épuisé la population qui fait encore preuve d'un fort esprit de résistance et se refuse à capituler. 800 000 à 900 000 Ukrainien·nes combattent les armes à la main l'agresseur russe et beaucoup trop perdent leur vie tous les jours. Le gouvernement a fait le choix de méthodes relativement autoritaires. De plus, le sentiment diffus de l'injustice sociale en matière de mobilisation,



grandement alimenté par sa politique néolibérale dans d'autres domaines, ne facilite pas l'adhésion à ses plans de mobilisation. Le comportement des centres de recrutement territoriaux nourrit la défiance et constitue un obstacle à une mobilisation consentie. Reconnaissons que les solutions ne sont pas simples, mais si Kyiv était à l'écoute de la société civile et de ses organisations, au lieu de les mépriser et les combattre, le début d'un chemin pour une mobilisation socialement juste et partagée par la société pourrait s'ouvrir. Reste une question intime qui appartient à chacun·e : pourquoi devrais-je prendre le risque de mourir pour cette cause ?

Au moment de conclure cet article, une amie ukrainienne, militante radicale féministe anticapitaliste de Lviv, m'apprend qu'elle venait de décider de s'engager dans les Forces armées ukrainiennes.

Le brun-rougisme : une métastase de la gauche européenne

Mimmo Stolfi¹

Le « brun-rougisme » s'approprie et déforme quelques mots du vieux vocabulaire socialiste – peuple, travail, paix – et les met au service du nationalisme, de la xénophobie et de l'autoritarisme. Sahra Wagenknecht en est aujourd'hui l'incarnation la plus aboutie : interventionniste en matière économique, conservatrice sur les droits humains, hostile à l'immigration, ennemie de l'Europe et toujours prête à présenter les prétentions impériales de Poutine comme des impératifs de sécurité légitimes. En Saxe-Anhalt, son parti, le BSW, a obtenu 5,3 % des voix. Ce résultat n'a pas mathématiquement assuré la majorité absolue à l'AfD, qui a accusé un retard de trois sièges, mais avant le scrutin, le parti avait ouvert la voie à l'élection de son président en s'abstenant. Tel est le rôle concret des « brun-rouges » : affaiblir la gauche, légitimer les arguments de l'extrême droite et, en fin de compte, lui offrir un tremplin vers le pouvoir.



1. Mimmo Stolfi est journaliste et critique musical. Il a été rédacteur des rubriques culturelles de l'*Unità*, *Avvenire*, *Diario della Settimana*, *Vita e Classe*... Il a notamment publié des essais consacrés à Franz Kafka, William Faulkner, Thomas Mann, Rainer Maria Rilke ou encore Albert Camus, Thomas Bernhard, Matisse, Jackson Pollock, Anselm Kiefer. Il tient un blog sur [Substack](#). Traduction de l'italien par Christian Gourdet.

Le cordon sanitaire est démolí en feignant de ne vouloir qu'écouter le « mécontentement populaire ».

Même en Italie, le système est saturé. Marco Rizzo² n'est qu'une caricature partisane, aussi bruyante qu'insignifiante sur le plan électoral. Des sectes fascistes-communistes prospèrent autour de lui, d'Antidiplomatico à OttolinaTV en passant par Contropiano, qui nous abreuvent quotidiennement des mêmes illusions. À cet écosystème s'ajoutent quelques signatures et la position géopolitique de *Il Fatto Quotidiano*, devenu le bulletin paroissial du Kremlin.

Leur schéma est simpliste. L'impérialisme n'existe que s'il est américain ou européen. Poutine n'attaque jamais, il est provoqué. L'Ukraine n'a ni histoire, ni volonté, ni intérêts propres ; elle n'est qu'un pion de l'OTAN. Les massacres russes deviennent des « conséquences de la guerre », la résistance ukrainienne un obstacle à la paix et la reddition des attaqués une solution raisonnable. Toute autocratie est absoute tant qu'elle déteste l'Occident. Ils ne se soucient des peuples opprimés que lorsque l'oppresseur arbore le bon drapeau.

Je ne parle pas de ceux qui critiquent l'OTAN ou appellent à des négociations : ce sont des positions légitimes. Je parle de ceux

2. Marco Rizzo, ancien dirigeant du Parti communiste italien, député et député européen, il dirige aujourd'hui la Democrazia Sovrana Popolare, une formation antisystème, souverainiste et eurosceptique. Issu du communisme orthodoxe, il a progressivement associé l'anticapitalisme, le nationalisme, l'hostilité à l'OTAN et les positions pro-russes. C'est l'une des figures les plus représentatives du « brun-rougisme » italien, bien qu'il rejette cette définition.

qui appliquent à la Russie des critères inverses à ceux utilisés contre les États-Unis; de ceux qui dénoncent toute ingérence occidentale et reconnaissent des nations entières comme des «sphères d'influence» de Moscou; de ceux qui qualifient de «nazisme» tout ce qui s'oppose au Kremlin et prennent l'antiaméricanisme pour une théorie générale du monde.

Sans parler de l'antisémitisme structurel né de l'imagerie conspirationniste des «rouges-bruns»: élites financières apatrides, «mondialistes», Soros, Rothschild, puissances occultes censées contrôler les gouvernements et l'information. Des formules en apparence politiques qui recyclent souvent le vieux mythe du complot juif.

Ces gens se prétendent plus authentiquement de gauche que les autres, mais ils ont expurgé la gauche de tout ce qui la caractérise: internationalisme, liberté, antiracisme, antifascisme, et même solidarité avec un peuple envahi.

La paix sert à désarmer ceux qui résistent. Marx est traîné comme un cadavre derrière le chariot de Poutine. Les «rouges-bruns» ne sont pas des camarades qui font des erreurs. Ce sont les colporteurs de la réaction, les propagandistes que l'extrême droite a enrôlés sans même avoir à les payer. Ce sont les ennemis. Ils n'ont conservé que le masque rouge. Au fond, le brun demeure.

Marx était hostile à la Russie despotique et impérialiste. Ces raisons restent valables pour celle de Poutine (et de Staline)

Piero Bernocchi¹

Marx était hostile à la Russie tsariste pour son despotisme qui écrasait les populations en étouffant toute liberté politique et sociale, ainsi que pour leur impérialisme effréné, expansionniste et hautement agressif: et à ce sujet, il écrivit à maintes reprises, avec une fureur émotionnelle qui semblait par endroits dériver vers des formes de racisme rampant. Mais ce qui rend intéressants et actuels, du moins à mes yeux, cette haine et ces écrits souvent furieux, c'est le fait que les uns et les autres semblent motivés par les mêmes raisons pour lesquelles la Russie de Staline méritait hier d'être combattue et, aujourd'hui, celle de Poutine, avec une série d'analogies frappantes qui peuvent laisser supposer qu'un Marx ressuscité aurait réservé une hostilité analogue au dernier siècle de la politique dictatoriale et impérialiste soviéto-russe.

1. Piero Bernocchi est enseignant retraité. Il fait partie des fondateur-trices d'un des premiers «syndicats de base italien», les Comitati di Base (Cobas), dont il est toujours porte-parole. Sur son site personnel (www.pierobernocchi.it/), il a publié différents textes condamnant l'agression russe contre l'Ukraine, l'impérialisme russe et «la paix poutinienne». Traduction de l'italien: Gin Vola.

Marx haïssait la brutalité avec laquelle Moscou menaçait ses voisins et l'Europe. Il la haïssait en tant que bastion de la conservation et de l'autoritarisme, ennemi juré des aspirations démocratiques et d'indépendance des peuples. Il dénonçait ses ambitions territoriales envers ses voisins et son ingérence systématique dans la politique européenne en faveur des réactionnaires extrêmes. Il critiquait avec une véhémence, parfois excessive, la faiblesse de l'Occident à s'opposer à l'expansionnisme et à la menace russe. Pour lui, l'empire tsariste était un véritable empire du Mal (Siegmund Ginzberg).



Les analogies et les récurrences historiques (ce « retour du toujours pareil ») qui tendent un « fil noir » très solide, d'ailleurs revendiqué par les protagonistes au pouvoir, entre tsarisme, stalinisme et poutinisme, ne peuvent manquer de frapper et de surprendre même les non-spécialistes de l'histoire. Les textes fondamentaux dans lesquels Marx expliqua et motiva sa ferme hostilité envers la Russie et le tsarisme « despotique, oppressif, réactionnaire, expansionniste et belliciste », sont les Révélations sur l'histoire diplomatique du 18^e siècle (1856-1857) et le recueil d'articles *La question d'Orient*, publiés dans le *New York Daily Tribune* entre 1853 et 1856. Dans le premier texte, Marx offrait une vue d'ensemble, impitoyable et très sévère sur la puissance russe, dont il plaçait la genèse sous un poids historique colossal, la considérant comme le résultat d'une longue « soumission servile à la domination mongole », dont les tsars auraient déduit et reproduit leurs propres

méthodes de domination oppressive et expansionniste. Marx écrivit dans des pages de polémique enflammée :

La Russie est née et s'est formée dans l'esclavage fangeux du joug tartare. Elle n'a rassemblé ses forces qu'en devenant une virtuose dans l'art de la soumission. [...] Même après avoir été émancipée, la Russie a continué à jouer son rôle traditionnel d'esclave devenue maître. La politique russe est immuable. Ses méthodes, ses tactiques, ses stratagèmes peuvent changer, mais l'étoile polaire de sa politique - la domination du monde - est une étoile fixe.

Et il y en avait, à profusion et avec un acharnement sévère, en particulier pour Pierre le Grand, le tsar préféré, et modèle suprême, de Poutine :

Pierre le Grand a fondu l'habileté politique de l'esclave mongol avec les aspirations farouches du maître mongol, à qui Gengis Khan avait laissé dans son testament la conquête du monde.

Marx consacra une étude particulière aux stratégies de Pierre le Grand et à sa volonté de domination mondiale. Il le fit en utilisant l'énorme collection de livres, de manuscrits et surtout de correspondances diplomatiques qu'il put consulter dans la salle de lecture du British Museum - pendant la période d'élaboration du premier volume du *Capital* : le matériel lui servait non seulement pour le débat politique mais aussi pour les articles de journalisme qui lui permettaient de gagner sa vie - et, en particulier pour le sujet qui nous occupe, il tira bon parti des dépêches des ambassadeurs

britanniques à la cour de Saint-Pétersbourg, pendant le règne de Pierre le Grand sur la Russie.

Spécifiquement, Marx voyait, par exemple dans le choix de Pierre le Grand de déplacer la capitale russe de Moscou à Saint-Pétersbourg en 1712, le symbole d'un grand dessein de conquête mondiale. «Saint-Pétersbourg est la fenêtre par laquelle la Russie peut embrasser du regard l'Europe entière». Marx estimait que Pierre le Grand entendait modifier l'aspect extérieur de ce que Marx considérait comme la forme suprême, avec l'empire chinois et l'empire turc, du «despotisme asiatique» typique de sociétés (qu'il définissait aussi comme «hydrauliques orientales») fondées sur une gigantesque caste bureaucratique et sur le travail semi-esclavagiste de dizaines (ou centaines) de millions d'individus vivant dans la misère et la soumission les plus profondes. Marx jugeait le tsar Pierre extrêmement agressif et oppressif, d'autant plus qu'il entendait «moderniser» et «européaniser» la Russie non pour améliorer le sort de son peuple mais pour transformer la Grande Russie en la plus grande puissance de la Baltique, c'est-à-dire «russifiant l'Europe, tandis que la Russie s'europeanise».

Une chose que Pierre le Grand fit bien : attirer la main-d'œuvre, surtout les cerveaux étrangers. En les payant bien et en les traitant avec moins de mépris que Staline ne traitait son Internationale communiste, la manipulant à l'intérêt exclusif de la Russie. Catherine II avait gagné la sympathie du meilleur de l'intelligentsia des Lumières d'Europe, des gens du calibre

de Voltaire et Diderot. Ce fut un Napolitain qui conquiert pour elle la Crimée et construit Odessa. En s'emparant des provinces baltes, le tsar Pierre s'empara immédiatement de ce dont il avait besoin. [...] Avec le poing de fer contre la dissidence intérieure, en intimidant alliés et États voisins, en utilisant sans scrupule les technologies et le savoir-faire de l'Occident, la diplomatie, la complicité inavouée (Siegmund Ginzberg).

C'est là un «mérite» que Marx ne manqua pas de lui reconnaître, tout en mettant en garde contre l'extrême dangerosité d'une telle action pour l'Europe et le monde entier :

Les provinces baltes ne lui donnèrent pas seulement les diplomates et les généraux, les cerveaux avec lesquels exercer son action politique et militaire sur l'Occident, mais aussi une foule de bureaucrates, d'enseignants, d'instructeurs qui dressèrent les Russes à une parure de civilisation qui leur permit d'utiliser les outils de la technologie occidentale, sans cependant les imprégner de leurs idées.

Il n'y a pas lieu de s'étonner que la dureté de l'aversion pour l'impérialisme russe tsariste et pour sa dictature intérieure, ainsi reproduite, *mutatis mutandis*, par l'Union soviétique stalinienne, ait induit Staline lui-même – qui par ailleurs admirait le tsarisme impérialiste et agressif et l'idée fondatrice de la Grande Mère Russie, même si ses sympathies, plutôt que pour Pierre le Grand, allaient à Ivan le Terrible – à imposer la censure et l'exclusion de ces œuvres, et surtout des *Révélation sur l'histoire diplomatique*



du 18^e siècle, des éditions soviétiques des œuvres complètes de Marx et Engels : même le citoyen le plus politiquement naïf aurait trouvé criantes les analogies entre le tsarisme dénoncé par Marx et le stalinisme ; et, étant donné l'exaltation formelle et hagiographique du marxisme, qui était quotidienne en URSS, le contraste entre la « prédication » et la réalité aurait été évident. Cette censure n'est évidemment plus nécessaire pour le poutinisme, qui cessa de parler de marxisme dès son premier « couronnement », sans parler de proposer dans la propagande les œuvres complètes de Marx et Engels : mais il ne fait aucun doute que dans ce « attirer des cerveaux étrangers, les payer et les traiter bien, les manipuler à l'exclusif intérêt de la Russie [...] s'attacher le meilleur de l'intelligentsia d'Europe, avec le poing de fer contre la dissidence intérieure, intimidant alliés et États voisins, utilisant sans scrupule les technologies et le savoir-faire de l'Occident, la diplomatie, la complicité inavouée », on voit aussi le visage pluridécennal du poutinisme. On reconnaît ce mélange de, d'un côté, férocité contre la dissidence intérieure, et l'élimination directe, physique, des opposants, avec les séductions envers l'intelligentsia européenne, de « gauche » et de droite, la manipulant, l'utilisant à l'exclusif intérêt de la puissance russe et, de l'autre, de la tentative néotsariste renouvelée de refaire la Grande Russie, menaçant et envahissant les États voisins, utilisant les technologies les plus avancées, informatiques et de communication de l'Occident contre l'Occident lui-même, abondamment « infiltré » par une propagande multiforme et sans scrupule.

Sur le terrain des analogies entre la description, décidément hostile, que Marx fait de la Russie tsariste et l'opérationnalité de la Russie stalinienne et plus encore de celle de Poutine, saute aux yeux par exemple le relief, presque admiratif, que Marx accorde à la capacité tsariste de fonder son pouvoir sur une alliance, mutuellement avantageuse, avec l'Église orthodoxe russe : exactement la même opération réalisée avec succès par Poutine, là où le « pape » Kirill a joué un rôle de premier plan dans le soutien pluridécennal au régime, avant et surtout après l'invasion de l'Ukraine, et au prétendu « irrédentisme » des régions russophones au cours des cinq dernières années. De même, on voit bien le parallélisme entre la lutte actuelle du peuple ukrainien contre l'envahisseur poutinien et celle des nationalistes polonais (que nous analyserons plus loin) contre le despotisme et l'impérialisme tsaristes, fortement soutenue et exaltée par Marx, convaincu qu'en plus de l'expansionnisme de conquête territoriale vers l'Europe, le tsarisme entendait aussi jouer un rôle réactionnaire contre les processus révolutionnaires ou en tout cas réformistes et démocratiques en cours sur le continent.

Les parallèles entre l'agression russe contre la Crimée et la Turquie (1853) et celle d'aujourd'hui contre l'Ukraine

À ce dernier propos, l'analogie devient encore plus frappante si l'on analyse la position très nette prise par Marx et Engels à l'égard de la guerre de Crimée, qui les vit condamner avec la plus grande vigueur l'agression russe

contre les Principautés danubiennes, la Crimée et la Turquie, soutenant même la nécessité de l'intervention armée dans le conflit des principales puissances européennes aux côtés de la Turquie, bien qu'ils la vilipendassent comme un pays réactionnaire, despotique et impérialiste au même titre que la Russie. Il convient de rappeler comment dans la période (années 1840 et 1850) d'expansion et de puissance européennes maximales de la Russie, vue avec une grande inquiétude par les autres puissances européennes et notamment par la France et la Grande-Bretagne, mûrit l'explosion de la guerre de Crimée entre l'Empire russe, d'une part, et l'Empire ottoman, soutenu, après quelques mois d'explosion du conflit, par la France, l'Angleterre et, successivement, même par un contingent militaire du Royaume de Sardaigne. Le *casus belli* fut la prétention du tsar Nicolas Ier d'imposer un protectorat russe sur toutes les populations de langue russe et/ou de religion chrétienne-orthodoxe faisant partie de l'Empire ottoman (cela ne rappelle-t-il pas une prétention poutinienne analogue d'imposer des diktats similaires à l'État indépendant ukrainien, et en particulier un tel «protectorat» sur les populations ukrainiennes de langue russe?). Devant le refus turc, soutenu par ailleurs par une France très préoccupée par l'expansionnisme tsariste vers la Méditerranée, Nicolas Ier déclara de fait la guerre à la Turquie, en envahissant en octobre 1853 avec une puissante armée les Principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, vassales de l'Empire ottoman, fort de n'y avoir trouvé aucune résistance (l'armée turque se retira sans combattre). Mais le climat, apparemment

favorable à la Russie (semblable à celui des premières semaines de l'invasion poutinienne de l'Ukraine, n'est-ce pas?), changea rapidement: la Turquie entra officiellement en guerre le 4 octobre, rejointe en mars 1854 par la France et la Grande-Bretagne (le Royaume de Sardaigne envoya son contingent en janvier 1855). L'épicentre de la guerre fut la péninsule russe de Crimée et en particulier la ville de Sébastopol, principale base navale russe en mer Noire, mise sous siège par les flottes conjointes française, britannique et turque. En septembre 1855, les troupes russes abandonnèrent la ville, en marquant la défaite de l'agression impérialiste tsariste, qui fut apparemment sanctionnée par le traité de Paris de février 1856. Celui-ci provoqua le retrait de la Russie des Principautés danubiennes, soustraites aux Turcs pendant l'invasion, qui s'unifièrent pour créer un nouvel État, la Roumanie.

Ginzberg a souligné deux autres analogies avec la guerre actuelle en Ukraine: la volonté d'imposer une guerre éclair et les négociations interminables pour éviter ou interrompre la guerre, avec des résultats infructueux similaires:

Dans les intentions, la guerre de Crimée aurait dû être brève. Et pourtant, elle se prolongea pendant des années avec des fortunes diverses sur le terrain... Les troupes furent décimées dans les tranchées, dans des sièges interminables comme celui de Sébastopol, la population civile dans les bombardements et les pillages. Pour finir, après des souffrances inénarrables, retour au point de départ. Encore plus frappantes sont les analogies [NdA:

avec la guerre en Ukraine] pour le très long travail diplomatique avec lequel on tenta d'éviter le conflit. Puis, les négociations continuèrent sans interruption pendant la guerre avec des manœuvres, des volte-face, des astuces, des attermolements qui feraient envie aux négociations qui se prolongent sans fin sur le Moyen-Orient et l'Ukraine... Chaque fois qu'il semblait qu'on allait s'accorder, on rouvrait un point déjà convenu, avec des propositions et des contre-propositions même après la fin de la guerre. Le Traité de paix de Paris tint l'espace d'un matin: parce que, comme l'observa le plénipotentiaire français Adolphe de Bourqueney, en lisant le traité il était impossible de déterminer qui avait gagné.



Comme déjà dit, Marx et Engels utilisèrent des mots drastiquement critiques contre l'agression, et ce malgré leur hostilité, maintes fois manifestée, envers la Turquie et l'empire ottoman. Toute la matière est traitée dans le déjà cité *La question d'Orient*, un recueil de 113 articles que Marx, parfois en collaboration avec Engels, écrivit entre 1853 et 1856 pour le *New York Daily Tribune* (à l'époque le quotidien le plus diffusé au monde, dont Marx était le correspondant à Londres), qui fut publié à titre posthume par sa fille Eleanor. Voici quelques passages de la violente polémique des deux contre l'agression tsariste, exprimée immédiatement après l'invasion russe des Principautés danubiennes et que l'on retrouve, plus largement et sous forme complète, surtout dans les articles «La véritable question turque (avril 1853)», «La menace russe sur l'Europe» (avril 1853), «La fraude russe»

(juin 1853), «La politique russe contre la Turquie» (juillet 1853), «La conduite de la Russie» (décembre 1853):

Dans toute cette affaire, la conduite de la Russie a été celle d'un matamore. Les apparitions et le comportement de Menchikov à Constantinople ont été ceux d'un matamore, les manifestes de Nesselrode étaient les menaces d'un matamore; et l'entrée des troupes dans les Principautés n'a été que l'audacieuse présomption d'un matamore²

Comment ne pas penser à un comportement similaire de matamores, au moment de l'invasion de l'Ukraine, de la part de Poutine, Medvedev, Lavrov et compagnie sur l'inaltérabilité présumée de la «guerre éclair», hypocritement définie comme «opération militaire spéciale», et sur les proclamations ronflantes qui garantissaient la clôture de l'affaire en quelques jours? Et encore, toujours dans les articles du *Tribune*:

Aucun homme ayant une once d'intelligence ne peut manquer de comprendre que la Russie est un pays conquérant, qu'elle l'a été pendant des siècles, jusqu'à ce qu'elle soit arrêtée par la révolution de 1789.

Ou encore:

2. De l'article «Russian Policy», 30 décembre 1853, publié par le *NYDT*. (NdA: Alexandre Menchikov était le général commandant en chef des troupes russes d'invasion; Karl Vassilievitch Nesselrode était ministre des affaires étrangères et chancelier de Nicolas I^{er}, auteur de la propagande et de la politique étrangère antiturque).

Cet esprit d'annexion et d'agrandissement n'a qu'à se montrer sous sa vraie forme pour exciter une antipathie universelle et une opposition insurmontable, dans laquelle les sujets grecs et slaves de la Turquie eux-mêmes sont prêts à prendre une grande part.

Alors que, poursuivant le parallélisme avec la situation actuelle en Ukraine, il faut reconnaître à Poutine et aux poutiniens une bien autre habileté non seulement pour éviter l'«antipathie universelle» mais, bien au contraire, pour développer une propagande intense capable d'obtenir une large sympathie même dans des milieux occidentaux insoupçonnables. Ou, enfin, cette fois signée Engels, toujours du *Tribune*:

La Russie est décidément une nation conquérante. Si nous laissons la Russie s'emparer de la Turquie, elle deviendra supérieure au reste de l'Europe réunie. Un tel événement représenterait une calamité indicible pour la cause révolutionnaire. Les intérêts de la démocratie et de l'Angleterre coïncident dans ce cas. Ni l'une ni l'autre ne peuvent permettre que le tsar fasse de Constantinople l'une de ses capitales.

Évidemment pour l'actualité ukrainienne, la «cause révolutionnaire» n'est pas en jeu, mais ce qui l'est certainement, c'est le frein net à l'expansionnisme impérialiste russe posé par l'incroyable et innovante combativité du peuple ukrainien.

Le soutien de Marx et Engels à la lutte du peuple polonais pour l'indépendance de la Russie

Plus ou moins à l'époque de ces écrits, et dans les années immédiatement suivantes, Marx attaqua avec une virulence tout aussi grande l'empire tsariste pour un autre forfait, encore plus grave que l'agression militaire contre les Principautés et la Turquie: la «russification» progressive totale de la Pologne, c'est-à-dire l'annulation de son identité politique, juridique, culturelle et religieuse et son assimilation complète à la Russie impériale, comme si elle en était une province. Il convient de rappeler au moins les étapes principales de l'anéantissement de l'identité nationale polonaise, qui - à partir de la défaite de l'insurrection armée contre la domination russe (novembre 1830) avec l'insurrection de quelques unités de cadets polonais (d'où le nom de «révolte des cadets») de l'armée impériale russe - fut accélérée année après année: au début de 1832 l'abolition de la Constitution polonaise, deux ans plus tard la dissolution du Parlement et des forces armées et la déportation de dizaines de milliers d'opposants polonais en Sibérie («tradition» maintenue en vie, et même abondamment relancée, par Staline, et reprise aussi par Poutine, bien qu'avec des nombres certainement moindres); en 1833, introduction de la loi martiale, en 1839, dissolution des Églises catholiques (de rite oriental) et conversion forcée du clergé, des Églises et des fidèles à l'Église orthodoxe russe; en 1841, abolition de la monnaie polonaise et imposition de la monnaie russe; en 1847, le

Code juridique polonais est également annulé et remplacé par le code russe; puis, après la énième révolte polonaise avortée (1863-1864), en 1869, l'imposition de la langue russe comme langue officielle dans les actes publics, administratifs, juridiques, mais aussi dans l'enseignement; et de là, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, une succession de lois extraordinaires pour éliminer toute trace d'autonomie de la Pologne et de sa population.

Pendant ce carnage, Marx et Engels démontrèrent à maintes reprises qu'ils considéraient la Pologne comme une sorte de «bouclier démocratique» pour toute l'Europe face au despotisme et à l'impérialisme grand-russe, affirmant par exemple :



Il n'y a qu'une seule alternative pour l'Europe : ou la barbarie asiatique, sous la direction moscovite, s'abattra comme une avalanche sur la civilisation, ou l'Europe devra restaurer la Pologne, plaçant ainsi entre elle et l'Asie, 20 millions de héros (du «Discours sur la Pologne», Londres, 22 janvier 1867).

Ainsi, en revenant aux analogies avec l'ère stalinienne et post-stalinienne de l'Union soviétique et à l'actualité de la Russie poutinienne, l'anéantissement de l'autonomie et de l'identité polonaises ne peut qu'apparaître comme très similaire à la «russification» soviétique de l'Europe de l'Est et à l'écrasement ultérieur de la révolte hongroise (1956) et de l'indépendance tchécoslovaque (1968), ainsi qu'au coup d'État de 1981, organisé par Moscou, de Jaruzelski en Pologne. Mais un rappel puissant ne paraît pas hasardeux non plus au sort qui, très

probablement, serait échu à l'Ukraine si la guerre éclair russe avait réussi, compte tenu des déclarations néotsaristes répétées de Poutine sur l'inexistence ukrainienne en tant que nation, État et population indépendantes. Quelques jours avant que l'armée russe n'envahisse l'Ukraine, Poutine, dans un discours télévisé, affirma que l'Ukraine n'avait aucun droit d'être considérée comme une nation et un pays indépendant, car elle était une «création artificielle de Vladimir Lénine» : textuellement, «l'Ukraine soviétique est le résultat de la politique des bolcheviks et peut être légitimement appelée l'Ukraine de Vladimir Lénine». Selon Serhii Plokyh, professeur d'histoire ukrainienne à l'Université de Harvard, où il est également directeur de l'Institut de recherche ukrainien, «l'argument de Poutine sur Lénine puise dans un nationalisme russe antérieur à 1917, un nationalisme qui condamnait Lénine pour avoir reconnu les droits des Ukrainiens, des Géorgiens et des Arméniens au sein de la structure soviétique. L'impérialisme russe est le prisme à travers lequel Poutine regarde le monde, comme le tsar Nicolas II».

L'Ukraine a rompu la continuité des agressions russes : une paix juste ne s'obtient qu'avec le rééquilibrage des forces en présence

Il y a cependant, au sein de ces analogies, un élément de forte discontinuité : la capacité incroyable, surprenante, inattendue du peuple ukrainien à faire ce que ni la Pologne du 19^e siècle, malgré un héroïsme populaire similaire, ni les Hongrois en 1956 ou les Tchécoslovaques en 1968 ou les Polonais de Solidarnosc ne parvinrent malheureusement à réaliser : c'est-à-dire se battre à égalité et empêcher

l'impérialisme russe, d'abord tsariste puis soviétique, de l'emporter. À ce propos, j'écrivais récemment, en m'inspirant de la célèbre lettre de Zelensky à Poutine :

La lettre de Zelensky est traversée de sarcasme envers Poutine, mais aussi envers ceux qui considéraient comme désespérée l'héroïque résistance du peuple ukrainien : elle témoigne de la pleine conscience du gouvernement ukrainien concernant les énormes progrès accomplis face à l'invasion criminelle russe, après près de cinq ans depuis cette « opération spéciale » devant laquelle l'opinion pacifiste (la sincère, pas la « pax » poutinienne), largement répandue en Italie, considérait comme tout à fait inutile toute tentative d'arrêter l'armée envahisseuse, invitant, au nom d'un irénique « pacifisme à une dimension », les Ukrainiens à déposer les armes et à accepter la livraison de leur pays au despotisme russe. Et pourtant, le peuple ukrainien a accompli des miracles inattendus, modifiant les rapports de force, s'inventant un arsenal militaire original, innovant et à bas coût (avec des drones à longue portée coûtant moins cher qu'un vélo de course), qui permet – même sans l'aide du Président américain solipsiste, toujours en quête d'entente avec le néotsar russe et maintes fois bafoué par celui-ci – de défendre non seulement son territoire, au prix de nombreuses pertes humaines et de destructions immenses, mais même de frapper en profondeur dans le pays russe, jusqu'à Moscou et Leningrad, plongeant Poutine dans la panique même le jour du défilé militaire annuel... Des décennies semblent

s'être écoulées depuis que Trump et son acolyte Vance ont tendu lâchement un guet-apens à Zelensky à la Maison Blanche, l'ont insulté et humilié en direct à la télévision, et avec lui ont raillé tous les citoyens ukrainiens, résistants et combattants. Zelensky prend aujourd'hui sa meilleure revanche, en soulignant non seulement l'indépendance ukrainienne vis-à-vis du perfide ex-allié américain, mais aussi l'impuissance et le velléitarisme de Trump qui s'était vanté puérilement de pouvoir « mettre fin à la guerre en 24 heures », désormais embourbé en Iran après une agression aussi destructive que maladroite, qui a redonné de la force à l'horrible régime théocratique et anéanti les héroïques efforts de libération du peuple iranien³.

De plus, la direction ukrainienne a tenu à plusieurs reprises à revendiquer son indépendance toujours plus avancée vis-à-vis des autres soutiens militaires, européens en premier lieu, voulant signaler combien c'est désormais l'Union européenne qui a besoin de l'Ukraine pour contrer l'expansionnisme russe plutôt que l'inverse, l'Ukraine bloquant, au moins en Europe, les vellétés impériales du néotsar : et combien, au contraire, ce sont les Russes qui ont eu un besoin extrême de l'intervention militaire et économique de leurs alliés, auxquels ils apparaissent de plus en plus subordonnés, en particulier avec l'intervention dans la guerre aux côtés de la Russie de diverses unités de l'armée

3. Piero Bernocchi, « [Ukraine : qui perd la guerre ?](#) », 14 juin 2026.

nord-coréenne, qui a donné une configuration extra-européenne à une guerre que les poutiniens définissaient comme «de défense contre l'expansionnisme européen» (un peu, toujours à propos d'analogies entre les époques de l'impérialisme russe, comme dans l'emploi des «atamans» cosaques dans la guerre de Crimée). Zelensky a écrit à ce sujet :

Beaucoup ne croyaient pas que l'Ukraine parviendrait à résister aussi longtemps. Et pourtant, nous voilà tous ici en cinquième année de guerre : l'Ukraine a préservé son indépendance et la préservera, malgré toutes les prévisions contraires. Nous avons uni beaucoup de gens dans le monde à nos côtés et contre la Russie. Nous avons trouvé les armes et les financements. Nous avons résisté à des hivers très rudes, pendant que tu [NdA : Poutine] cherchais à détruire notre système énergétique. Nous avons tenu même dans l'obscurité, notre ténacité est restée intacte. Nous avons porté la guerre sur ton territoire, et tu n'aurais pas réussi à la gérer sans l'aide de la Corée du Nord. Tu es le premier dirigeant de la Russie à se tourner vers Pyongyang pour recevoir de l'aide, et aujourd'hui tu es complètement dépendant de la Chine : c'est aussi une première dans l'histoire de la Russie.

Et dans le même temps, pour balayer l'absurde et instrumentale thèse pro-poutinienne du «conflit par procuration» – c'est-à-dire d'une guerre que le peuple ukrainien aurait décidé de faire, en en assumant tous les sacrifices, deuils et destructions, à la demande et pour le compte des États-Unis – c'est Trump lui-même qui s'en

est chargé, abandonnant également le soutien en armes et soutenant ouvertement Poutine, dans un cadre de «partage armé» de zones du monde et de l'Ukraine elle-même. Alors que l'extraordinaire combativité ukrainienne a permis, du moins devant ceux qui jugent de bonne foi, de disséquer les véritables raisons de la guerre, qui s'inspirent de la volonté poutinienne de relancer l'impérialisme russe et son expansionnisme, déjà vérifié sur plusieurs autres échiquiers mondiaux, du Maghreb au Moyen-Orient, de l'Afrique à l'Amérique latine. Mais avec une motivation particulière et primaire en ce qui concerne l'Ukraine, lisible depuis que, comme cité précédemment, Poutine a déclaré l'Ukraine une nation et un État «inexistants» ou, plus précisément, une nation «inventée» et imposée artificiellement par Lénine et les bolcheviks. Et c'est précisément ce qui est apparu et apparaît encore intolérable au chef du régime russe : le fait qu'une «non-nation», «l'Ukraine de Lénine», considérée comme le cœur de la Russie historique, puisse passer à l'Occident, rompre tout lien avec l'ex-«mère patrie» et représenter une attraction mortelle pour cette grande partie du peuple russe qui, depuis la chute de l'URSS, serait allée très volontiers vers l'Occident.

Par ailleurs, à propos de la thèse inconsistante de la «guerre par procuration», il convient de souligner qu'en réalité les États-Unis (et aussi l'Union européenne), tout en fournissant pendant une période non négligeable des armes défensives à Kiev, ont simultanément imposé à l'armée ukrainienne des contraintes strictes, lui imposant de ne pas utiliser d'outils offensifs au-delà de la frontière ukrainienne pour



réduire les capacités d'attaque de l'armée russe, contraignant les Ukrainiens, pour ainsi dire, à combattre «une main liée dans le dos». Le sort du conflit ne s'est vraiment rééquilibré que lorsque l'armée de Kyiv a pu, de manière totalement autonome et géniale, s'équiper d'outils offensifs autoproduits, comme les drones déjà cités, désormais une excellence mondiale, que l'Ukraine produit à raison de plus de 100 000 par an, et avec lesquels elle peut attaquer n'importe quelle ville russe, grâce à la faiblesse des défenses «interceptrices antidrones» de l'armée russe: des drones d'ailleurs achetés et utilisés même par des alliés historiques des États-Unis, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Oman, le Qatar. Avec cet équipement, qui devrait définitivement mettre un terme à toute polémique contre l'envoi d'armes à l'Ukraine, dans la mesure où l'Ukraine produit désormais les armes qui comptent vraiment – polémique peut-être soutenue par ceux qui, dans leur jeunesse, n'eurent rien à dire contre l'envoi massif d'armes et le soutien militaire au Vietnam de la part de deux pays impérialistes et dictatoriaux comme l'URSS et la Chine – l'armée ukrainienne peut menacer directement toutes les principales villes russes, de Moscou à Leningrad, comme ce fut le cas à l'occasion de la dernière célébration annuelle à Moscou pour la Victoire dans la Seconde Guerre mondiale, démontrant sa capacité à frapper non seulement les structures productives et militaires russes et son armée au-delà de la frontière, mais aussi, chez eux, les hiérarchies politiques et économiques russes, sa bureaucratie centrale, sa bourgeoisie «ex-rouge». Et c'est précisément

cette nouvelle réalité, totalement inédite, qui démonte tout l'échafaudage pacifiste (je fais référence à celui vraiment sincère et convaincu, pas aux «*pacifinti*» pro-poutiniens), selon lequel la paix ne viendrait qu'en tendant l'autre joue à un ennemi qui n'a jamais voulu négocier, visant uniquement la reddition complète des Ukrainiens, démontrant dans les faits que seul le rééquilibrage des forces en présence, nécessairement armé, et avec une menace équivalente portée directement dans le camp adverse, peut conduire à une paix juste. Ce qui, après tout, à part les évidentes différences historiques, politiques et militaires de leurs époques respectives, rend réaliste pour les Ukrainiens le maintien de leur indépendance, autonomie et liberté nationale, par opposition aux sorts funestes advenus à des peuples, tout aussi combattifs et même héroïques, mais malheureusement sans la capacité d'être aussi offensifs envers la Russie impérialiste – tsariste d'abord, stalinienne ensuite et poutinienne aujourd'hui – comme le peuple polonais au 19^e siècle ou les peuples hongrois, tchécoslovaque et polonais, à nouveau, au 20^e siècle.

En ce sens, c'est-à-dire sur la base de la pleine conscience acquise de pouvoir réellement atteindre une paix juste uniquement grâce au rééquilibrage de la capacité offensive en plus que défensive, il faut lire, à mon avis, l'avertissement à Poutine, lancé par Zelensky dans les conclusions de son écrit maintes fois cité :

Il est temps de mettre fin à cette guerre. L'Ukraine continuera à se battre pour son existence, mais toi aussi tu devras lutter beaucoup

plus pour ta propre existence, pas celle de la Russie mais la tienne. Et ce n'est pas une menace, mais c'est un fait de l'histoire russe que tu connais bien : quand la Russie se fatigue, le changement arrive. Nous pouvons travailler vers cette fatigue.



Je crois qu'il est superficiel et inapproprié d'interpréter cet avertissement comme une menace directe d'élimination physique. Plus qu'une annonce d'intentions homicides ciblées, il me semble une synthèse historique de nombreux passages politiques et sociaux de la Russie, avant, pendant et après l'URSS, que j'ai tenté de décrire dans cet écrit : à savoir que jamais dans son histoire la Russie n'a fait de compromis avec les peuples agressés et/ou soumis, si ce n'est sur la base du rééquilibrage des forces sur le terrain. Et, dans l'espoir du changement souhaité par Zelensky, en tout cas longue vie au peuple ukrainien, paix, indépendance nationale, liberté et justice sociale pour lui, exemple pour tant d'autres peuples européens, qui apparaissent de plus en plus souvent perdus dans des mondes virtuels inutiles, consolateurs et hypnotisants, de plus en plus souvent incapables de bouger le petit doigt pour défendre leurs libertés menacées par les pouvoirs politiques, économiques et technocratiques toujours plus étouffants, dans les démocraties libérales-capitalistes occidentales et dans les autocraties/dictatures despotiques d'«Orient», avec l'espoir d'inverser le cours de la soumission servile et peut-être, qui sait, de la liberté en en conquérant de nouvelles, meilleures et plus avancées.

L'Humanité n'a-t-elle rien appris ?

Jean Batou¹

L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), fondée en 1929, est souvent présentée à tort comme une organisation fasciste. En réalité, il s'agissait d'une organisation nationaliste réunissant des militants de droite et de gauche, certes dominée d'abord par la droite et les idées du nationalisme intégral, dont l'objectif était l'indépendance de l'Ukraine. Elle s'est constituée en Volhynie et en Galicie, régions alors contrôlées par la Pologne, où elle a organisé une résistance armée contre l'occupant. Son premier dirigeant, Yevhen Konoivalets, assassiné par un agent soviétique en 1938, était un homme de droite, mais en aucun cas un fasciste. Comme les nationalistes indiens ou irlandais, il a cherché l'appui des États qui s'opposaient à la puissance coloniale qu'il combattait. L'OUN a ainsi pu bénéficier du soutien de l'Allemagne de la République de Weimar, puis de l'Allemagne nazie avant qu'elle n'occupe l'Ukraine soviétique. Il est donc absurde de prétendre, comme le fait *L'Humanité*², que le rapatriement de ses restes par l'Ukraine glorifie aujourd'hui un «dirigeant fasciste».

Dans deux articles qui figurent en lien de cette réponse, Zbigniew Marcin Kowalewski revisite l'histoire de l'OUN. Le premier s'intéresse à celle de sa fraction bandériste, dominée par le nationalisme intégral, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il montre cependant que l'invasion nazie

1. Jean Batou est membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et rédacteur du site marx21.ch.

2. Vadim Kamenka, «En Ukraine, Zelensky rapatrie un nouveau dirigeant fasciste», *L'Humanité*, 18 août 2026.

de l'Ukraine orientale, sous domination soviétique, a précipité un affrontement immédiat entre les nationalistes ukrainiens et l'occupant nazi. Après la proclamation unilatérale de l'indépendance de l'Ukraine par les dirigeants de l'OUN, ils furent arrêtés et leurs membres poursuivis par la Gestapo. Ayant pénétré en Ukraine orientale sur les traces de l'armée allemande, une partie d'entre eux, sous la direction d'Ivan Mitrynga, ont alors regagné l'Ukraine occidentale, convaincus que sa population n'aspirait pas à une dictature nationale, considérée comme fasciste, ni même à une démocratie bourgeoise, mais à une république des conseils indépendante. Cette aile gauche, alors minoritaire mais non sans influence, a aussi critiqué la terreur organisée contre les civils polonais, les Ukrainiens russifiés ou polonisés et les Juifs.

Dans son second article, Kowalewski présente l'histoire peu connue du tournant à gauche de l'OUN de l'intérieur, de 1944 à 1954, sous la direction de deux de ses jeunes dirigeants, Osep Diakiv (Hornovy) et Petro Fedoun (Poltava). Dans leurs écrits, ils se prononçaient pour une indépendance de l'Ukraine soviétique qui donnerait le pouvoir au peuple sans rétablir la propriété privée des moyens de production. Cette orientation provoqua «un choc au sein de l'immigration nationaliste intégrale autour de Stepan Bandera». Mais ceci n'empêcha pas la direction de l'OUN de reconnaître le caractère officiel de leurs prises de position tout en refusant d'y voir une «déviation marxiste». En réalité, elle n'avait pas tort : les dirigeants de l'organisation ne se considéraient pas comme marxistes, même s'ils défendaient une société sans classes : en tournant résolument le dos au nationalisme intégral ils s'efforçaient d'élaborer le programme d'un nationalisme révolutionnaire démocratique. Ils seront exterminés par le ministère de la sécurité d'État soviétique.

Une réponse au journal *L'Humanité*

Zbigniew Kowalewski³

Je mentionne Konovalts dans mon livre *Révolutions ukrainiennes*, mais en parlant de ses activités antérieures. Militant indépendantiste ukrainien, il a combattu pendant la Première Guerre mondiale dans les rangs de l'armée autrichienne sur le front russe, où il a été fait prisonnier. Après la révolution de 1917, avec d'autres anciens prisonniers de guerre originaires de l'Ukraine autrichienne, il a formé, aux côtés de la Rada centrale ukrainienne, une unité militaire régulière, les Tirailleurs de la Sitch. Après la paix de Brest, sous l'occupation allemande, il s'opposa au renversement de la Rada centrale par l'armée du hetman Skoropadsky, que les Allemands avaient nommé chef (hetman) d'un État ukrainien fantoche, et son unité militaire fut dissoute. Néanmoins plus tard, Skoropadsky et les Allemands autorisèrent sa reconstitution, et elle joua finalement, fin 1918, un rôle clé dans le renversement de l'hetmanat et le rétablissement de la République populaire ukrainienne, désormais dirigée par Petlioura. Face à la menace que représentait pour l'Ukraine l'alliance entre l'Entente et la Garde blanche, Konovalts

3. Zbigniew Marcin Kowalewski est un historien polonais. Il a été en 1980-1981 l'un des responsables du syndicat Solidarnosc. Il a vécu en exil en France jusqu'en 1989. Il est rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. Traduction du polonais: Stefan Bekier.



revendiquait à Petlioura la conclusion d'une alliance avec la Russie soviétique. Lorsque l'Armée rouge est entrée en Ukraine en 1919, il fut l'un des principaux commandants de l'armée ukrainienne qui opposait une résistance aussi bien aux bolcheviks qu'à la Garde blanche.

Après la victoire des bolcheviks en Ukraine, depuis son exil en Pologne il fonda l'Organisation militaire ukrainienne (UVO) afin de combattre la domination polonaise sur les terres ukrainiennes. Il cherchait le soutien des autorités de l'Ukraine soviétique, et l'obtint au début pour mener des opérations armées sur le territoire de l'État polonais (formation militaire, aide matérielle, soutien logistique aux raids militaires de l'UVO depuis l'Ukraine soviétique vers la Pologne, afin de déclencher des soulèvements ukrainiens). Lorsque Moscou a interdit aux autorités de Kiyv d'accorder une telle aide à l'UVO, il l'a cherché auprès de l'Allemagne de la République de Weimar, puis, après la chute de celle-ci, auprès des nouvelles autorités, telles qu'elles étaient,

c'est-à-dire nazies. Il ne pouvait pas chercher de l'aide auprès des alliés occidentaux de la Pologne, les grandes puissances de Versailles, car ces puissances-là avaient cédé l'Ukraine occidentale à la Pologne. Il l'a donc cherché auprès de celles qui voulaient renverser l'ordre de Versailles.

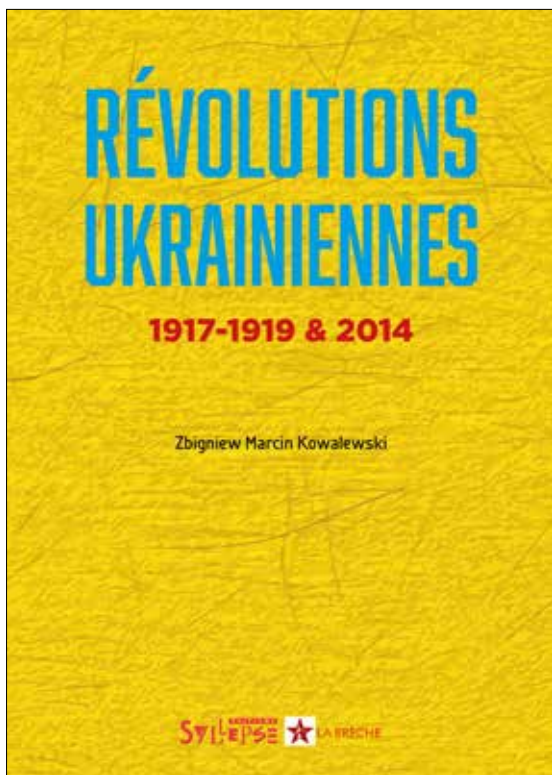
En 1929, avec des organisations nationalistes de jeunesse, l'UVO fonda l'Organisation des nationalistes ukrainiens OUN, dont Konovalets devint le président. À cette époque et plus tard il n'était pas fasciste, mais il fut toujours, il est vrai, un militant indépendantiste ukrainien de droite. Les influences idéologiques nazies sur la jeune génération ukrainienne, dont le leader était Bandera, l'inquiétaient beaucoup; on connaît l'existence de telles inquiétudes grâce à sa correspondance avec d'autres militants de l'OUN en exil. Il collaborait avec l'Abwehr de Canaris, laquelle était faiblement contrôlée par les nazis, et se tenait à l'écart des appareils nazis autant qu'il le pouvait – son champ de manœuvre était très limité dans ces conditions. Konovalets a été assassiné à Amsterdam en 1938 par un jeune agent des services secrets soviétiques qu'il considérait comme son principal représentant en Ukraine soviétique. L'assassin n'était autre que la future étoile du NKVD, le célèbre général Soudoplatov.

Le rapatriement de la dépouille de Konovalets au panthéon ukrainien n'a rien d'extraordinaire. Ce qui peut plutôt surprendre, c'est qu'il n'ait lieu que maintenant seulement, trente-cinq ans après l'accession à l'indépendance. À l'époque, même divers nationalistes révolutionnaires (alors que Konovalets n'était pas un

À LIRE POUR EN SAVOIR PLUS

Zbigniew Marcin Kowalewski, «L'OUN en Ukraine: des lueurs dans les ténèbres», marx21.ch, 30 août. 2026.

Zbigniew Marcin Kowalewski, «L'OUN, Le tournant à gauche, 1944-1954: Hornovy, Poltava et le nationalisme révolutionnaire ukrainien», marx21.ch, 6 septembre 2026.



nationaliste révolutionnaire) issus de pays coloniaux étaient impliqués dans des arrangements politiques similaires, car ils cherchaient des soutiens pour leurs organisations là où, dans les conditions géopolitiques de l'époque, cela leur était possible.

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) cherchait des soutiens auprès de l'impérialisme allemand - d'abord dans l'Allemagne impériale, puis dans celle de la République de Weimar, et finalement auprès de l'Allemagne nazie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle a collaboré avec les Allemands pour préparer les

conditions d'un débarquement des troupes allemandes en Irlande. Frank Ryan, nationaliste révolutionnaire irlandais et officier des Brigades internationales en Espagne, a été évacué d'une prison franquiste vers l'Allemagne par l'Abwehr; celle-ci a agi à la demande de l'IRA. En Allemagne, Ryan a collaboré avec les autorités nazies (et concrètement, sans qu'il en soit conscient, avec le bras droit d'Eichmann lui-même!) autour des questions liées à l'aide pour l'IRA. Un sous-marin allemand l'a transporté vers l'Irlande, mais l'expédition a échoué. Il est mort en Allemagne nazie. En 1979, d'anciens combattants irlandais des Brigades internationales ont rapatrié solennellement sa dépouille au pays. Aucune gauche irlandaise ou autre n'a protesté. Au contraire, Ryan jouit dans la gauche républicaine irlandaise d'un statut de héros.

Est-ce que le fait que l'IRA ait collaboré avec l'Allemagne nazie en fait une organisation fasciste? Est-ce que les activités de Ryan dans l'Allemagne nazie font de lui un fasciste? Ces questions sont idiotes.

Lénine et Trotsky ont glorifié le soulèvement armé des nationalistes en Irlande en 1916. Est-ce qu'ils en voulaient au socialiste indépendantiste Connolly et aux nationalistes irlandais qu'en préparant le soulèvement ils aient sollicité le soutien de l'impérialisme allemand et compté sur les 20 000 fusils et le million de cartouches que l'Empire allemand leur avait envoyé? Je pense que Lénine et Trotsky regrettaient que les Britanniques aient coulé le navire transportant ces armes.

Subhas Chandra Bose, nationaliste révolutionnaire indien et opposant de gauche à



Gandhi, a cherché pendant la Seconde Guerre mondiale le soutien de Staline à la lutte anticoloniale, et lorsque celui-ci a refusé, il s'est adressé à Hitler. Il a été son hôte en Allemagne. Radio Free India, que lui avait offert Hitler, a joué un rôle important lors du soulèvement anticolonial de masse en Inde en 1942. Hitler l'envoya ensuite dans un sous-marin à Singapour chez les Japonais, aux côtés desquels Bose créa l'Armée nationale indienne pour lutter contre le colonialisme britannique. Un immense monument à sa gloire se trouve à Delhi, et il figure au panthéon national indien. Sa mémoire est honorée par la gauche indienne, bien que les communistes, soutiens des Alliés pendant la guerre de Delhi à Paris et même au-delà, le qualifiaient auparavant de «chien de garde de l'impérialisme japonais» et de «pantin entre les mains des États fascistes de l'Axe».

Les rédacteurs de *L'Humanité* n'ont rien appris jusqu'aujourd'hui, bien que leurs camarades indiens se soient depuis longtemps excusés de l'avoir calomnié pendant des années. Qu'ils s'occupent chez eux des monuments, des noms de rues, etc., dédiés aux généraux français – ces conquistadors colonialistes criminels.

Au cours de leurs luttes et guerres de libération et de résistance nationales, les mouvements des peuples coloniaux et opprimés cherchent toujours le soutien d'autres puissances, ennemis de leurs ennemis. Leur politique comporte cette inhérente dimension géopolitique. Le matérialisme historique sert entre autres à saisir cette dimension.

www.syllepse.net



BOÎTE
ALERTE

Les idées politiques de la Russie poutinienne, de Marlène Laruelle

Dominique Boury¹

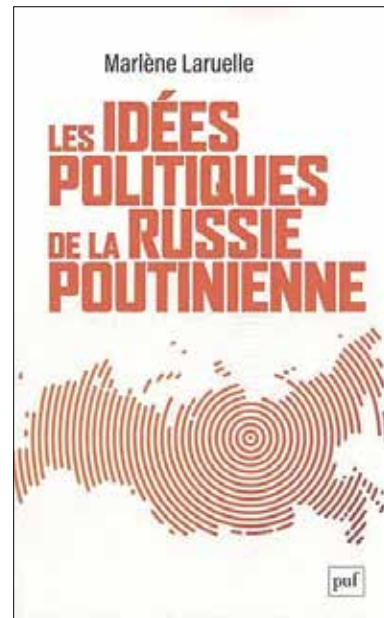
Marlène Laruelle², professeure à l'université LUISS de Rome, est spécialiste des idéologies politiques russes et post-soviétiques. Sa question au début du livre est claire, dans quelle mesure l'idéologie peut-elle expliquer la guerre russo-ukrainienne? Elle va analyser en détail le dispositif conceptuel qui permet de rendre compte de la fabrication de cette idéologie et de mesurer son efficacité opérationnelle.

En sous-estimant l'importance de la répression, l'auteure insiste sur les deux mécanismes majeurs qui donnent de la légitimité au régime de Poutine: la redistribution même partielle de la prospérité matérielle et la fabrication d'un narratif idéologique qui donne du sens. Elle considère la construction idéologique du régime comme un long processus pour «faire nation», comme un «projet cohérent et revendiqué», système de valeurs et de normes qui remettent fondamentalement en cause le néo-libéralisme euro-atlantique.

1. Dominique Boury est membre du Comité français du RESU et du NPA-A.

2. Marlène Laruelle, *Les idées politiques de la Russie poutinienne*, Paris, PUF, 2026 (*Ideology and Meaning-Making under the Putin Regime*, Stanford University Press, 2025).

Elle cherche à reconstituer la généalogie intellectuelle du poutinisme, dans sa diversité, pour rendre compte de sa cohérence et des pratiques gouvernementales qui l'instrumentalisent. Poutine, s'il n'est pas un théoricien politique d'envergure, a su orchestrer cette re-composition dont il se sert abondamment pour illustrer ou justifier ses choix stratégiques, en particulier ses rapports à l'Occident et la guerre avec l'Ukraine. Après la chute de l'Union soviétique qui donnait un cadre idéologique robuste, il était nécessaire de rebâtir un projet doctrinal, base d'un consensus social stabilisé face à l'Occident.



Depuis près de trente ans Poutine et ses proches orchestrent une partition idéologique en combinant plusieurs voix différentes pour



«bricoler» un grand récit. Laruelle décrit ainsi les principaux écosystèmes qui, en dehors mais sous le contrôle de l'administration présidentielle, contribuent à ce travail doctrinal en fonction de leurs propres intérêts et de leur propre vision du monde : les *siloviki* (services de sécurité), le monde orthodoxe et les technocrates qui font tourner la machine bureaucratique. Ces réseaux et ces institutions regroupent un grand nombre d'acteurs politiques, médiatiques, intellectuels, universitaires qui participent à l'élaboration théorique et permettent au régime de forger son idéologie. Sans oublier le vivier que représente l'église orthodoxe et dans une moindre mesure les muftiats islamiques

Dès son arrivée au pouvoir Poutine s'est fixé trois objectifs, la stabilité de l'État, le consensus social et la reconnaissance par l'Occident de la souveraineté stratégique de la Russie. Si ces objectifs, exposés dans le «manifeste du millénaire» en 1999 n'ont pas varié, la boîte à outils «idéationnelle» a largement évolué. L'auteure décrit une sédimentation de différents courants politiques et culturels – nationalisme, conservatisme, modernisme, eurasisme, concept du «monde russe», héritage byzantin, etc. – qui coexistent et entrent en concurrence pour composer une idéologie qui met en avant l'exceptionnalité civilisationnelle russe, puissance eurasiatique alternative au libéralisme occidental.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine a permis d'articuler ces différents courants pour unifier le peuple autour des mêmes ennemis. Depuis 2022, la «sanctuarisation de l'histoire» autour de la célébration mémorielle de la Seconde Guerre mondiale, mythe fondateur de la

lutte contre le fascisme, s'est accélérée. Le régime stalinien est partiellement réhabilité, l'organisation Mémorial est dissoute, la comparaison entre nazisme et stalinisme est interdite et le rôle glorieux du peuple russe dans la chute du 3^e Reich réaffirmé. De même, l'«imaginaire spatial» est mobilisé pour s'appuyer sur l'immensité de la Russie et justifier son importance géopolitique. Continuité historique, étendue de l'espace, le pouvoir joue sur l'image impériale du pays. Et par conséquent, sur l'empire comme mécanisme d'expansion.

L'Ukraine, l'obsession ukrainienne cristallise cette volonté de recréer une «Russie mythique» renouant avec son passé et capable de rivaliser avec l'Occident. Kyiv occupe une place centrale, intégrée au «monde russe» (*russskiy mir*), vaste diaspora partageant une destinée et une langue communes. Ce concept est promu par Poutine, et largement utilisé pour légitimer l'agression de l'Ukraine pour secourir les «Russes ethniques» victime du fascisme ukrainien.

Si avant 2022, le pouvoir russe pouvait être qualifié d'illibéral, conservateur et autoritaire, l'invasion de l'Ukraine rend visible un «fascisme fragmentaire» charriant son lot d'appels à la guerre totale, de masculinisme décomplexé, d'antisémitisme. Pourtant Laruelle estime que si la tentation d'un régime fasciste et totalitaire existe, elle est encore largement contre-balançée par une partie de l'élite technocratique et bureaucratique adepte d'un conservatisme autoritaire largement inspiré du soviétisme.

Un ouvrage dense aux sources multiples, qui permet de rentrer dans le détail du mécanisme de constitution de l'idéologie poutinienne, de

ses évolutions très clairement articulées aux soubresauts de la politique étrangère, tout particulièrement celle qui concerne l'Ukraine. Poutine et l'administration du Kremlin ont pioché dans toutes les théories pour écrire un récit complet justifiant chacun de ses tournants stratégiques. Laruelle s'interroge sur l'adhésion du peuple russe à cette construction idéologique. La multiplication des sondages, l'importance de la propagande médiatique, prouvent l'intérêt que les dirigeants russes portent au degré de consentement des citoyen·nes. Ni homogène, ni terrorisée, la société civile reste attachée globalement à une forme de *statu quo* national-conservateur, à la vision d'une spécificité de l'identité russe. Ce consensus que décrit Marlène Laruelle en janvier 2025 tiendra-t-il face aux pénuries de carburants, aux pertes humaines et aux frappes ukrainiennes ?



Alors peut-on parler de poutinisme ? Le projet politique du régime, incarné par la « place cruciale » qu'occupe Poutine, semble cohérent comme un cadre mythologique qui donne sens à un ensemble de corpus doctrinaux. Si l'idéologie ne suffit pas à rendre compte de la guerre en Ukraine, elle articule ligne identitaire d'une Russie État-civilisation et discours géopolitique d'une puissance débarrassée de l'emprise de l'Occident qui la rendent légitime. Les 53 000 km² du Donbass (rapportés aux 17 millions de km² de la Russie) ne justifient pas 5 ans de guerre totale. Une Ukraine pluraliste et souveraine s'inscrit comme un contre-modèle : le monde post-soviétique peut choisir une autre voix que l'autoritarisme réactionnaire du Kremlin. L'invasion à grande échelle, décidée et

menée par Poutine vise à l'anéantissement de cette alternative qui menace la crédibilité de sa logique impériale. L'existence même d'une Ukraine indépendante, à sa frontière, fragilise la consolidation d'une zone d'influence russe reconnue et respectée. Comme le confirment Ilya Budraitskis & Ilya Matveev (*Russia's New Imperialism – Capital and Ideology*, 2026) : « Le cynisme généralisé du Kremlin s'est doté d'un échafaudage intellectuel composé de nationalisme impérial, d'étatisme conservateur et de théories du complot. À ces deux tournants – 2014 et 2022 –, les facteurs idéologiques ont été décisifs. »

Poésie ukrainienne dans la guerre

Vladimir Claude Fišera¹

ELLA YEVTOUCHENKO

Ella Yevtouchenko née en 1996 à Kyiv où elle réside, est poétesse et musicienne. Elle a publié en français un recueil *Au cœur de la maison* (Bruno Doucey, 2024) et une anthologie de la poésie ukrainienne, *Ukraine : 24 poètes pour un pays* (Bruno Doucey, 2022).

«L'heure du loup» (extrait)

à trois heures de la nuit et à quatre heures du matin
en Suède on l'appelle l'heure du loup
quand il est trop tard pour s'endormir
mais trop tôt pour sortir du lit
on reste couchés et on écoute
nos loups intérieurs
c'est ce que m'a expliqué Ullmar
à Kyiv le couvre-feu dure
de huit heures du soir à sept heures du matin
à Kherson le couvre-feu dure
de huit heures du soir à six heures du matin
à Kharkiv le couvre-feu dure
de seize heures à six heures du matin
quand il est trop tard pour mourir
mais trop tôt pour vivre
et on reste au lit à se demander

s'ils vont nous bombarder ou si
les nôtres les abattront
mais nul ne peut l'expliquer [...]

VIKTORIA AMELINA

Viktoria Amelina naquit à Lviv en 1986. Elle est connue comme romancière et auteur de livres pour enfants. Depuis le début de la guerre en 2022, elle a écrit de la poésie. Elle a cofondé une ONG spécialisée dans la documentation des crimes de guerre russes. Le 27 juin 2023, elle est blessée par un missile russe dans une pizzeria à Kramatorsk, ville-martyre du Donetsk. Elle décède le 1^{er} juillet 2023 comme douze autres personnes dont trois enfants. Le poème ci-dessous a été publié après sa mort en ukrainien et en anglais, dans *Stanzas for Ukraine*.

«Sur une femmes qui s'arrête»

Tu vois cette femme qui a sa main tendue derrière elle ?
On dirait qu'elle traîne une valise ou qu'elle tire quelqu'un.
La valise invisible est lourde car la femme va lentement.
On dit maintenant que ces femmes-là sont folles.
Elle n'a pu rien prendre de sa maison incendiée.
Aujourd'hui on ne sait plus qui y vivait avec elle mais ceux-ci marchent avec elle et le plus jeune a du mal à suivre.
Et alors la femme s'arrête. Et elle l'attend. Toujours.

1. Textes présentés et traduits par Vladimir Fišera

ANNA BOWLES

Elle a étudié la littérature anglaise et le russe et a travaillé comme éditrice dans les plus grandes maisons d'édition à Londres, se spécialisant dans les livres pour enfants. Autrice d'un roman sur les désordres bipolaires (*Rapids*, 2021), elle est devenue poétesse depuis l'invasion russe de l'Ukraine, auteur d'un recueil (*Landscape with mines*, 2025). Bénévole dans l'aide humanitaire, elle décrit la vie quotidienne des pays de l'Est, les aidants et les aidés et photographie abondamment ce qu'elle vit. Elle dénonce féroce­ment sur son blog l'inaction des grandes organisations caritatives internationales, des banques et des gouvernements qui ne vont pas près du front ni n'aident ceux qui en ont le plus besoin. (Source : *London Grip*, n° 61, automne 2026).

« Prophétie »

Mourante, elle fixe le plafond,
se tournant vers Dieu, qui était interdit
à l'époque soviétique. On ne peut pas
bousculer la mort, ni la raison.

Dieu est avec ses enfants, qui ont
dans les cinquante ans, emmitouflés
dans un blindage qui remue.
Leur patchwork rose à motif floral,
c'est elle qui l'a fait, toute seule.
Sa petite-fille a sauté sur une mine.

À l'époque soviétique, il n'y avait pas de Dieu.
La semaine dernière, un missile a frappé le
cimetière
et les corps se sont envolés au paradis.

« La maison de Marina »

Pas loin du bout du village,
la maison de Marina en ruine.
Les russes² ont fait sauter le bourg
et l'ont filmé.

En voilà les images
– fait-elle remarquer –
et là, c'est ma maison.
Et elle, de les regarder,
encore et encore.

Marina, quitte
cette terre brûlée, ce marteau,
cette malédiction russe !
Ses voisins, des anoraks brillants
au milieu des décombres.
Oleh a trouvé deux mines anti-tank
dans sa chaumière. Juste deux.
La nuit, une seule télévision éclaire le bourg
aux trente âmes qui restent et chantent
dans cette horreur.

Des bénévoles se rassemblent, éberlués :
on vous aidera à reconstruire...

Marina a caché
des soldats ukrainiens dans sa cave pendant
des semaines.
Elle, point de repère, debout, indemne,
dans ces débris.

russie, tu es venue jusque là, mais pas plus
loin :
ici, il y a Marina, son foyer, son père et sa mère.

2. NdT. Russes, Russie s'écrivent désormais en minuscules en ukrainien, ce que reprend Anna Bowles.



Les mosaïques, toujours les mosaïques

Patrick Le Tréhondat¹

Dans le village de Sitchyntsi, commune de Dunayevets, dans la région de Khmelnytskyï, des militant·es restaurent un abribus en mosaïque. Sa restauration a débuté l'an dernier par un simple nettoyage, il était prévu de débarrasser l'ancien abribus des saletés et des publicités. Mais il est alors apparu que le problème était bien plus grave : le toit fuyait et l'humidité endommageait la mosaïque. Les militant·es ont alors créé l'association «Village en action» et entrepris la restauration de l'abribus.

Une des militantes explique la complexité de leur tâche :

Nous avançons lentement mais sûrement pour le toit. Le coulage du béton a été la tâche la plus longue et la plus difficile, mais le toit n'est pas encore terminé, car il nous faut encore isoler la dalle de béton pour éviter tout affaissement. Nous attendons donc les artisans qui appliqueront une couche spéciale d'époxy. L'électricité est déjà installée, l'arrêt est donc éclairé. Cette semaine, nous devons encore

nettoyer la mosaïque, car elle s'est de nouveau salie pendant les travaux. La prochaine étape importante est la restauration du socle de l'arrêt. Pour cela, nous aurons de nouveau besoin des artisans, que nous attendons actuellement... Un agriculteur local, dont l'exploitation se situe près de l'arrêt, nous apporte notamment son aide précieuse. Il a déjà beaucoup investi dans ce projet. Nous finançons les petites dépenses sur nos économies personnelles, car sans elles, rien ne serait possible.

Après la remise en état de l'arrêt de bus, il est prévu d'y installer un code QR, dont le lien permettrait d'accéder à des informations sur l'histoire de cet arrêt, ainsi qu'aux noms des habitants du village qui ont perdu la vie pendant la guerre russo-ukrainienne.



[Cliquez sur la couverture pour télécharger le livre.](#)

1. 16 septembre 2026. Patrick Le Tréhondat est membre du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».